



Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 6 DÉCEMBRE 1930

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 6TH DECEMBER, 1930

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES.

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are

l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement. \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement.

5609—45-8

strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

5610—45-8

Nominations

Avis est donné que par arrêté en conseil No 2430, en date du 7 novembre 1930, il a plu à son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en Conseil de modifier l'arrêté en conseil No 1472, en date du 10 août 1928, de sorte que: M. Arthur Dontigny, médecin, de Sainte-Anne-des-Monts, coroner, ait juridiction sur le territoire formant le district électoral de Gaspé Nord, et M. Camille-Eugène Pouliot, médecin, de l'Anse-du-Cap, coroner, sur le territoire formant le district électoral de Gaspé Sud, tels que déterminés par 20, George V, chap. 15, article 6. 6239

Appointments

Notice is hereby given that by Order in Council No. 2430, dated November 7th., 1930, His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to amend Order in Council No. 1472, dated August 10th., 1928, in order that: Mr. Arthur Dontigny, physician, of Sainte Anne des Monts, coroner, shall have jurisdiction over the territory forming the electoral district of Gaspé North, and Mr. Camille Eugene Pouliot, physician, of L'Anse du Cap, coroner, over the territory forming the electoral District of Gaspé South, as determined by 20, George V, chap. 15, article 6. 6240

Lettres patentes

"Black Lake Lodge, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223 des Statuts Refondus, Québec, 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Arthur-Ives Smith, avocat, Ethel-May Peirce et Florence Isabella Stewart, toutes deux filles majeures, secrétaires, tous de la cité de Montréal, province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce de tenanciers d'hôtel, restaurant, café, taverne, salle de rafraîchissement et tenanciers de maisons de pension, victualliers licenciés, marchands de vins, bière et de spiritueux, fabricants et manufacturiers d'eaux minérales et artificielles diverses et autres breuvages (le tout sujet à la Loi des Liqueurs de

Letters patent

"Black Lake Lodge, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of November, 1930, incorporating: Arthur Ives Smith, advocate, Ethel May Peirce, and Florence Isabella Stewart, both spinsters, secretaries all of the city of Montreal, province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, restaurant, café, tavern, refreshment room and lodging house keepers, licensed victuallers, wine, beer and spirit merchants, makers and manufacturers of variated mineral and artificial waters and other drinks, (the whole subject to Quebec Liquor Law), purveyors and caterers for public amuse-

Québec), pourvoyeurs et fournisseurs d'amusements publics en général, propriétaires de taxis et voitures, loueurs de chevaux, fermiers, laitiers, marchands de glace, importateurs, marchands et négociants de denrées alimentaires, animaux morts et vivants, et produits domestiques et étrangers de toutes descriptions: coiffeurs, parfumeurs, chimistes, propriétaires de clubs, bains, cabinets de toilette, buanderies, salles de lecture, d'écriture, cabinets de lecture, bibliothèques, terrains et jeux d'amusements, de récréations, de sport, de divertissements et moyens d'éducation de toutes sortes, marchands de tabac et cigares, agents pour des compagnies de chemins de fer et de navigation et voituriers et agents généraux, et tout autre commerce qui peut être convenablement exercé avec iceux;

Garder, maintenir, exploiter et gérer des garages, magasins, dépôts, entrepôts et autres endroits semblables pour la sauvegarde, le nettoyage, la réparation et le soin en général d'automobiles et auto-cars de tous et d'aucun genre, description et classe, et tous les accessoires d'iceux et se rapportant à iceux, d'aucun et de tous genres et description, et arrenter, louer et donner en location des auto-cars, camions et automobiles de toutes sortes, y voiturier et transporter des passagers et du fret à tels termes et conditions que la compagnie trouvera convenables;

Posséder et exploiter des postes de gazoline, et acheter, et vendre et faire le commerce de gazoline, huiles et graisses et toutes pièces et accessoires d'automobiles;

Acheter, prendre, louer ou autrement acquérir des terrains et édifices, et ériger sur tels terrains ou aucun d'eux un hôtel ou des hôtels, cottages, et aucun ou tous autres édifices et travaux nécessaires, et utiliser, changer, adopter et maintenir tous ou aucun desdits terrains, constructions et propriétés aux et pour les fins d'hôtels et auberges, et cottages avec leurs dépendances communes et nécessaires;

Vendre, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement faire le commerce de tels immeubles ou d'aucune portion d'iceux, et développer, améliorer et disposer aucune de ces propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations, aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien de routes, rues, aqueducs, égouts, et autres travaux d'améliorations calculés pour en faciliter l'accès ou pour donner plus de valeur à la propriété de la compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges ou charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, ou des avances faites par la compagnie aux acheteurs ou autres pour fins de construction ou autres améliorations;

Acheter ou autrement acquérir ou assumer la totalité ou toute partie de l'industrie, des biens, de l'actif ou du passif de toute personne, société ou compagnie exerçant toute industrie avec des objets semblables en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou possédant des biens convenables et propres aux fins de la compagnie;

Faire aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour d'autres fins, avec aucune personne, société ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exploiter ou d'exercer aucun com-

ments generally, taxicab and carriage proprietors, livery stable keepers, farmers, dairymen, ice merchants, importers, merchants of and dealers in food, live and dead stock, and domestic and foreign produce of all descriptions; hair dressers, perfumers, chemists, proprietors of clubs, baths, dressing rooms, laundries, reading, writing, newspaper rooms, libraries, grounds and places of amusements, recreation, sport, entertainment and instruction of all kinds, tobacco and cigar merchants, agents for railway and shipping companies and carriers and general agents and any other business which can be conveniently carried on in connection therewith;

To keep, maintain, operate and manage garages, store houses, store rooms, warehouses and other like places for safekeeping, cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor cars of all and every kind, description and class and of all accessories thereof and thereto of any and every kind and description, and to rent, lease and hire motor cars, trucks and automobiles of all kinds, carry and transport passengers and freight in same upon such terms and conditions as the Company may consider advisable;

To own and operate gasoline stations and to buy, sell, and deal in gasoline, oils and greases and all automobile requisites and accessories;

To purchase, take, lease or otherwise acquire, lands or buildings and to erect on such lands, or any of them, a hotel or hotels, cottages and any and all other necessary buildings and works, and to use, convert, adopt and maintain all or any of such lands, buildings and premises to and for the purposes of hotels and inns and cottages with their usual and necessary adjuncts;

To sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements; to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water-works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more accessible and to enhance its value;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any money due to the company from purchasers, or advanced by the company to purchasers for building purposes or other improvements;

To purchase or otherwise acquire or undertake all or any part of the business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business with objects similar in whole or in part to those of this company, or possessed of property suitable and proper for the purposes of the company;

To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this

merce, genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou se fusionner avec aucune telle compagnie;

Conclure des arrangements avec les gouvernements ou autorités suprêmes, municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser la réalisation des objets de la compagnie ou aucun des dits objets, et obtenir de ces gouvernements ou autorités tous les droits, privilèges et concessions que cette compagnie croira équitable d'obtenir et exécuter, exercer et se conformer, vendre et disposer de tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou partie des biens, droits ou entreprises de la compagnie pour la considération qui sera convenue, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autrement, valeurs ou autrement, d'aucune autre compagnie ou corporation, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne avec laquelle la compagnie serait en affaires;

Émettre des actions libérées, des obligations ou débetures, en paiement, soit total ou partiel, de tous biens réels ou personnels, droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que cette compagnie peut légalement acquérir et aussi émettre telles actions libérées, obligations ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou en échange pour les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce semblable, en tout ou en partie, ou connexe à l'industrie de cette compagnie;

Acheter, acquérir, détenir et posséder des actions du capital-actions, des obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation ou individu exerçant ou exploitant toute industrie que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou acquérir, détenir ou autrement disposer de telles actions, obligations ou autres valeurs;

Placer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, aucun des biens de la compagnie comme ils pourront être distribués au moyen de dividendes légalement déclarés, à même les profits nets de la compagnie, et sujet aux dispositions de l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété ou biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ou toutes autres compagnies qui peuvent être achetées ou entreprises, soit en tout ou en partie;

Faire tous les autres actes et choses qui sont incidents ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, ou aucun des dits objets, et exercer toute industrie, soit manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun de ses biens ou droits ou de les rendre profitables;

Faire toutes ou chacune des affaires autorisées par les présentes, soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs, agents ou autrement;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par

company is authorized to carry on or to amalgamate with any such company;

To enter into any arrangement with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which it may be desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with or sell and dispose of any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights, or undertakings of the company for such consideration as may be agreed upon, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, securities or otherwise of any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such persons with whom the company may have business relations;

To issue paid-up shares, bonds, or debentures for the payment either in whole or in part of any property, real or personal, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may lawfully acquire and also to issue such fully paid shares, bonds or other securities in payment, part payment or exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of any other company doing a business similar in whole or in part, or incidental to the business of this company;

To purchase, acquire, hold and own shares of the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual, carrying on or engaged in any business which this company is empowered to carry on or engage in, and to acquire, hold, or otherwise dispose of such shares, bonds or other securities;

To invest the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company such of the assets of the Company as may be so distributed by way of lawfully declared dividends out of the net profits of the Company and subject to the provisions of Article 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute among the shareholders of the Company, in kind, any property or assets of the company and in particular any shares, debentures or securities of any other company or companies which may have been purchased or taken over either in whole or in part;

To do all such other acts and things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, or any of them, and to carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on by the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of its properties or rights;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others, or as factors, agents or otherwise;

The powers in each paragraph to be in nowise limited or restricted by reference to or inference

induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "Black Lake Lodge, Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre, 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

6215

from the terms of any other paragraph, under the name of "Black Lake Lodge, Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

6216

"Discount Investments, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre, 1930, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson et Sol Sidney Fels, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exploiter les affaires d'agents financiers, courtiers et promoteurs, soit comme principal ou comme agent pour d'autres, et faire les affaires générales d'une agence financière et de courtage; acheter ou autrement acquérir, et vendre, échanger, livrer, louer, convertir, mettre en valeur, en disposer et faire le commerce de propriétés et droits de toutes sortes, et particulièrement (mais sans restreindre la généralité des objets susdits) des hypothèques, titres, actions, actions au porteur, débetures, obligations et toutes autres valeurs de toutes sortes, soit individuelles, corporatives, gouvernementales, municipales ou autres, et toutes autres sortes de revenus, concessions, options, contrats, rentes, permis, polices, dettes de livre et entreprises et réclamations, privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec ses commerces, ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les faire valoir;

Acheter et vendre, négocier et prêter de l'argent sur garantie, contrats de ventes conditionnelles, billets avec garantie, contrats de louage et d'achats, effets de commerce, connaissements, billets d'entrepôt et lettres de change;

Prêter de l'argent sur garantie de propriétés réelles ou d'immeubles à bail, ou acheter ou placer des mortgages ou hypothèques sur des immeubles ou pour la subrogation des taxes;

Souscrire conditionnellement ou inconditionnellement, garantir, émettre, prendre, détenir, négocier et convertir des titres, actions, actions au porteur, débetures, obligations et toutes autres valeurs de toutes sortes, soit corporatives, gouvernementales, municipales ou autres;

Employer les fonds de la compagnie pour aucune des fins susdites, conformément aux dispositions de l'article 37 de la Loi des Compagnies de Québec;

Établir des succursales, sous-bureaux et agences et employer des représentants temporaires ou permanents et transiger aucune de ses affaires par ses succursales, sous-bureaux, agences, et employés ou représentants;

Exploiter la construction ou l'érection d'usines et prendre et entreprendre des contrats pour l'érection ou pour des travaux de construction, de toutes sortes;

Travailler, administrer, exploiter, mettre en valeur, explorer, développer et améliorer les propriétés de la compagnie;

"Discount Investments, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1930, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson and Sol Sidney Fels, all advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as financial agents, brokers, and promoters, either as principal or as agent for others, and to do a general financial agency and brokerage business; to purchase or otherwise acquire, and to sell, exchange, surrender, lease, convert, turn to account, dispose of and deal with property and rights of all kinds and in particular (but not so as to restrict the generality of the foregoing) mortgages, stocks, shares, share warrants, debentures, bonds and all other securities of any kind, whether individual, corporate, governmental, municipal or otherwise, and all other kinds of produce, concessions, options, contracts, annuities, licenses, policies, book debts and undertaking and claims, privileges and *choses in action* of all kinds;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy, sell, deal in, and lend money on the security of conditional sales agreements lien notes, hire or purchase agreements, trade paper, bills of lading, warehouse receipts and bills of exchange;

To lend money on the security of real estate or leaseholds, or purchase or invest in mortgages or hypothecs upon real estate and for subrogation of taxes;

To subscribe for, conditionally or unconditionally, to underwrite, issue, take, hold, deal in and convert stocks, shares, share warrants, debentures, bonds and all other securities of any kind, whether corporate, governmental, municipal or otherwise;

To use the funds of the company for any of the purposes aforesaid, in accordance with the provisions of section 37 of the Quebec Companies' Act;

To establish branches, branch offices and agencies and to employ representatives temporarily or permanently and to transact any of its business through its branches, branch offices, agencies and employees or representatives;

To operate construction or building plants and to take and carry out contracts for building or for construction work of any kind;

To work, manage, operate, turn to account, explore, develop and improve the properties of the company;

Acheter, louer, prendre en échange ou autrement acquérir des terrains ou intérêts en iceux, bail et toutes propriétés réelles et personnelles ou tout intérêt en icelles, appropriées ou convenables pour les fins de la compagnie, avec ensemble tous édifices ou constructions qui peuvent être sur les dits terrains ou aucun d'eux, et vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des terrains et de tous ou aucun des édifices ou constructions qui sont présentement ou pourront être à l'avenir érigés sur iceux, et prendre telle garantie en retour, comme il sera jugé nécessaire, ériger des édifices et faire le commerce de matériaux de construction; prendre et détenir des hypothèques pour toute balance non payée du prix d'achat sur aucun des terrains, édifices ou constructions aussi vendus ou vendre ou autrement disposer des dites hypothèques; améliorer, modifier et administrer les dits terrains et édifices et garantir ou autrement aider dans l'exécution des contrats ou hypothèques de personnes, firmes ou corporations avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et assumer et se charger de telles hypothèques ou contrats en défaut;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir et disposer et faire le commerce de tous permis, brevets d'inventions, émission, baux, licences, concessions et choses semblables conférant tout droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre information concernant toute invention qui peut être susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition peut être destinée à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, et les payer en argent, actions ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou autrement mettre en valeur les propriétés, droits ou informations ainsi acquis;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, société ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites personnes ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement et promouvoir et aider à la promotion ou l'organisation de compagnies, syndicats ou sociétés de toutes sortes;

Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, exercer et jouir en son propre nom, de la totalité ou de toute partie des propriétés, franchises, clientèle, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou firme ou toute compagnie ou toutes compagnies, exploitant tout commerce similaire en tout ou en partie à celui de la compagnie et payer pour telles propriétés, franchises, clientèle, tels droits, pouvoirs et privilèges totalement ou partiellement en actions ou autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement acquittées, et se charger des responsabilités de toute telle personne, firme ou compagnie;

Aider de toute manière toute corporation dont aucunes des actions du capital-actions, bons, débentures ou autres obligations sont détenus, ou de et par toute manière garantis par cette

To purchase, lease, take in exchange or otherwise acquire lands, or interests therein, lease and any real and personal property or any interest therein suitable or convenient for the purposes of the Company, together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to sell, lease, exchange or otherwise dispose of the whole or any portion of the lands and all or any of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon, and to take such security therefor as may be deemed necessary, to erect buildings and to deal in building material; to take or hold mortgages for any unpaid balance of the purchase money on any of the lands, buildings or structures so sold or to sell or otherwise dispose of said mortgages; to improve, alter and manage the said lands and buildings and to guarantee and otherwise assist in the performance of contracts or mortgages of persons, firms or corporations with whom the Company may have dealings, and to assume and take over such mortgages or contracts on default;

To apply for, purchase, or otherwise acquire and dispose of and deal in any patents, *brevets d'invention*, grants, leases, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to pay for the same in cash, shares or other securities of the Company, or otherwise, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person, partnership or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee or otherwise deal with the same, and to promote and aid in promoting or organizing companies, syndicates or partnerships of all kinds;

To purchase, lease or otherwise acquire, and to hold, exercise and enjoy in its own name, all or any of the property, franchises and good-will, rights, powers and privileges, held or enjoyed by any person or firm or any company or companies, carrying on any business similar in whole or in part to that of the Company, and to pay for such property, franchise, goodwill, rights, powers and privileges wholly or partly in shares or other securities of the company wholly or partly paid up, and to undertake the liabilities of any such person, firm or company;

To aid in any manner any corporation any of whose shares of capital stock, bonds, debentures or other obligations are held or in and by any manner guaranteed by this Company, and to do

compagnie, et faire tout acte ou toute chose pour la préservation et la protection, l'amélioration et l'augmentation de la valeur de toutes telles actions du capital-actions, bons, débetures ou autres obligations, et faire aucun et tous actes tendant à augmenter la valeur d'aucune des propriétés en tout temps détenues ou contrôlées par cette compagnie;

Améliorer, administrer, développer, vendre, assigner, transférer, louer ou autrement disposer de ou mettre en valeur, ou faire le commerce de toutes ou aucune des propriétés de la compagnie, et de temps à autre, varier les placements ou l'emploi du capital de la compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies formées dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la présente compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acacheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens réels ou personnels et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie ou susceptibles d'être avantageusement négociés, pour le moment, en rapport avec aucun des droits ou aucune des propriétés de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, louer ou autrement négocier ou disposer de l'entreprise et des biens de la compagnie ou de toute partie d'iceux ou s'unir ou se joindre avec toute autre compagnie pour telle considération que la compagnie jugera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, aucun des biens de la compagnie, et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à ou détenues par la compagnie ou dont cette compagnie aura le pouvoir de disposer;

Placer les argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, dans les valeurs et de la manière que la compagnie pourra déterminer de temps à autre;

Avec l'approbation des actionnaires, rémunérer toute personne pour services rendus à la compagnie, de la manière que la compagnie jugera à propos, et plus particulièrement par l'émission et la répartition d'actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie, entièrement ou partiellement libérées, mais rien de contenu dans cette clause ne sera censé limiter le pouvoir des directeurs de fixer et de payer le salaire de tous et chacun des officiers, serviteurs, agents et employés de la compagnie;

Pour faire connaître les fins de la compagnie, adopter les moyens que l'on jugera à propos et particulièrement annoncer dans les journaux, par circulaires, par achat et exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par publication de livres et périodiques, octrois de prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

any act or thing for the preservation and protection, improvement and enhancement of the value of any such shares of capital stock, bonds, debentures, or other obligations, and to do any and all acts tending to increase the value of any of the property at any time held or controlled by this Company;

To improve, manage, develop, sell, assign, transfer, lease or otherwise dispose of or turn to account, or deal with all or any of the property of the Company and from time to time to vary the investments or employment of the capital of the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, or capable of being profitably dealt with in connection with any of the Company's rights or property, for the time being;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell, let on hire or otherwise deal with or dispose of the undertaking and assets of the Company or any part thereof, or to consolidate or amalgamate with any other Company for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To distribute among the shareholders, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property or assets of the company and in particular, any shares, debentures, or securities of any other companies belonging to or held by the company or which the company may have power to dispose of;

To invest any moneys of the company not immediately required, in such securities and in such manner as may from time to time be determined;

With the approval of the shareholders, to remunerate any person for services rendered to the Company, in such manner as the Company may deem expedient, and more particularly by the issue and allotment of shares, bonds or other securities of the Company, wholly or partly paid up, but nothing in this clause contained shall be deemed to limit the power of the directors to fix and pay the salary of any and all officers, servants, agents and employees of the Company;

To adopt such means of making known the purposes of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

Emprunter de l'argent, telles sommes ou sommes, à tel taux d'intérêt et aux termes et conditions qui seront jugés convenables; obliger la compagnie au remboursement des sommes ainsi empruntées et de l'intérêt sur icelles, et à l'accomplissement des termes et conditions, et si jugé raisonnable, hypothéquer ou nantir la totalité ou toute partie des propriétés immobilières et ou mobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, de l'intérêt et l'accomplissement des termes et conditions;

Prêter de l'argent aux termes et conditions et au taux d'intérêt qui seront jugés convenables et prendre telle garantie, pour le remboursement du principal et des intérêts et l'accomplissement des conditions, que la compagnie jugera appropriées;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et soit par l'entremise d'agents, sous-entrepreneurs, fiduciaires ou autres;

Faire toutes autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation d'aucun ou plusieurs des objets susdits, sous le nom de "Discount Investments, Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en trois mille (3,000) actions sans valeur nominale au pair, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quinze mille dollars (\$15,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix qui sera fixé par les directeurs.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6217 ALEXANDRE DESMEULES.

"D. M. Galardo, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Jack-Ralph Bogante, avocat, Rose Sheffer et Irène Boretsky, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer le commerce d'entrepreneurs et constructeurs en général, et aucun commerce se rapportant à icelui, et conclure des contrats, construire, exécuter, posséder et exercer tous genres de travaux, et exercer pour les fins susdites, les opérations d'une compagnie de construction et de direction en général et d'entrepreneurs pour la construction de travaux, publics et privés; acheter, vendre ou autrement acquérir, disposer et négocier des matériaux de construction, outillage pour entrepreneurs et constructeurs, outils et accessoires de tout genre et description quelconque;

Eriger, agrandir, développer, réparer, compléter, remplir, déplacer et entreprendre l'exécution de tous travaux en rapport avec des ponts, jetées, quais, fondations, mines, puits de mine, tunnels, barrages, cheminées, écluses, filtres, réservoirs, viaducs, le pavage et le macadamisage de routes, travaux hydrauliques, égouts, aqueducs, usines, édifices, le pavage des rues, canaux, et tous genres d'excavations et travaux en ciment, fer ou bois, maçonnerie ou terre, faire exécuter ou entreprendre, faire accepter tous contrats pour ou concer-

To borrow money in such sum or sums, at such rate or interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon and to the fulfilment of the terms and conditions; and if deemed advisable, to hypothecate or pledge the whole or any part of the company's immoveable and or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest and the fulfilment of the terms and conditions;

To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think proper;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and either by or through agents, sub-contractors, trustees or otherwise;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of any one or more of the above objects, under the name of "Discount Investments, Limited".

The capital stock of the Company is divided into three thousand (3,000) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the Company will commence its operations will be fifteen thousand dollars (\$15,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"D. M. Galardo, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of November, 1930, incorporating: Jack Ralph Bogante, advocate, Rose Sheffer and Irene Boretsky, both *filles majeures*, stenographers, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders and any business incidental thereto, and to enter into contracts for, construct, execute, own and carry on all descriptions of works, and to carry on, for the purposes aforesaid, the businesses of a general construction and building company and contractors for the construction of works, public and private; to buy, sell or otherwise acquire, dispose of and deal in building materials, builders' and constructors' supplies, plant and accessories of whatsoever kind and description;

To erect, enlarge, extend, repair, complete, fill, remove, and undertake the execution of all works in connection with bridges, piers, wharves, foundations, mines, mine pits, tunnels, dams, chimneys, locks, filters, reservoirs, viaducts, the paving and the macadamizing of roads, water works, sewers, aqueducts, plants, buildings, the paving of streets, canals, and all kinds of excavations and work in cement, iron or wood, masonry or earth, to cause the execution or undertaking, to cause the acceptance of any contracts for or

nant les objets susdits ou s'y rapportant et recevoir en paiement de l'argent, actions, obligations ou toutes autres valeurs de toute corporation avec laquelle tous contrats ont été faits, ainsi que tous autres biens, ou toutes autres propriétés, et les garder ou les vendre, et souscrire au capital-actions et obligations de toute telle corporation;

Agir comme camionneurs, agents de transport et excavateurs; et affréter, manufacturer, acquérir par achat, louer ou autrement et vendre ou autrement disposer, faire naviguer et circuler des bateaux à vapeur, vaisseaux, remorqueurs, barges, bateaux, automobiles, auto-cars, autobus, camions, tracteurs et autres véhicules;

Faire des recherches pour découvrir des carrières, et rendre et préparer pour le marché, manufacturer, utiliser, acheter, vendre et généralement négocier de la pierre, pierre artificielle, marbre, granit, schiste, marne, argile, gravier, chaux, tourbe, ciment, sable, pierre, brique, pierre à construction, minéraux et métaux de toute description et sous-produits d'iceux, et le droit d'exploiter aucune industrie s'y rapportant;

Engager un commerce qui consiste à touer, draguer, et renflouer, acheter des remorqueurs, allèges, barges, dragues de toutes sortes, faire des contrats pour le dragage et le transport, et faire tous travaux se rapportant à la navigation. Construire des allèges, bateaux à vapeur, dragues, remorqueurs maritimes, et réparer des vaisseaux de toutes sortes;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, posséder, céder et transférer ou autrement disposer, placer, importer et exporter, négocier, et faire le commerce d'automobiles, auto-cars, autobus, camions, tracteurs, bateaux et autres véhicules et parties d'iceux, instruments aratoires, machines et outillage à creuser, pelles à vapeur, des mélangeurs de béton et machinerie de toutes sortes, et exercer un commerce général de boutiques de réparations en général et les opérations de garages;

Manufacturer, réparer, acquérir, acheter, vendre, échanger et négocier tous matériaux, métaux et articles utilisés dans la fabrication et la réparation d'engins, machinerie, outils et outillage s'y rapportant en aucune manière; exercer le négoce et commerce de fabricants de fer, fabricants de vapeur, et convertisseurs de vapeur et fondeurs dans toutes les spécialités respectives;

Acquérir, acheter, louer, échanger ou autrement négocier et faire le commerce de lots, terrains, sites de villes et tous intérêts et droits en iceux; prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, faire, développer, vendre, louer, améliorer ou autrement négocier et disposer tels lots, terrains, sites, immeubles et propriétés réelles et aucun de leurs intérêts; négocier pour cette fin, vendre, échanger ou louer des immeubles et des propriétés immobilières, et généralement exercer les opérations d'agents d'immeubles dans toutes leurs spécialités; recevoir des hypothèques sur des immeubles, en donner main levée, et négocier des hypothèques généralement dans les intérêts du commerce;

Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des chemins, routes, ponts, quais, réservoirs, manufactures, entrepôts, usines électriques, magasins, boutiques et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser directement ou indirectement l'avancement des intérêts de la Compagnie;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, échanger, soit comme principal ou comme agent, du ciment, céramique, tuiles en ciment et autres articles fabriqués avec du ciment, tuiles, verre, asphalte, mortier, sable, et autres produits,

concerning the above purpose or connected therewith, and to receive in payment, cash, shares, bonds or any other security of any corporation with whom any contracts may be made, as well as any other assets or any other property, and to keep or sell the same; and subscribe to the capital stock and bonds of any such corporation;

To act as truckmen, cartage agents, and excavators; and to charter, manufacture, acquire by purchase, lease or otherwise, and to sell or otherwise dispose of, and to run and operate steamers, vessels, tugs, barges, boats, automobiles, motor cars, motor busses, trucks, tractors and other vehicles;

To search for quarries and render merchantable, manufacture, use, buy, sell, and generally deal in stone, artificial stone, marble, granite, shale, marl, clay, gravel, lime, peat, cements, sand, stone, brick, building stone, minerals and metals of every description and by-products thereof, and the right to exploit any industry connected therewith;

To engage in the towing, dredging and wrecking business, buy tugs, scows, barges, dredges of every kind, enter into contracts for dredging and transportation and to do all work connected with navigation. Build scows, steamers, dredges, marine tugs, and to repair vessels of every kind;

To purchase or otherwise acquire, hold, own, assign and transfer or otherwise dispose of, invest, import and export, trade and deal in and with automobiles, motor cars, motor busses, trucks, tractors, boats and other vehicles and parts thereof, farm machinery, excavation machines and equipment, steam shovels, concrete mixers and machinery of all kinds, and to carry on a general machine shop, general repair and garage business;

To manufacture, repair, acquire, buy, sell, exchange, and deal in all materials, metals and articles used in the manufacture and repair of engines, machinery, tools and implements, or in any way connected therewith; carry on the trades and businesses of iron makers, steam makers and steam converters and iron founders in all their respective branches;

To acquire, purchase, lease, exchange or otherwise deal in and deal with lots, lands, town sites, and any interests and rights therein; to take, build upon, hold, own, maintain, make, develop, sell, lease, improve or otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property, or any interests therein; to negotiate for the purpose, sale, exchange, or lease of real estate and immoveable property, and generally to carry on the business of real estate agents in all its branches; receive hypothecs upon real estate, give discharge thereof and to deal in hypothecs generally in the interest of the business;

To construct, improve, maintain, make, manage, carry out or control any roads, ways, bridges, wharves, reservoirs, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests;

To manufacture, import, export, buy, sell, exchange, both as principal or agent, ceramic, cement, cement squares, and other articles manufactured with cement, tiles, glass, asphalt, plaster, sand, and other products, generally ac-

généralement acquérir, travailler et vendre des mines, carrières de pierre, granit, carrières et sablonnières; acheter et vendre, manufacturer et préparer du fer, de la vapeur et du bois sous toutes les formes, acquérir et posséder des limites à bois, et exploiter des scieries;

Acheter, prendre à loyer ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels ou personnels, ou tous droits ou privilèges que la compagnie croit nécessaires ou commodes pour les fins de ses opérations, et en particulier toute machine-rie, usine et fond de commerce;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir, comme industrie en exploitation ou autrement, le commerce, propriétés, entreprises et clientèle ou biens de toute personne, firme ou corporation en tout ou en partie semblables à ceux que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant aucune propriété convenable aux fins de la compagnie; et assumer ou entreprendre les responsabilités de telle personne, personnes, firme ou corporation, et payer totalement ou partiellement pour tel commerce, propriété, entreprise et clientèle et biens ainsi acquis, achetés ou pris à bail, en actions privilégiées, communes ou ordinaires partiellement libérées de la compagnie, ou en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

Conclure avec aucune autorité municipale, locale ou autre, tous arrangements qui paraîtront appropriés aux objets de la compagnie ou à aucun d'iceux, et obtenir de telle autorité les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut croire désirable d'obtenir, et exécuter, exercer, se conformer à ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Conclure tout arrangement pour le partage des produits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints, concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant ou ayant l'intention d'exercer aucun commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou qui peut être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Vendre ou autrement disposer toutes ou aucune partie des propriétés, biens, droits, entreprises ou clientèle de la compagnie, et accepter en paiement pour ceux totalement ou partiellement de l'argent, obligations, actions, ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Hypothéquer, vendre nantir, louer ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, dans le but de garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Prélever et aider au prélèvement de l'argent, et aider au moyen d'obligations, prêts, promesses, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement toute compagnie, corporation, firme ou personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation des contrats avec toute telle compagnie, corporation, firme, personne ou personnes; et subventionner tous procédés ou entreprises qui sembleront devoir bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

acquire and work and sell mines, stone quarries, granite quarries, and sand pits; buy, sell, manufacture and prepare iron, steam, wood, under all forms, acquire and possess timber limits and operate saw mills;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real estate or personal property or any right or privilege which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock in trade;

To purchase, take over, lease, or otherwise acquire, as a going concern or otherwise, the business, property, undertakings, good-will, or assets of any person, firm, or corporation, in whole or in part, similar to that which the Company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purpose of the Company; and to assume or undertake the liabilities of such person, persons, firm or corporation, and to pay or partly pay for such business, property, undertaking, goodwill, and assets so acquired, purchased, and taken on lease, in partly paid up preference or common or ordinary shares of the Company, or in the bonds, debentures, or other securities of the Company;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local, or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, or concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privilege, and concessions;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertakings, or good-will of the Company, and to accept payment of the same, wholly or in part, in cash, bonds, stocks, or other security in any corporation or company;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens, and charges to secure payment of the purchase prices, or for any unpaid balance of the purchase prices of the Company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the Company from purchasers, and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, and charges;

To hypothecate, sell, mortgage, lease or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To raise and assist in securing money for, and to aid by way of bonds, loans, promises, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other security or otherwise any company, corporation, firm or person with which the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, firm, person or persons; and to subsidize any proceedings or undertakings which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company;

Tirer, ou prendre, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, actions-débiteures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Émettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner toute personne ou personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents à commission ou autrement, entrepreneurs et avec ou par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls, ou conjointement avec d'autres;

Placer et disposer des argents de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière que les directeurs détermineront, de temps à autre;

Établir des agences et succursales;

Acquérir de D. M. Galardo, exerçant le commerce seul comme entrepreneur et constructeur, le commerce qu'il exerce actuellement, ledit commerce étant nécessaire à la corporation susdite, et émettre des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel en paiement total ou partiel;

Faire toutes les choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets susdits ou aucun d'eux, sous le nom de "D. M. Galardo, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6219 ALEXANDRE DESMEULES.

"Heilig & Florea, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-unième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Michael Greenblatt et Samuel

To draw, or take, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid-up any shares, debenture stock, or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, abandon, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present Company;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate any person or persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent the Company and to accept services for and on behalf of the Company of any process or suit;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To invest or deal with the monies of the Company not immediately required, in such manner as the Directors of the Company may from time to time deem;

To establish agencies and branches;

To acquire from D. M. Galardo, carrying on the business alone as constructor and builder, the business which he is carrying on, said business being incidental to the above corporation, and to issue fully paid up and non-assessable shares in payment or part payment;

To do any such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above object, or any of them, under the name of "D. M. Galardo, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6220 Assistant Provincial Secretary.

"Heilig & Florea, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1st of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first November, 1930, incorporating: Michael Greenblatt and Samuel Godinsky, both advocates, and

Godinsky, tous deux avocats, et Isidore Aspler, étudiant, tous de la cité et du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, ou acquérir autrement et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de fourrure, laine, coton, tissus, lainages, soieries, toile et vêtements de toutes sortes; faire les affaires de manufacturiers, acheteurs et vendeurs des habits de toute description et acquérir, acheter, détenir, vendre ou en disposer autrement, manufacturer, fournir et produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, denrées et marchandises et gants de dames en particulier;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou autrement), qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtrait susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à pro-

Isidore Aspler, student, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, wollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, and ladies' gloves in particular;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority, any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly

fié directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminés;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent

calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the Company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company, and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company, to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the monies of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental

ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Heilig & Florea, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6221 ALEXANDRE DESMEULES.

"Island Services, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Francis-George Bush, gérant, Herbert-William Jackson, comptable, et William-Patrick Creagh, commis en loi, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer et engager le commerce et les activités d'une compagnie de traverse dans toutes ses spécialités, et à cette fin acquérir de toute façon ou manière, et utiliser, exploiter, maintenir, faire valoir, ou autrement employer et vendre, ou autrement disposer, négocier et faire le commerce d'aucune et toutes telles propriétés et droits, objets et choses qui seront, de temps à autre, jugés utiles, nécessaires, convenables pour ou en rapport avec la direction de tel commerce;

En autant qu'il est permis par la loi, exercer et exécuter le commerce qui consiste à rendre aucun service ou services à toute ville, municipalité, village ou communauté dans la province de Québec, ou à aucun de leurs habitants, y compris, sans limite quant aux objets susdits, l'approvisionnement de l'eau, glace, bois, charbon et toutes autres commodités, l'enlèvement et la disposition de vidanges et déchets, le maintien et la réparation de chemins, parcs et places publiques et la protection contre le feu;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions partiellement ou totalement libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la

ou conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Heilig & Florea, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Island Services, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of November, 1930, incorporating: Francis George Bush, manager, Herbert William Jackson, accountant, and William Patrick Creagh, law clerk, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on and engage in the business and activities of a ferry company in all its branches and, in that connection, to acquire in any way or manner and to use, operate, maintain, turn to account or otherwise employ and to sell, or otherwise dispose of, deal with and deal in any and all such property and rights, objects and things as may from time to time be deemed useful, necessary or convenient for or in connection with the conduct of such business;

In so far as permitted by law, to carry on and engage in the business of supplying any service or services to any town, municipality, village or community in the Province of Quebec, or to any of the inhabitants thereof, including, without limiting the foregoing, the supply of water, ice, wood, coal and any other commodities, the collection and disposal of garbage and waste, the maintenance and repair of roads, parks and public places and protection from fire;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue partly or fully paid-up shares or bonds or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of

totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débetures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs; les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et—ou valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et vendre, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, ou des titres ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre, hypothéquer, charger ou autrement en disposer;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou toute corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et aider et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions-débetures ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou

acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To inter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and—or securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to pledge, charge, sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority, or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property or the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other

autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions ou faire des contrats avec toute compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures, ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, transporter, ou engager toute propriété, mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Exercer toute autre industrie ou activité qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, et faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu, toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs, énoncé par une résolution passée par eux et enregistrée dans les livres de la compagnie, pourvu que ce consentement ne soit pas refusé déraisonnablement;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie, et de personnes qui, ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après

company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To carry on any other business or activity which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

The shares of the Company shall not be transferred without the consent of a majority of the Directors, evidenced by a resolution passed by them and recorded in the books of the Company, provided that such consent shall not be unreasonably withheld;

The number of its shareholders or members, exclusive of persons who are in the employment of the Company, and of persons who, having been formerly in the employment of the Company, were, while in such employment, and have

avoir quitté cet emploi d'être membres de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit au public de faire souscrire pour toutes actions ou débetures de la compagnie, sous le nom de "Island Services, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à l'Île de Dorval, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province.
6223 ALEXANDRE DESMEULES.

"J. E. Thomas, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Joseph-Emile Thomas, gérant, Joseph-Edmond Fréchette, agent, et Eddy Magnan, vendeur, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente Compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente Compagnie et particulièrement d'acquérir et assumer, comme industrie en activité, l'entreprise ou l'actif et le passif de "J.-E. Thomas & Company, Limited", constituée en corporation en 1929, en vertu de l'article 2 du chapitre 223, des Statuts Refondus de Québec, 1925, et connu sous le nom de "Loi des Compagnies et ses Amendements", et émettre et répartir, comme entièrement libérées, les actions de la Compagnie constituée en corporation par les présentes, en paiement de telle acquisition;

Exercer dans toutes leurs spécialités respectives les industries qui consistent à manufacturer, produire, importer, exporter, acheter et vendre des chaînes et chaînes de pneus de toutes sortes pour automobiles et véhicules d'aucun genre, appareils, accessoires et fournitures d'automobiles de tous genres et description et exercer tout commerce auxiliaire et connexe;

Exercer dans toutes leurs spécialités respectives les industries qui consistent à manufacturer, produire, importer, exporter, acheter et vendre des brûleurs à l'huile de toutes sortes, avec appareils, accessoires de tous genres et description et exercer tout commerce auxiliaire et connexe;

Donner des conseils et services, inventer, faire, projeter, bâtir, ériger, construire, installer, louer, vendre, et faire le commerce de machineries et équipement de toutes sortes pour la fabrication de chaînes, comprenant, sans limiter la généralité des termes précités, des dispositifs, pièces, fournitures, appareils et accessoires de toute classe et description s'y rapportant;

Entreprendre toutes sortes d'agences et exploiter le commerce d'agents ou de représentants de manufacturiers, marchands à commission, et de marchands et fournisseurs d'aucun et tous genres de chaînes, de brûleurs à l'huile, accessoires, équipement, appareils et matériaux qui servent à leur fabrication, et en rapport avec telles opérations, faire affaires comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, marchands, entrepreneurs, agents et courtiers;

continued after the termination of such employment to be members of the Company, shall not exceed twenty (20);

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the Company shall be prohibited, under the name of "Island Services, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Dorval Island, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6224 Assistant Provincial Secretary.

"J. E. Thomas, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1930, incorporating: Joseph Emile Thomas, manager, Joseph Edmond Fréchette, agent, and Eddy Magnan, salesman, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and particularly to acquire and take over, as a going concern, the undertaking, assets and the liabilities of "J. E. Thomas & Company, Limited", incorporated in 1929, in virtue of article 2, Chapter 223 of the Revised Statutes of Quebec, 1925, and known under the Companies' Act and amendments thereof, and to issue and allot as fully paid up the shares of the company hereby incorporated, in payment for such acquisition;

To carry on in all of their respective branches the business of manufacturing, producing, importing, exporting, purchasing and selling of chains and tire chains of every kind for automobiles and vehicles of every description, and of automobile apparatus, accessories and supplies of all kinds and description, and to carry on any business allied to or connected therewith;

To carry on in all their respective branches the business of manufacturing, producing, importing, exporting, purchasing and selling of oil burners of all kinds, with apparatus and accessories of all kinds and description, and to carry on any business allied to or connected therewith;

To furnish advice and service, and to design, make, plant, build, erect, construct, install, lease, sell and deal in and with chain manufacturing, machinery and equipment of all kinds, including, without limiting the generality of the foregoing, devices, parts, supplies, apparatus and accessories of every class and description pertaining thereto;

To transact all kinds of agency business and to carry on the business of manufacturers agents or representatives and commission merchants, and of dealers in and suppliers of any and all kinds of chains, oil burners, equipment, and materials used in the manufacture thereof, and in connection therewith to act as manufacturers, importers, exporters, merchants, contractors, agents and brokers;

Agir comme agent, ou représentant de toute corporation, compagnie, association, syndicat ou individu, domestique ou étranger, ayant des fins semblables, en tout ou en partie, à celles de cette compagnie; et, comme tel, aider au développement et à l'expansion de cette ou de ces entreprises;

Faire des devis et spécifications ou tous autres travaux se rapportant à l'érection, à la construction, à la modification et à l'entretien des outillages, travaux, machineries, et équipement de toute description;

Acquérir par achat, concession, échange ou autre titre légal, ériger, opérer, maintenir, gérer, louer, vendre et disposer de toutes factories, moulins, entrepôts, bureaux, ateliers de machines, et autres constructions nécessaires à leur commerce et toutes autres propriétés, mobilières ou immobilières, utiles et nécessaires aux fins industrielles de la compagnie;

Acquérir, acheter, obtenir, louer ou autrement, des propriétés, meubles ou immeubles, mobilières, immobilières ou mixtes, achalandages, immunités, droits, privilèges, contrats et biens de toutes sortes, utiles et avantageux au commerce de la compagnie, sous tels termes et conditions qui seront jugés convenables, de tout individu, firme, corporation, et d'en payer le coût au comptant, ou une partie au comptant et en actions libérées, bons ou autres garanties de la compagnie ou autrement, comme il pourra être convenu, et vendre ou autrement en disposer et les attribuer en tout ou en partie;

Placer et attribuer l'argent de la compagnie qui n'est pas immédiatement requis, de telle manière qui pourra être déterminée de temps à autre;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Distribuer, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou toutes valeurs de toute autre compagnie reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la compagnie;

Solliciter, prendre, acheter, ou autrement acquérir des patentes, droits d'invention brevetés, marques de commerce, ou noms de commerce, droits d'auteur ou autres privilèges qui pourront être employés aux fins de la compagnie et accorder des permis les concernant;

Exercer, conduire ou gérer aucun commerce de même nature ou aucun commerce que la compagnie croira pouvoir avantageusement ou convenablement exercer en rapport avec ses entreprises;

Se fusionner ou s'associer avec toute autre compagnie ou conclure tous arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, aventure conjointe, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, compagnie ou associé exerçant ou exploitant aucun commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée

To act as agent, or representative of any corporation, company, association, syndicate or individual, domestic or foreign, having objects similar in whole or in part to those of this company; and as such to aid in the development and extension of its or their business;

To make plans and specifications and all other things incidental thereto for the erection, construction, alteration and repairs of plants, works and machinery and equipment of every description;

To acquire by purchase, concession, exchange or other legal title, and to erect, operate, maintain, manage, lease, sell and dispose of all factories, mills, warehouses, offices, machine shops and other structures necessary for its business and all other property, moveable and immoveable, necessary and useful for the carrying on of any of the purposes of the company;

To acquire, purchase, obtain, lease or otherwise, property, real, personal, moveable, immoveable or mixed, and the goodwill, franchises, rights, privileges, contracts and assets of any and every kind useful or incidental to the business of the company, upon such terms and conditions as may be deemed advisable, from any individual, firm or corporation and to pay for the same in cash, or part cash or paid up shares, bonds or other securities of the company or otherwise, as may be agreed upon, and to sell or otherwise dispose of or otherwise deal with the whole or any portion of the same;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof, for such considerations as the Company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividend legally declared out of the net profits of the Company, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or any securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company;

To apply for, take, buy or otherwise acquire patents, patented rights of invention, trade marks or trade names, copy-rights or other privileges capable of being used for the purposes of the company and to grant licenses in respect thereof;

To carry on, conduct or manage any business of a like nature or any business that the company may think capable of being advantageously or conveniently carried on in connection with its undertakings;

To amalgamate or enter into partnership with any other company or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, company or partnership carrying on or engaged in any business or transactions that this company is authorized

d'exercer; prendre, acheter et détenir des actions dans aucune telle compagnie et vendre, donner en gage ou autrement les négocier avec ou sans garantie, sous le nom de "J. E. Thomas, Incorporée".

Le capital-actions de la Compagnie est divisé en deux mille (2,000) actions sans valeur au pair ou nominale et en neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (999) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune.

Les droits et privilèges attachés aux actions privilégiées seront les suivants:

1. Les porteurs ou détenteurs de ces actions privilégiées auront droit à un dividende non cumulatif de sept pour cent (7%), à être pris sur les profits déclarés de la Compagnie, de préférence et à l'exclusion des porteurs ou détenteurs d'actions sans valeur au pair ou nominale;

2. Au cas où la Compagnie cesserait de fonctionner ou d'exister par suite d'abandon de sa charte, de liquidation ou autrement, les porteurs ou détenteurs d'actions privilégiées seront préférés aux actionnaires ordinaires, dans la distribution du capital ou de l'actif de la Compagnie;

3. La Compagnie pourra racheter ces actions privilégiées en payant aux porteurs ou détenteurs de ces actions, sur remise des certificats, une somme de \$110.00 par action, en sus des dividendes alors déclarés;

4. Les porteurs ou détenteurs d'actions privilégiées n'auront pas le droit de voter aux assemblées;

5. Les privilèges attachés à ces actions privilégiées pourront cependant être changés, par règlement des directeurs, conformément à la loi.

Le montant avec lequel la Compagnie commencera ses opérations est de vingt mille dollars (\$20,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties au prix de dix dollars (\$10.00) par action.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, province de Québec, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6225 ALEXANDRE DESMEULES.

"Page & Son, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Joseph-Charles-Hector Dussault, avocat et conseil du roi, et Joseph-Emile Cadotte, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, Marius Lafontaine, avocat, et Georges-Ludger L'Heureux, comptable, tous deux de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Réparer, fabriquer, manufacturer les automobiles et faire le commerce des automobiles et véhicules moteurs de tous genres et de leurs moteurs et accessoires; de voitures, véhicules, moteurs, engins, machines, outils, huiles, essences, caoutchoucs, cuirs, appareils et machineries de tous genres, pour l'industrie, le commerce, l'agriculture et les besoins domestiques;

Acquérir, exploiter et disposer, à quelque titre que ce soit, de tous brevets d'invention ayant rapport auxdits objets;

Construire ou faire construire toutes bâtisses et constructions quelconques, et agir comme contracteur en tous genres de constructions et bâtisses;

to carry on; to take, buy and hold shares in any such company and to sell, pledge or otherwise deal with the same with or without warranty, under the name of "J. E. Thomas, Incorporée".

The capital-stock of the company shall be divided into two thousand (2,000) shares without par or nominal value and into nine hundred and ninety nine (999) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The rights and privileges attached to the preferred shares shall be the following:

1. The holders or bearers of such preferred shares shall be entitled to a cumulative dividend of seven per cent (7%) out of the profits declared by the company in priority and to the exclusion of the holders or bearers of shares without par or nominal value;

2. In the event of the company ceasing to operate or exist through the surrender of its charter, liquidation or otherwise, the holders or bearers of preferred shares shall have priority over the holders of common shares in the distribution of the capital or assets of the company;

3. The company may redeem such preferred shares on payment to the holders or bearers of such shares, on surrender of the certificate, the sum of \$110.00 per share, in addition to the dividends then declared;

4. The holders or bearers of preferred shares shall not be entitled to vote at the meetings;

5. The privileges attached to such preferred shares may however be changed by by-law of the directors pursuant to law.

The amount with which the company will begin its operations shall be twenty thousand dollars (\$20,000.00).

The shares other than the preferred shares shall be issued and allotted at ten dollars (\$10.00) per share.

The head office of the company will be at Montreal, Province of Quebec, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

6226

"Page & Son, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1930, incorporating: Joseph Charles Hector Dussault, advocate and King's Counsel, and Joseph Emile Cadotte, advocate, both of the City of Outremont, Marius Lafontaine, advocate, and Georges Ludger L'Heureux, accountant, both of the City of Montreal, for the following purposes:

To repair, manufacture, make and deal in automobiles and motor vehicles of any kind and the motors and accessories thereof; carriages, vehicles, motors, engines, machines, tools, oils, gasoline, rubber, leather, apparatus and machinery of every kind for trade, business, agriculture and domestic use;

To acquire, exploit and dispose of, under any title whatever, all patents relating to the aforesaid objects;

To construct or cause to be constructed any buildings and constructions whatsoever, or to act as contractor for all kinds of constructions and buildings;

Acquérir à quelque titre que ce soit, toute autre ou toutes autres industries, manufactures, ou tous autres commerces identiques à ceux que la présente compagnie est appelée à exercer, y compris l'achalandage, "good will", et tout l'actif mobilier et immobilier, et ce, aux termes, prix et conditions qui pourront être convenus, et payer avec des actions acquittées, des débetures, des actions-obligations (debenture-stock), des obligations ou autres valeurs de la compagnie, toute telle acquisition;

Faire avec toute autre ou toutes autres compagnies, personnes, associations ou sociétés, tous arrangements concernant l'exploitation, l'acquisition ou contrôle de leur industrie, manufacture ou commerce respectifs, et contrôler, soit par l'acquisition des actions, des intérêts ou autrement, toute autre ou toutes autres compagnies, associations ou sociétés;

Employer en tout ou en partie ses actions, fonds, débetures, obligations ou autres valeurs pour l'achat de débetures ou d'actions d'autres compagnies ou d'intérêts dans toute association ou société;

Acquérir par achat, sur vente privée, judiciaire, publique ou toute autre, échange, donation, dation en paiement ou de quelque manière et à quelque titre que ce soit, louer, recevoir à titre de prêt, de nantissement, de dépôt, de garantie, posséder, détenir, retenir, exploiter et occuper, à quelque titre et de quelque manière que ce soit, tous droits et biens, tant corporels qu'incorporels, qu'ils soient meublés ou immeubles et sans aucune exception quelconque;

Vendre, donner à bail, en nantissement, en dépôt, en garantie, en échange, en paiement, et généralement aliéner, céder, transporter, ou disposer de quelque manière, à quelque titre que ce soit, des biens et droits mentionnés dans la clause précédente;

Grever de servitude et hypothèque tous immeubles quelconques et consentir, soit comme bailleur ou preneur, tout bail emphytéotique;

Exercer tous les pouvoirs mentionnés dans les trois clauses précédentes chaque fois, aussi souvent et dans tous les cas, circonstances et conditions où la compagnie jugera qu'il est de son intérêt, utile, avantageux ou nécessaire à ses entreprises d'exercer aucun desdits pouvoirs;

Emprunter tous montants que la compagnie jugera utile ou nécessaire d'emprunter pour les fins de ses entreprises ou l'exercice d'aucun de ses pouvoirs et ce, en aucun temps et aussi souvent qu'elle le jugera à propos, et faire lesdits emprunts aux termes et conditions, et en donnant les garanties et hypothèques que la compagnie trouvera raisonnables;

Emettre, en aucun temps, et aussi souvent que la compagnie le jugera utile ou nécessaire, des actions-obligations (debenture-stock) et en disposer, pour les montants et aux termes et conditions que la compagnie croira raisonnables;

Hypothéquer, garantir ou mettre en gage par acte authentique, pour garantir le paiement des obligations, débetures et actions-obligations (debenture-stock) qu'elle est autorisée à émettre par la loi ou sa charte, les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, que la compagnie possède et possèdera dans la province;

Emettre ou distribuer des actions-acquittées et non sujettes à appel, obligations, obligations-actions (debenture-stock) ou autres valeurs de la compagnie, et payer avec icelles pour tous services, toutes dettes et obligations de la compagnie;

To acquire in any manner whatever, own and hold, exploit and utilize all kinds of franchises and privileges;

To acquire, under any title whatever, any other industries, manufactories or businesses identical to those which the present company is authorized to operate, including the custom and good-will, the movable and immovable assets, and such upon the terms, prices and conditions as may be determined, and to pay for the above in paid up shares, debentures, debenture-stock, bonds, or other securities of the company;

To enter into any arrangements with any other companies, persons, associations or partnerships, respecting the exploitation, acquisition or control of their respective industry, factory or business, and to control, either by acquiring the shares and interests or otherwise, any other company or companies, associations or partnerships;

To invest the whole or part of its shares, funds, debentures, bonds or other securities, in the purchase of debentures or shares of other companies or interest in any association or partnership;

To acquire by purchase, at private, judicial, public or any other sale, by exchange, gift, the giving in payment or in any other manner and under any title whatever, to lease, receive as loan, lien, deposit, security, own, hold, retain, exploit and occupy, under any title and in any manner whatever, any rights or property, both corporeal and incorporeal, movable or immovable, and without any exception whatever;

To sell, give on lease, or as lien, deposit, security, in exchange and payment and generally alienate, transfer, convey or in any other manner and under any title to dispose of the rights and property mentioned in the foregoing paragraph;

To charge with servitude or hypothecate any immovables whatsoever and to be a party either as lessor or lessee to any emphyteutic lease;

To exercise all the powers mentioned in the three preceding paragraphs, each time, as often and in all cases, circumstances and conditions wherein it may appear to the company to be in its interest or useful, advantageous or necessary for its undertaking to exercise any of the said powers;

To borrow any amounts which the company may think useful or necessary to borrow for the purposes of its undertaking or the carrying on of any of its powers, and that, at any time and as often as it may think proper, and to contract the said loans upon such terms and conditions and by giving such guarantees and hypothecs as the company may think fit;

To issue at any time and as often as the company may think useful or necessary, debenture-stock, and to dispose thereof, for such amounts and upon such terms and conditions as the company may think fit;

To hypothecate, mortgage or pledge by authentic deed, to guarantee the payment of the bonds, debentures and debenture-stock which it is by law or under its charter authorized to issue, the property, movable and immovable, present or future, which the company now own and may own in the Province;

To issue and allot paid up and non-assessable shares, bonds, debenture-stock or other securities of the company in payment of any services rendered, debts or liabilities of the company;

Faire tous contrats de louage, de service, de cautionnements autres que les cautionnements qui doivent être donnés par des compagnies de garantie, de mandat, d'agence, de transaction, et généralement tous contrats et conventions quelconques dont est capable une corporation sans aucune exception;

Vendre, aliéner, transporter et céder en bloc, pour valable considération, qui pourra consister en actions, obligations, actions-obligations (debenture-stock) émises par d'autres compagnies, les biens, l'actif, l'entreprise et la clientèle de la compagnie comme une exploitation en cours (as a going concern), sur un vote d'au moins les deux tiers en nombre et en valeur des actionnaires présents ou représentants à l'assemblée convoquée pour décider de la transaction, sous le nom de "Page & Son, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Verdun, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1930:

Le sous-secrétaire de la province,
6227 ALEXANDRE DESMEULES.

"S. L. Nathanson, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Maurice Nathanson et Sydney Nathanson, tous deux de Windsor, Ontario, Henry Nathanson, d'Outremont, tous trois marchands, Dame Annie Nathanson, épouse séparée de biens de Hyman-S. Hart, tous deux de la cité de Montréal, et par les présentes dûment autorisée par son dit époux; et Dame Rebecca Nathanson, veuve de feu Joseph Mendelsohn, de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, location ou autrement, détenir, utiliser, améliorer, développer, administrer, hypothéquer, louer, transporter, vendre, en disposer et en faire le commerce et échanger des héritages et immeubles de toute description, franchises, permis, commerce et tout intérêt en ic eux et ériger, modifier, réparer et entretenir des édifices sur les terrains dans lesquels la compagnie pourrait avoir un intérêt quelconque;

Faire en général des travaux d'améliorations immobilières et de construction, et manufacturer et faire le commerce de matériaux de construction et autres, et agir comme organisateurs, promoteurs, agents ou courtiers d'assurance, de finance, à commission et pour des opérations de prêts et placements, pour l'achat, la location, la vente, l'amélioration, le développement et l'administration de toute propriété, commerce ou entreprise, faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté les affaires de banques, et à ces fins, recevoir de l'argent d'autres personnes, pour le prêter ou placer et garantir le remboursement de tels prêts et placements, détenir des mortgages, hypothèques, privilèges, charges et autres garanties de toute nature pour assurer le paiement des dettes dues ou des avances faites par la compagnie, pour elle-même ou pour d'autres, recevoir et administrer tout fonds d'amortissement, aux termes qui pourront être convenus, et recevoir de l'argent en dépôt, et payer intérêt sur tel dépôt, prêter de l'argent sur la garantie des biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers;

To make any contracts respecting leases, services, sureties other than the sureties which must be given by surety companies, mandates, agencies and transactions and generally all contracts and agreements which a corporation may enter into, without any exception;

To sell, alienate, transfer and assign *en bloc*, for lawful consideration, which may consist of shares, bonds, debenture-stock issued by other companies, the property, assets, undertakings and good-will of the company as a going concern, on a vote of no less than two thirds in number and value of the shareholders present or represented at a meeting called to decide the transaction in question, under the name of "Page & Son, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Verdun, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6228 Assistant Provincial Secretary.

"S. L. Nathanson, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1930, incorporating: Maurice Nathanson and Sydney Nathanson, both of Windsor, Ontario, Henry Nathanson, of Outremont, all three merchants; Dame Annie Nathanson, wife separate as to property of Hyman S. Hart, both of the City of Montreal, and hereto duly authorized by her husband; and Dame Rebecca Nathanson, widow of the late Joseph Mendelsohn, of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, hold, use, improve, develop, manage, mortgage, lease, transfer, sell, exchange, dispose of and deal in real estate and in immovables of every description, franchises, permits, business, or any interest therein, and to erect, alter, repair and maintain buildings upon land in which the company may have any interest;

To carry on a general real estate improvement and contracting business, manufacture and deal in builders' and other supplies, and to act as organizers, promoters, insurance, financial, commission, loan and investment agents or brokers, for the purchase, lease, sale, improvement, development and management of any property, business and undertaking, to carry on a loan and investment business of every kind, excepting banking business, and for that purpose to receive money from others for loan or investment and to guarantee the payment of such loans and investments, to hold mortgages, hypothecs, liens, charges and other securities of every description, to secure any debts due or advances made by the company for itself or for others, to receive and manage any sinking fund on such terms as may be agreed upon and to receive money in deposit and pay interest on same, to lend money upon the guarantee of property, real or personal, movable or immovable;

Acquérir et exploiter ou administrer la totalité ou toute partie du commerce, de l'actif et du passif de toute personne, succession, firme, association ou corporation, que la compagnie croira pouvoir exploiter ou gérer ou susceptible de faire valoir les propriétés, les intérêts ou droits de la compagnie, ou d'en augmenter la valeur, acheter des biens, et particulièrement les immeubles appartenant à la succession de feu S.-L. Nathanson, en son vivant de la cité de Montréal, dans la province de Québec;

Vendre, hypothéquer, gager, louer les propriétés, les droits, les franchises et les entreprises de la compagnie, en tout ou en partie, ou en disposer autrement, pour la considération que la compagnie croira acceptable, et particulièrement pour toutes actions ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se joindre avec toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Acheter ou acquérir autrement des parts, actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie, et, tant que la compagnie les détiendra, elle exercera tous les droits de propriété;

Emettre des actions, obligations, débetures ou autres valeurs, créditées comme entièrement ou partiellement acquittées, en paiement intégral ou partiel de toute propriété, ouvrage ou services rendus ou convenus d'être rendus, droits, bail, commerce, franchises, entreprises, privilèges, permis ou concessions, et pour des actions, débetures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie faisant un commerce totalement ou partiellement semblable ou connexe à celui de la compagnie;

Souscrire, garantir et acquérir par achat, échange ou autre titre légal, et détenir, soit absolument comme propriétaire ou comme agent ou comme garantie collatérale ou autrement, et vendre, en garantir la vente et céder, transporter ou autrement disposer et faire le commerce, en toute capacité, d'obligations, débetures, hypothèques et autres titres de créances, titres, actions et autres valeurs de tout gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute banque, compagnie de service public, commerciale, industrielle ou autre, corporation, individu ou association;

Promouvoir, organiser, administrer ou développer toute corporation ou compagnie;

Conclure toute convention pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou négoce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou susceptibles d'augmenter la valeur des biens ou valeurs de la compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune de ces compagnies et les vendre, revendre, avec ou sans garantie, ou les négocier autrement;

Prélever et aider à prélever des deniers pour et aider au moyen de bonis, prêts, promesses, endossements, garanties d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute corporation, compagnie, individu ou association avec lesquels cette compagnie pourrait avoir des relations commerciales et garantir l'exécution des contrats par aucune de ces compagnies, corporations, individus ou associations, ou par toutes autres personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations commerciales;

Employer les deniers ou le crédit de la compa-

To acquire and carry on or manage all or any part of the business, assets or liabilities of any person, estate, firm, association or corporation, which may seem to the company capable of being carried on or managed by it, or calculated to render profitable or enhance the value of the company's property, interest or rights; to purchase the assets, and particularly the immovables of the Estate of the late S. L. Nathanson, in his lifetime of the City of Montreal, in the Province of Quebec;

To sell, mortgage, pledge, lease, or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, and in particular for any shares or securities of any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company;

To purchase or otherwise acquire shares, stocks, bonds or other securities of any other company, and while holding same, to exercise all the rights of ownership;

To issue shares, bonds, debentures, or other securities credited as fully or partly paid up, for payment in whole or in part of any property, work or services rendered or agreed to be rendered, rights, lease, business, franchises, undertaking, privilege, license or concession, or for shares, debentures, bonds or other securities of any other company doing a business wholly or partly similar or incidental to that of the company;

To subscribe for, underwrite, and acquire by purchase, exchange or other legal title and to hold, either absolutely as owner or agents or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in any capacity in bonds, debentures, mortgages and other evidences of indebtedness, stocks, shares and other securities of any government, or municipal or school corporation, or any banking, public utility, commercial, industrial or other company, corporation, individual or association;

To promote, organize, manage or develop any corporation or company;

To enter into any agreement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to engage in, or calculated to enhance the value of the company's properties or securities and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal in the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsements, guarantee of bonds, debentures, or other securities or otherwise, any corporation, company, individual or association with which this company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, individual or association, or by any other persons with whom the company may have business relations;

To employ the money or credit of the company

gnie, et agir comme agents ou procureurs pour et au nom d'autres, pour la totalité ou aucun des objets et fins énumérés;

Faire tout ce qui est convenable et approprié pour les fins et objets énumérés, ou la protection ou le bénéfice de la compagnie, comme principaux ou agents, sous le nom de "S. L. Nathanson, Inc.", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille (\$99,000.00) dollars, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent dollars chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6229 ALEXANDRE DESMEULES.

and to act as agents or attorneys for and on behalf of others, for all or any purposes and objects enumerated;

To do everything convenient or proper for the purposes and objects enumerated, or the protection or benefit of the company, as principals or agents, under the name of "S. L. Nathanson, Inc.", with a total capital stock of ninety-nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6230 Assistant Provincial Secretary.

"The McBee Binder Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Alec Phelps Grigg, de la cité de Montréal, Joseph-William Weldon, conseil en loi du roi, de la cité de Westmount, et Clarence-Francis McCaffrey, de la ville de Sainte-Anne-de-Bellevue, tous avocats, et tous du district de Montréal, pour les fins suivantes:

Manufacturer, acheter, vendre, louer, utiliser et autrement faire le commerce de machines à relier les livres et le papier, et appareils et dispositifs classificateurs de toutes sortes, et tous accessoires qui sont communément utilisés ou qui peuvent être nécessaires ou désirables en rapport avec ces dits objets; et autrement s'engager dans l'industrie générale de la reliure de livres et accessoires pour livres à feuilles mobiles, accessoires d'imprimerie et papeterie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention, qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'exercer et d'exploiter, ou tout commerce ou trans-

"The McBee Binder Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Mori set, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the eighteenth day of November, 1930, incorporating: Alec Phelps Grigg, of the City of Montreal, Joseph William Weldon, King's Counsel, of the City of Westmount, and Clarence Francis McCaffrey, of the Town of Sainte Anne de Bellevue, all advocates, and all of the District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, lease, use and otherwise deal in book and paper binding machines and apparatus and filing devices of all kinds and such supplies as are commonly used or as may be necessary or desirable in connection therewith; and otherwise to engage in a general book binding and loose leaf book supply, printing supply and stationery business;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of

action propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, ou les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Réaliser la totalité ou toute partie des objets de la compagnie comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "The McBee Binder Company, Limited";

Le montant du capital-actions de la compagnie est de mille (1,000) actions sans valeur au pair et le montant avec lequel la compagnie exploitera son industrie est de \$5,000.00.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6231 ALEXANDRE DESMEULES.

being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such persons; -

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To carry out all or any of the objects of the Company as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "The McBee Binder Company, Limited".

The amount of the capital stock of the Company is to be one thousand shares (1,000) having no par value and the amount with which the Company will carry on its business is \$5,000.00.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6232 Assistant Provincial Secretary

"The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de novembre 1930, constituant en corporation, sans capital-actions: Shirley Greenshields Dixon, Conseil en Loi du Roi, Jacques Sénécal, avocat, Hugh Hateway Turnbull, avocat, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire l'étude des occupations ou emplois convenables pour la prévention, le soulagement ou le traitement des différentes formes d'incapacités ou maladies mentales ou physiques, et leurs effets curatifs ou avantageux, et étudier les différents moyens ou méthodes pour prévenir, soulager ou traiter toute forme d'incapacité ou maladies mentales ou physiques, ou contrôler ou atténuer ses malheureux résultats, et généralement étudier la science de la thérapeutique dans toutes ses formes et spécialités;

"The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc."

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1930, to incorporate as a Corporation without share capital: Shirley Greenshields Dixon, King's Counsel, Jacques Senecal, advocate, Hugh Hateway Turnbull, barrister, all of the City of Montreal, for the following purposes:

To study occupations or employments suitable for the prevention, relief or cure of various forms of mental or physical handicap, illness or disease, and the remedial or beneficial effects thereof, and to study various other means or methods to prevent, relieve or cure any form of mental or physical handicap, illness or disease, or control or lessen its evil results, and generally, to study the science of therapeutics in all its forms and branches;

Perfectionner les occupations ou emplois comme moyen de prévention, soulagement ou traitement de toute incapacité ou maladie mentale ou physique;

Diffuser ou propager des connaissances ou renseignements précis au sujet de la thérapeutique ou thérapie vocationnelle, soit par des discours publics, la radio-diffusion, la publication de livres ou pamphlets, ou par tous autres moyens;

Prévenir, soulager ou traiter ou aider à la prévention, le soulagement ou le traitement de toute incapacité ou maladie mentale ou physique en rendant des services, en fournissant des fonds ou conseils, ou par tous autres moyens;

Bâtir, établir, conduire, maintenir, administrer, exploiter en tout endroit ou tous endroits dans la province de Québec, des maisons, des écoles de métiers, boutiques, refuges, ou établissements pour le soin, le traitement ou le refuge de ceux qui souffrent de toute incapacité ou maladie, mentales ou physiques, et généralement promouvoir le bien-être ou le soulagement de ces personnes, soit au moyen d'occupations ou emplois, ou par toute agence sociale ou spirituelle, ou par tous autres moyens;

Acheter, vendre, échanger, fournir, donner, prêter ou faire le commerce de provisions ou effets de toutes sortes requis par les pauvres et les nécessiteux, ou qui sont nécessaires ou avantageux pour, ou concernant l'emploi ou l'occupation de ceux qui souffrent de toute incapacité ou maladie mentales ou physiques, et recevoir, acheter, vendre, échanger ou faire le commerce des fruits ou produits du travail, de l'emploi ou de l'occupation de ces personnes souffrantes;

Acheter, vendre, échanger, fournir, donner, prêter, ou faire le commerce de toutes machines, appareils ou choses nécessaires ou utiles pour l'emploi ou l'occupation des personnes souffrant de toute incapacité ou maladie mentales ou physiques;

Demander, encourir, ou payer pour tout conseil médical ou professionnel, services de garde-malades ou frais d'hôpitaux pour le soulagement ou le traitement de toute forme d'incapacité ou maladie mentales ou physiques;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre, disposer et faire le commerce d'actions, débetures, actions-débetures ou valeurs de toute autorité, gouvernementale, municipale, locale ou autre, et placer tous argents de la société de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, accepter et négocier des lettres de change, billets promissoires et autres effets négociables et ouvrir et maintenir des comptes de banque;

Emettre des débetures, actions-débetures, bons et obligations, et valeurs de toutes sortes, soit garantis ou non, et les rédiger, les constituer et les garantir, comme il sera jugé à propos, avec plein pouvoir de les rendre transférables, par livraison ou autrement, et les nantir ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur toute propriété ou tous biens spécifiques, présents ou futurs, de la société ou de toute autre manière quelconque;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous immeubles réels et personnels, qui peuvent être nécessaires ou convenables pour les fins de la société;

Construire, maintenir et modifier toutes maisons, tous édifices ou travaux nécessaires ou convenables pour les fins de la société;

Accepter tout don de propriété, soit sujet à toute fiducie spéciale ou non, pour l'un ou plusieurs des objets de la société;

To advance occupation or employment as a means for the prevention, relief or cure of any mental or physical handicap, illness or disease;

To spread or disseminate knowledge or data upon the subject of therapeutics or occupational therapy, either by public speaking, radio-broadcasting, publication of works or pamphlets or by any other means;

To prevent, relieve or cure or assist in the prevention, relief or cure of any mental or physical handicap, illness or disease, by the giving of services, funds or advice or by any other means;

To build, establish, conduct, maintain, manage or carry on at any place or places within the Province of Quebec homes, labor homes, work shops, refuges, or establishments for the care, treatment or shelter of those suffering from any mental or physical handicap, illness or disease, and generally to promote the welfare or relief of such persons, either by means of occupation or employment or by any social or spiritual agency or by any other means;

To buy, sell, exchange, supply, give, loan or deal in provisions or goods of all kinds required by the poor or needy, or which are necessary or advantageous for or in the employment or occupation of those suffering from any mental or physical handicap, illness or disease, and to receive, buy, sell, exchange or deal in the fruits or produce of labor, employment or occupation of such sufferers;

To buy, sell, exchange, supply, give, loan, or deal in any machines, appliances or things necessary or useful in the employment or occupation of persons suffering from any mental or physical handicap, illness or disease;

To call in, incur, or pay for any medical or professional advise or nursing services or hospital charges for the relief or cure of any form of mental or physical handicap, illness or disease;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire and hold, sell, dispose of or deal in shares, debentures, debenture stocks or securities of any authority, governmental, municipal, local or otherwise, and to invest any moneys of the Society in such manner as may from time to time be determined;

To draw, accept and negotiate bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments and to open and maintain bank accounts;

To issue debentures, debenture stock, bonds and obligations and securities of all kinds, whether guaranteed or not, and to frame, constitute and secure the same as may seem expedient, with full power to make the same transferable by delivery or otherwise and to charge or secure the same by Trust Deed or otherwise upon any specific property and rights, present and future of the Society, or otherwise whatsoever;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal estate which may be deemed necessary or convenient for any of the purposes of the Society;

To construct, maintain and alter any houses, buildings or works necessary or convenient for the purposes of the Society;

To take any gift or property, whether subject to any special trust or not, for any one or more of the objects of the Society;

Faire des démarches au moyen d'appels personnels ou écrits, réunions publiques, concerts ou divertissements ou autrement, comme il sera jugé, de temps à autre, approprié, aux fins de procurer des contributions ou accroissements aux fonds de la société, sous forme de dons, souscriptions annuelles ou autrement;

Imprimer et publier tous journaux, périodiques, livres ou feuillets que la société croira désirables pour l'avancement de ses objets;

Vendre, administrer, louer, hypothéquer, disposer ou autrement faire le commerce de la totalité ou de toute partie des propriétés de la société;

Emprunter et prélever de l'argent de la manière que la société jugera à propos;

• Souscrire à toutes institutions charitables, locales ou autres, et octroyer des dons pour toutes fins publiques, pourvoir à des fonds de retraite pour les serviteurs de la société ou autrement aider tous tels serviteurs, leurs veuves, enfants ou leurs dépendants;

Établir et supporter et aider à l'établissement et au support de toutes autres associations, sociétés ou succursales de cette société constituées pour remplir la totalité ou aucun des objets de cette société;

Se fusionner avec toutes compagnies, institutions, sociétés ou associations ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette société et coopérer avec toute telle compagnie, institution, société ou association pour obtenir une charte de la Puissance du Canada, pour l'incorporation, l'établissement ou le soutien de toute compagnie, institution, société ou association ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette société;

Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de toute partie des propriétés, biens, responsabilités et engagements d'une ou plusieurs compagnies, institutions, sociétés ou associations avec lesquelles la société est autorisée à fusionner;

Transférer la totalité ou toute partie des propriétés, biens, responsabilités et engagements de cette société à l'une ou plusieurs compagnies, institutions, sociétés ou associations avec lesquelles cette société est autorisée à fusionner;

Faire toutes telles autres choses légales qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.";

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6233 ALEXANDRE DESMEULES.

To take such steps by personal or written appeals, public meetings, concerts of entertainments or otherwise as may from time to time be deemed expedient for the purpose of procuring contributions or accretions to the funds of the Society, in the shape of donations, annual subscriptions or otherwise;

To print and publish any newspapers, periodicals, books or leaflets that the Society may think desirable for the promotion of its objects;

To sell, manage, lease, mortgage, dispose of or otherwise deal with all or any part of the property of the Society;

To borrow and raise money in such manner as the Society may think fit;

To subscribe to any local or other charities and to grant donations for any public purpose, and to provide a superannuation fund for the servants of the Society, or otherwise to assist any such servants, their widows, children or dependents;

To establish and support and to aid in the establishment and support of any other associations, societies or branches of this Society formed for all or any of the objects of this Society;

To amalgamate with any companies, institutions, societies or associations having objects altogether or in part similar to those of this Society and to co-operate with any such company, institution, society or association to obtain a charter from the Dominion Government for the incorporation, establishment or support of any company, institution, society or association having objects altogether or in part similar to those of this Society;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of the property, assets, liabilities and engagements of any one or more of the Companies, institutions, societies or associations with which this Society is authorized to amalgamate;

To transfer all or any part of the property, assets, liabilities and engagements of this Society to any one or more of the Companies, institutions, Societies or associations with which this Society is authorized to amalgamate;

To do all such other lawful things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.";

The amount to which the value of the immovable property which the Corporation may hold, is to be limited is one hundred thousand dollars.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.
6234

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"The Eastern Townships Telephone Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes supplémentaires en date du quinzième jour de novembre 1930, à la compagnie: "The Eastern Townships Telephone Company", rati-

"The Eastern Townships Telephone Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fifteenth day of November, 1930, to the Company: "The Eastern Townships Telephone Company", ratify-

fiant un règlement de la compagnie, comme suit, ing a By-law of the Company as follows, to wit:

à savoir:

1. Que les actions ordinaires autorisées de la compagnie, émises et non-émises, d'une valeur au pair de \$10.00 chacune, soient changées en actions ordinaires sans valeur au pair, et que cette compagnie exercera maintenant son industrie avec un capital minimum de pas moins de \$100,000.00;

2. Que les actions ordinaires autorisées et non émises du capital-actions de la compagnie ainsi changées d'actions avec valeur au pair, en actions sans valeur au pair, soient vendues, émises et réparties par les directeurs, au prix et à tels termes et conditions que les actionnaires détermineront par le vote d'au moins les deux-tiers en valeur des actions détenues ou représentées par les actionnaires présents à une assemblée spécialement convoquée à cette fin;

3. Que les 5,800 actions de la compagnie créées actions privilégiées, en vertu des dispositions des Règlements Nos 12, 12a et 19 de la compagnie, telles qu'affectées par le dit Règlement No 21 et qu'aucune d'elles ne sont présentement en cours, seront dès lors dans le trésor, comme actions ordinaires, sans valeur au pair, et toutes les priorités et préférences données aux porteurs de ces dites 5,800 actions, et conférées en rapport avec ces dites actions, en vertu des Règlements 12, 12a et 19, sont par les présentes révoquées, donnant en conséquence un capital autorisé de la compagnie de 20,000 actions ordinaires sans valeur au pair, dont 7,980 devant être émises en échange pour le nombre égal, présentement, d'actions ordinaires émises et en cours d'une valeur au pair de \$10. chacune et 12,020 actions ordinaires, dans le trésor, et non-émises.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6235 ALEXANDRE DESMEULES.

1. That the authorized common shares of the Company, issued and unissued, having a par value of \$10.00 each, be changed into common shares without par value, and that this Company do hereafter carry on its operations with a minimum capital of not less than \$100,000.00.

2. That the authorized and unissued common shares of the capital stock of the Company, so changed from shares with par value to shares without par value, shall be sold, issued and allotted by the directors at such price and upon such terms and conditions as the shareholders will determine by the vote of at least two-thirds in value of the shares held or represented by the shareholders present at a meeting specially called for that purpose.

3. That the 5,800 shares of the Company, created preference shares under the provisions of By-laws Nos. 12, 12a and 19 of the Company, as affected by the said by-law No. 21, and of which none are at present outstanding, shall hereafter be treasury common shares, of no par value, and all priorities and preferences granted the holders of said 5,800 shares, and conferred in connection with said shares, under by-laws 12, 12a and 19, are hereby rescinded, making, in consequence, the authorized capital of the Company 20,000 common shares, of no par value, of which 7,980 to be issued in exchange for the present like number of common shares issued and outstanding, of the par value of \$10.00 each, and 12,020 common shares in the treasury unissued.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6236 Assistant Provincial Secretary.

"St-Louis Filling Station, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de novembre 1930, constituant en corporation: Guy Belleau, comptable, Roger Vézina, étudiant en droit, et Jeanne Guimont, fille majeure usant de ses droits, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de l'achat et de la vente de la gazoline, de l'huile et des accessoires d'automobile, posséder les immeubles et les biens mobiliers requis à cette fin et généralement faire toute transaction et acte se rapportant à ce commerce, sous le nom de "St. Louis Filling Station, Limited", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de novembre 1930.

Le sous-secrétaire de la province,
6237 ALEXANDRE DESMEULES.

"St. Louis Filling Station, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of November, 1930, incorporating: Guy Belleau, accountant, Roger Vezina, student at law and Jeanne Guimont, spinster in the full exercise of her rights, all three of the City of Québec, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling gasoline, oils and automobile supplies, to own immovable and moveable property required for such purpose and generally to carry on any transaction and do any act connected with such business, under the name of "St. Louis Filling Station, Limited", with a total capital-stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the District of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of November, 1930.

ALEXANDRE DESMEULES,
6238 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

Avis est par le présent donné qu'un certificat d'enregistrement a été accordé à "Virginia Fire and Marine Insurance Company" à l'effet de transiger, dans la province de Québec, des affaires: "Assurance contre le feu; Automobile; Dégâts causés par arroseurs automatiques; Ouragan; Assurance contre les dommages à la propriété d'aucune sorte causés par l'explosion du gaz naturel ou autre, le et après ce vingt-septième jour de novembre, 1930.

Le nom et l'adresse de l'agent principal pour la province, sont: M. Stuart Saver, 276, rue Saint-Jacques ouest, Montréal.

Donné conformément à l'article 121 de la Loi des Assurances de Québec, ce vingt-septième jour de novembre 1930.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.

Service des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6241-49-2

AVIS D'EMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre Ile d'Orléans", dans le comté de Montmorency, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Montmorency, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du quatorzième jour d'octobre, 1930.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce vingt-cinquième jour de novembre, 1930.

Le surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,

Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

6197-48-2

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la cité d'Outremont demandera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, la passation d'un acte amendement sa charte plus spécialement dans le but de ratifier le règlement intervenu entre ladite cité et le Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited, touchant l'évaluation pour les fins d'impôts municipaux et scolaires des propriétés de la Compagnie situées dans les limites de la dite cité d'Outremont.

Montréal, 2 décembre 1930.

Les avocats de la requérante,
6265-49-4 BEAUBIEN & MICHAUD.

Insurances

Notice is hereby given that a Certificate of Registration has been issued to "Virginia Fire and Marine Insurance Company" with a view to transact, throughout the Province of Quebec, the business of: Fire Insurance; Automobile Insurance; Sprinkler leakage Insurance; Tornado Insurance; Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas on and after this twenty-seventh day of November, 1930.

The name and address of the Chief Agent for the Province, are: Mr. Stuart Saver, 276, Saint James Street West, Montreal.

Given pursuant to Article 121 of the Quebec Insurance Act, this twenty-seventh day of November, 1930.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q.

6242-49-2

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre Ile d'Orléans", in the county of Montmorency, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Montmorency, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the fourteenth day of October, 1930.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this twenty-fifth day of November, 1930.

B.-ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que.

6198-48-2

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the City of Outremont will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for an act amending its Charter more especially for the purpose of ratifying the settlement made between the City and the Mount-Royal Tunnel & Terminal Company, Limited, concerning the valuation for the purposes of municipal and school taxation of the property of the said Company situate within the limits of the said City of Outremont.

Montreal, December 2, 1930.

BEAUBIEN & MICHAUD,
Attorneys for Petitioners.

6266-49-4

Avis est par les présentes donné qu'une application sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour sanctionner le changement du nom de "Edward Spragge Winslow" en celui de "Edward Winslow-Spragge" lequel nom il avait pris afin de se conformer à la condition à cet effet contenue dans le testament de feu William-Thomas Henry Spragge, reçu devant R.-H. Clerk, N. P., et collègue, le 16 février 1903; et statuant que tel changement de nom est une conformité avec la dite condition; et de plus changeant le nom de famille de sa femme et de ses enfants de Winslow en celui de Winslow-Spragge; et pour autres fins.

Montréal, 2 décembre 1930.

Les avocats pour les requérants,
BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL.
6267-49-4

CITÉ DE QUÉBEC.

Avis public est, par les présentes, donné, que la cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à son Acte d'Incorporation, la loi 29 Victoria, chapitre 57, refondu par la loi 19 Geo. V, chapitre 95, et notamment: pour emprunter la somme de six cent quatre-vingt mille dollars pour payer les dépenses suivantes, savoir: a) deux cent mille dollars pour travaux d'extension de l'aqueduc et nouveaux services; b) cinquante mille dollars pour renouvellement de tuyaux d'aqueduc et de drainage et le remplacement par des tuyaux d'un diamètre plus grand; c) trois cent vingt-cinq mille dollars pour pavages et trottoirs permanents; d) vingt-cinq mille dollars pour l'achat et l'aménagement de terrains de jeux; e) cinquante mille dollars pour le prolongement de l'avenue Moncton et de parties de la rue Marquette et de l'avenue Brown; f) trente mille dollars pour le prolongement de la côte Samson;—pour amender l'article concernant les employés permanents; pour amender l'article concernant le Comité Administratif; pour amender l'article concernant l'enlèvement de la neige par la cité; pour être autorisée à acquérir à l'amiable ou à exproprier des systèmes d'aqueduc en dehors des limites de la cité, et ne pas être sujette à aucune taxe pour lesdits systèmes; pour emprunter la somme de deux cent vingt-deux mille dollars pour la part de souscription des gouvernements fédéral et provincial dans la construction du Palais de l'Agriculture, lequel montant sera remboursé, capital, intérêts et fonds d'amortissement, à même les souscriptions annuelles desdits gouvernements; et pour toutes autres fins.

Québec, le 20 novembre, 1930.

Les procureurs de la requérante,
6107-48-4 CHAPLEAU & THERIAULT.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an Act to give legal effect to the change of the name of "Edward Spragge Winslow to Edward Winslow-Spragge" which name he adopted to comply with the condition to that effect contained in the Last Will and Testament of the late William Thomas Henry Spragge, passed before R. H. Clerk, N. P., and colleague, the 16th. February, 1903, and declaring that such change of name is a compliance with said condition; and further to change the surname of his wife and children from Winslow to Winslow-Spragge; and for other purposes.

Montreal, 2nd. December, 1930.

BROWN, MONTGOMERY & McMICHAEL,
Attorneys for Petitioners.
6268-49-4

CITY OF QUEBEC.

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next session, for certain amendments to its Act of Incorporation, the Act 29 Victoria, chapter 57, revised by the Act 19 Geo. V, chapter 95, and especially to borrow the sum of six hundred and eighty thousand dollars, to pay the following expenses, to wit: a) two hundred thousand dollars for water-works extension and new service; b) fifty thousand dollars for renewal of aqueduct and drain pipes and the replacing thereof by pipes of greater diameter; c) three hundred and twenty five thousand dollars for permanent paving and sidewalks; d) twenty five thousand dollars for the purchase and equipment of playgrounds; e) fifty thousand dollars for the extension of Moncton Avenue and of parts of Marquette Street and Brown Avenue; f) thirty thousand dollars for the extension of Samson hill;—to amend the article respecting the permanent employees; to amend the article respecting the Administrative Committee; to amend the article respecting the removal of the snow by the City; for authorization to acquire by private agreement or expropriation water-works systems outside the city limits and not to be subject to any taxation for such said systems; to borrow the sum of two hundred and twenty two thousand dollars for the share of subscription of the federal and provincial governments in the building of a Palace of Agriculture, such amount to be redeemed, capital, interest and sinking funds out of the annual subscriptions of the said governments; and for other purposes.

Quebec, November 20, 1930.

CHAPLEAU & THERIAULT,
6108-48-4 Attorneys for Petitioner.

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, comté de Champlain, district des Trois-Rivières, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander la confirmation du Règlement No 55 du Conseil de Notre-Dame-du-Mont-Carmel ainsi qu'une résolution adoptée par les Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel, les dits règlement et résolution pourvoyant à l'évaluation fixe en deniers de certains biens de la Compagnie "The Shawinigan Water & Power Company", corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal.

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Notre Dame du Mont Carmel, County of Champlain, District of Trois Rivières, as well as the School Commissioners for the said Parish of Notre Dame du Mont Carmel will apply to the Legislature, at its next session, to ask for the confirmation of By-law No. 55 of the Council of Notre Dame du Mont Carmel, as well as of a resolution adopted by the School Commissioners for the said Parish of Notre Dame du Mont Carmel; the said By-law and Resolution providing for a fixed valuation in money of certain properties of "The Shawinigan Water & Power Company", a body politic having its principal place of business in the City of Montreal.

Trois-Rivières, ce 22 novembre 1930.

L'agent et procureur de la Corporation de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et des Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel,

CHARLES BOURGEOIS.

6109—48—4

Avis est donné, par les présentes, que la Corporation de la paroisse de Saint-Etienne des Grès, comté de Saint-Maurice, district des Trois-Rivières, ainsi que les Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Saint-Etienne des Grès s'adresseront à la Législature, à sa prochaine session, pour demander la confirmation du Règlement No 17 du Conseil de Saint-Etienne des Grès ainsi qu'une résolution adoptée par les Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Saint-Etienne des Grès, les dits règlement et résolution pourvoyant à l'évaluation fixe en deniers de certains biens de la Compagnie "The Shawinigan Water & Power Company", corporation ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal.

Trois-Rivières, ce 22 novembre 1930.

Les agents et procureurs de la Corporation de la paroisse de Saint-Etienne des Grès et des Commissaires d'Écoles pour la dite paroisse de Saint-Etienne des Grès,

LAJOIE, LAJOIE & PINSONNAULT.

6111—48—4

Avis est par les présentes donné que "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame-de-Montréal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire adopter une loi les autorisant à faire un emprunt pour consolider la dette de la Fabrique et pour faire des réparations à l'église paroissiale et à ses dépendances à cotiser les immeubles des francs tenanciers de la dite paroisse et à vendre certains terrains faisant partie du Cimetière de la Côte des Neiges.

Montréal, 26 novembre 1930.

Les procureurs des requérants,

6189—48—4 LAURENDEAU & LAURENDEAU.

Avis public est par les présentes donné que Antoun Georges Musakeby alias Antoine-Georges Massabky, marchand, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi l'autorisant à changer son nom de Antoun-Georges Musakeby alias Antoine-Georges Massabky, en celui de Antoine-Georges Massey.

Les procureurs du requérant,

6201—48—4 BEAUREGARD & PHILLIMORE.

Avis public est par le présent donné que la municipalité du Village de la Pointe-au-Pic, s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte en abrogeant les articles relatifs à l'octroi des licences aux charretiers, propriétaires de voitures de louage, de chevaux, commerçants, artisans, personnes exerçant un métier, un art ou une profession quelconque, propriétaires d'hôtels, d'établissements industriels, marchands ambulants, et en les remplaçant par les dispositions du Code municipal.

Le procureur de la requérante,

6203—48—4 HENRI JOLICŒUR.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la prochaine session de la Législature de Québec, pour une loi incorporant "Barclays Trust Company of Canada" en une corporation

Trois Rivières, November 22nd., 1930.

CHARLES BOURGEOIS,
Agent and attorney for the Corporation of Notre-Dame du Mont Carmel and the School Commissioners for the said Parish of Notre Dame du Mont Carmel.

6110—48—4

Public notice is hereby given that the Corporation of the Parish of Saint Etienne des Grès, County of Saint Maurice, District of Trois Rivières, a well as the School Commissioners for the said Parish of Saint Etienne des Grès will apply to the Legislature, at its next session, to ask for the confirmation of By-law No. 17 of the Council of Saint Etienne des Grès as well as of a resolution adopted by the School Commissioners for the said Parish of Saint Etienne des Grès; the said By-law and Resolution providing for a fixed valuation in money of certain properties of "The Shawinigan Water & Power Company", a body politic having its principal place of business in the City of Montreal.

Trois Rivières, November 22nd., 1930.

LAJOIE, LAJOIE & PINSONNAULT,
Agents and attorneys for the Corporation of the Parish of Saint Etienne des Grès and for the School Commissioners for the said Parish of Saint Etienne des Grès.

6112—48—4

Notice is hereby given that "Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal", will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorizing them to make a loan to consolidate the debt of the Fabrique and to make some repairs to the parish church and dependencies, to assess the immoveable properties of the Roman Catholic free-holders of said parish and to sell some lands forming part of the Côte des Neiges Cemetery.

Montreal, November 26th, 1930.

LAURENDEAU & LAURENDEAU,

6190—48—4 Attorneys for Petitioners.

Public notice is hereby given that Antoun Georges Musakeby alias Antoine Georges Massabky, merchant, of the city of Montreal, will petition the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a bill authorizing him to change his name from Antoun Georges Musakeby alias Antoine Georges Massabky to Antoine Georges Massey.

BEAUREGARD & PHILLIMORE,

6202—48—4 Attorneys for petitioner.

Public notice is hereby given that the municipality of the Village of Pointe-au-Pic, will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter by repealing the articles thereof respecting the granting of licenses to carters, livery stable keepers, and taxis men, traders, workmen, persons carrying on a trade, art or any profession whatever, owners of hotels and business establishments, peddlers and by replacing the same by the provisions of the Municipal Code.

HENRI JOLICŒUR,

6204—48—4 Attorney for petitioner.

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act incorporating "Barclays Trust Company of Canada", as a

ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, pour faire affaire comme compagnie de fiducie et comme telle dans le Canada et ailleurs.

Montréal, 23 octobre 1930.

Les procureurs des pétitionnaires,
MEREDITH, HOLDEN, HEWARD &
HOLDEN.
5537-47-4

Avis est par les présentes donné qu'Emile-A. Jeannotte, de la cité de Westmount, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi, autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres et à lui accorder la licence requise pour pratiquer la médecine dans la province de Québec, après examen.

Montréal, le 12 novembre 1930.

Les avocats du requérant,
5957-47-4 ST-GERMAIN & ST-GERMAIN.

Avis public est par les présentes donné que Yamaska Garments, Limited, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant, confirmant et déclarant valide, pour toutes fins légales, le Règlement No 243 de la cité de Saint-Hyacinthe pourvoyant au prêt fait à Saint-Hyacinthe Soft Sole Shoe Company, Limited, et à l'acte de prêt en date du 6 juin 1919, exécuté par la dite cité en conformité avec le dit Règlement; trois quittances exécutées par la dite cité relativement à une partie du dit prêt et les résolutions de son Conseil en vertu desquelles les dites quittances furent exécutées; l'intervention par la dite cité dans un acte de vente à Yamaska Garments, Limited, concernant le paiement de \$12,000.— la balance du dit prêt—et les résolutions de son Conseil en vertu desquelles telle intervention a été faite; et le Règlement No 348 de la dite cité accordant à Armand-S. Many une commutation de taxes de \$1.00 par année sur certaines propriétés appartenant maintenant à Yamaska Garments, Limited.

Le procureur de la requérante,
5959-47-4 PH.ADELARD FONTAINE.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles de la Municipalité Scolaire de Sainte-Madeleine d'Outremont, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déclarant que la loi 18 George V, chapitre 53, (1928), s'applique à la Municipalité Scolaire de Sainte-Madeleine d'Outremont.

Montréal, 18 novembre 1930.

Les procureurs de la requérante,
5983-47-4 ST-JACQUES, FILION & MORIN.

Avis public est donné que le soussigné, Albert-Pierre Frigon, de la Cité de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir, soit par une loi spéciale, soit par un amendement à tout projet de loi qui pourra être présenté par la cité de Montréal, le droit d'exploiter une ou des carrières dans les limites de la Cité de Montréal, quartier Mercier.

Montréal, 22 novembre 1930.

5985-47-4 A.-P. FRIGON.

Demande sera faite, à la prochaine session de la Législature de Québec, pour la passation d'une loi, constituant en corporation une compagnie avec pouvoir d'acheter, louer ou fusionner avec toute compagnie dûment incorporée ayant des pouvoirs de promouvoir, maintenir, et opérer des

corporation, with its head office at Montreal, in the Province of Quebec, as a trust company to carry on business as such throughout Canada or elsewhere.

Montréal, 23rd. October. 1930.

MEREDITH, HOLDEN, HEWARD &
HOLDEN,
5538-47-4 Attorneys for Applicants.

Notice is hereby given that Emile A. Jeannotte, of the City of Westmount, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, authorizing the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec, to admit him, after examination, as one of its members, and to grant him the required license to practice medicine in the Province of Quebec.

Montreal, November 12th., 1930.

ST-GERMAIN & ST-GERMAIN,
5958-47-4 Attorneys for Petitioner.

Public notice is hereby given that Yamaska Garments, Limited, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act ratifying and confirming and declaring valid for all legal purposes By-law No 243 of the City of Saint Hyacinthe providing for a loan to Saint Hyacinthe Soft Sole Shoe Company, Limited, and the Deed of Loan dated 6th June, 1919, executed by the said City pursuant thereto; three discharges executed by the said City in respect of a portion of the said loan and the resolutions of its Council in virtue of which the said discharges were executed; the intervention by the said City in a Deed of Sale to Yamaska Garments, Limited, regarding the payment of \$12,000 as the balance of the said loan, and the resolutions of its Council in virtue of which such intervention was made, and By-law No. 348 of the said City granting to Armand S. Many a commutation of taxes at the sum of \$1.00 per annum on certain property now belonging to Yamaska Garments, Limited.

PH. ADELARD FONTAINE,
5960-47-4 Attorney for Applicant.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the School Commission of Ste. Madeleine d'Outremont, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act declaring that the law 18 George V, chapter 53, (1928), shall apply to the School Commission of Ste. Madeleine d'Outremont.

Montreal, 18th November, 1930.

ST. JACQUES, FILION & MORIN,
5984-47-4 Attorneys for applicants.

Public notice is hereby given that the undersigned, Albert Pierre Frigon, of the City of Montreal, will apply to the Quebec Legislature at its coming session to obtain, either by a special Bill, or by an amendment to any bill which the City of Montreal may introduce, the right to operate a quarry or quarries within the city limits of Montreal, Mercier ward.

Montreal, November 22nd, 1930.

5986-47-4 A. P. FRIGON.

Application will be made at the next session of the Legislature of Quebec for the passing of an Act to incorporate a Company with power to purchase, lease or amalgamate with any duly incorporated company having powers to provide, maintain and operate such undertakings in the name

utilités publiques, dans le district de Montréal, et construire, maintenir et exploiter telles entreprises au nom de telles compagnies ou de la compagnie, à être constituée en corporation.

Montréal, le 19 novembre 1930.

Le procureur des requérants,
6035—47-4 ELIE BEAUREGARD.

Avis est par les présentes donné, que "Montreal Airdrome, Limited", compagnie dûment constituée en corporation, ayant son principal bureau dans la cité de Montréal, district de Montréal, et Georges Rémillard, cultivateur, de la paroisse de Laprairie, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à la prochaine Session, pour obtenir la passation d'une loi pour valider un acte de donation des lots Nos 12 et 76 des plan et livre de renvoi officiels, dans la paroisse de Laprairie par Casimir St-James dit Beauvais et Olive Boissonnault, à Jacques Perron et Mathilda Beauvais, passé le 9 avril 1872, devant J.-L. Coutley, N. P., et enregistré sous le No 2330, et valider le titre à la dite propriété de Georges Rémillard et "Montreal Airdrome, Limited"; et la dite "Montreal Airdrome, Limited", demandera de valider une vente du lot No 68 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Laprairie, par Marie-Anne Perras, veuve de Jacques Guérard, à Xavier Perras, en date du 12 avril 1876, passé devant A. Beauvais, N. P., et enregistré sous le No. 3449, et valider le titre du "Montreal Airdrome, Limited", à cette propriété.

Montréal, 8 novembre, 1930.

L'avocat des requérants,
5821—46-4 L.-J. BEIQUÉ.

Avis public est par les présentes donné que M. Raymond Masson, sculpteur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, M. Joseph-Maurice Bastien, avocat, M. Alphonse Milette, administrateur, ces deux derniers des cité et district de Montréal, M. Roderick-B. Masson, industriel, de la ville de Terrebonne, district de Terrebonne, et M. Léon Masson, courtier, de la dite cité de Montréal, tous cinq agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fidéicommissaires de la Succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale pour proroger la date du partage de la succession, ainsi que des divers lots qui la composent, et pour autres fins.

Montréal, le 7 novembre, 1930.

Les procureurs des requérants *es-qualité*,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
5823—46-4

Avis est par les présentes donné que Les Révérends Pères Stanislas Viennot, prier, Paul Leboeuf et Gabriel Braud, résidant actuellement tous trois à Val-D'Espoir, Membres de l'Ordre des Cisterciens de la Congrégation du Corpus Christi, désireux d'établir un Monastère de leur Ordre à Val-D'Espoir, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, eux et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "Les Cisterciens de Val-D'Espoir", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Québec, 11 novembre, 1930.

Pour les requérants,
5829—46-4 LAURENT LESAGE.

of such companies or of the company to be incorporated.

Montreal, 19th November, 1930.

ELIE BEAUREGARD,
6036—47-4 Attorney for petitioners.

Notice is hereby given that "Montreal Airdrome, Limited", a company duly incorporated, having its head-office in the city of Montreal, district of Montreal, and Georges Remillard, farmer, of the parish of Laprairie, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act for the ratification of a deed of gift of lots Nos. 12 and 76 on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie, by Casimir St. James dit Beauvais and Olive Boissonnault, to Jacques Perron and Mathilda Beauvais, passed on the 9th of April, 1872, before J. L. Coutley, N. P., and registered under No. 2330, and to ratify the title to the said property of Georges Remillard and "Montreal Airdrome, Limited"; and the said "Montreal Airdrome, Limited", will apply for ratification of a sale of lot No. 68, on the official plan and book of reference for the parish of Laprairie, by Marie Anne Perras, widow of Jacques Guérard, to Xavier Perras, dated the 12th of April, 1876, passed before A. Beauvais N. P., and registered under No. 3449, and to ratify the title of "Montreal Airdrome, Limited", to such property.

Montreal, November 8, 1930.

L. J. BEIQUÉ,
5822—46-4 Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that Mr. Raymond Masson, sculptor, of the city of Outremont, district of Montreal, Mr. Joseph Maurice Bastien, advocate, Mr. Alphonse Milette, administrator, these two latter of the city and district of Montreal, Mr. Roderick B. Masson, financier, of the City of Terrebonne, district of Terrebonne, and Mr. Léon Masson, broker, of the said city of Montreal, all five acting in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the legislature of the province of Quebec, during its next session, in order to obtain a special law for the purpose of postponing the partition of the estate and of the various lots of said estate, and for other purposes.

Montreal, 7th of November, 1930.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the petitioners *es-qualité*.
5824—46-4

Notice is hereby given that the Fathers Stanislas Viennot, prior, Paul Leboeuf and Gabriel Braud, all three residing in Val-D'Espoir, of the Order known as "Les Cisterciens de la Congrégation du Corpus Christi," desiring to establish a Monastery of their Order in Val-D'Espoir, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, as "Les Cisterciens de Val-D'Espoir", with all the powers generally granted to such corporation.

Quebec, November 11, 1930.

LAURENT LESAGE,
5830—46-4 For the petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la "Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada", un corps politique et dûment constitué en vertu du chapitre 98 de 19-20 Georges V, statuts du Canada pour l'année 1929, lors de la prochaine Session Provinciale, présentera à la Législature la requête du Révérend Wladimir Sluzar, Pasteur de la "Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint-Sophie", et autres, demandant la passation d'un acte autorisant ladite Société à s'occuper de travail religieux à travers la province de Québec et lui accordant tous pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de son travail, entre autres de garder les registres de l'état civil et exercer en rapport avec ces derniers tous pouvoirs appartenant aux ministres de congrégations religieuses, et tenir, vendre ou hypothéquer des lots de terre ou immeubles nonobstant toute loi à ce contraire.

Daté à Montréal, ce 5ième jour de novembre, 1930.

Les agents et procureurs des requérants,
ROSS, MARTINEAU & MCKAY,
10 St-Jacques-ouest,
Montréal. 5825-46-4

Avis est par les présentes donné que Mesdames Frédérica Giroux, dite Sœur Marie du Sacré-Cœur; Marie-Antoinette Giroux, dite Sœur Marie Aimée de Jésus; et Albina Gaboury, dite Sœur St-François-Xavier, résidant actuellement toutes trois à Gaspé, Membres de la Communauté dite Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi, désireuses d'établir un Monastère de leur Ordre à Gaspé, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant, elles et leurs successeurs, en corporation, sous le nom de "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", avec tous les pouvoirs généralement accordés à ces corporations.

Québec, 11 novembre 1930.

Pour les requérantes,
LAURENT LESAGE.
5831-46-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Kénogami s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un loi pour ratifier un contrat passé avec les compagnies Price Brothers & Company, Limited, et The Kenogami Land Company, Limited, concernant une renonciation d'exemption et une commutation de taxes aux dites compagnies.

Chicoutimi, P. Q., ce 11 novembre 1930.

Le procureur de la requérante,
J.-CHS. GAGNÉ.
5835-46-4

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la cité du Cap de la Madeleine, corps politique et incorporé, fera application à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant un contrat de vente de partie du lot cadastral No 154, à la dite Cité du Cap de la Madeleine, passé devant Mtre Paul Boucher N. P., le 22 octobre 1929.

Cap de la Madeleine, 30 octobre 1930.

Le procureur de la requérante,
J.-A. CAMBRAY.
5849-46-4

Avis public est donné que la soussignée, Madame Achille Bergevin, née Flora Frappier Faucher, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi tendant à interpréter certaines dispositions du testament de feu Olivier Faucher, en son vivant de Montréal, négociant, et spéciale-

Public notice is hereby given that the "Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada", a body politic and corporate by virtue of Chapter 98 of 19-20 George the Fifth, statutes of Canada for the year 1929, will, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, present the Petition of Reverend Wladimir Sluzar, Pastor of "The Ukrainian Greek Orthodox Church of Saint Sophie", and others, asking for the passing of an Act authorizing the said corporation to carry on religious work throughout the Province of Quebec and granting them all useful powers for the accomplishment of their work, including among others keeping registers of Civil Status and exercising in relation thereto all other civil powers appertaining to ministers of religious congregations, and holding, selling or hypothecating land, notwithstanding the mortmain laws, and other relevant matters.

Dated at Montreal, this 5th day of November, 1930.

ROSS, MARTINEAU & MCKAY,
Agents and Solicitors of the Petitioners.
10 St. James Street, West,
Montreal. 5826-46-4

Notice is hereby given that the Sisters Frederica Giroux, named Marie du Sacré-Cœur; Marie-Antoinette Giroux, named Marie Aimée de Jésus; and Albina Gaboury, named St-François-Xavier, all three residing in Gaspé, of the community known as "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", desiring to establish a Monastery of their Order in Gaspé, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain a law constituting them as a corporation, them and their successors, as "Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi", with all the powers generally granted to such corporations.

Quebec, November 11, 1930.

LAURENT LESAGE,
For the petitioners.
5932-46-4

Public notice is hereby given that the town of Kénogami will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act ratifying a contract entered into with the companies Price Brothers & Company, Limited, and the Kénogami Land Company, Limited, respecting a renunciation of exemption and a commutation of taxes for the said companies.

Chicoutimi, P. Q., November 11, 1930.

J CHS. GAGNÉ,
Attorney for Petitioner.
5836-46-4

Public notice is hereby given that the Corporation of the City of Cap de la Madeleine, a body corporate and politic, will apply to the Legislature at its next session, for the passing of an Act to ratify and confirm a contract of deed of sale of part of cadastral lot No. 154, Cap de la Madeleine, to the said Corporation, dated October 22nd, 1929, passed before Paul Boucher, N. P.

Cap de la Madeleine, October 30, 1930.

J. A. CAMBRAY,
Attorney for applicant.
5850-46-4

Public notice is hereby given that the undersigned, Mrs. Achille Bergevin, née Flora Frappier Faucher, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to ask for the enactment of a law tending to interpret certain clauses of the will of the late Olivier Faucher, in his lifetime of Montreal, trader, and specially in so far as the

ment ce qui en concerne les droits de la soussignée, définissant plus clairement les pouvoirs de l'exécutrice testamentaire, la Société d'Administration générale, et déclarant, notamment, que l'exécutrice testamentaire n'avait et n'a pas le droit de vendre certains immeubles mentionnés audit testament, du vivant de la soussignée, et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1930.

5863-46-4 MADAME ACHILLE BERGEVIN.

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du bill de la Cité de Montréal, par la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, un amendement sera proposé décrétant que la construction de trottoirs permanents sur le chemin autrefois connu sous le nom de Chemin de la Savane, aujourd'hui rue Namur, ci-devant quartier Côte des Neiges, aujourd'hui quartier Mont-Royal, est et a toujours été à la charge de la cité de Montréal et pour autres fins.

Montréal, ce 12 novembre 1930.

Le requérant,

5865-46-4

V. FORTIER.

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un loi décrétant que les servitudes concernant le genre de constructions qui peuvent être érigées sur toutes les subdivisions du lot No 47 du cadastre de la paroisse de Montréal, et du lot No 149 du cadastre du village incorporé de la Côte des Neiges, aussi bien que sur les dits lots eux-mêmes, seront désormais éteintes et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1930.

Le requérant,

5867-46-4

L.-J. BEAUDOIN.

Avis public est par les présentes donné que lors de l'étude du bill de la Cité de Montréal, par la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, un amendement sera proposé par les soussignés, obligeant la Cité de Montréal à leur verser des pensions comme anciens officiers de la dite Cité et pour autres fins.

Montréal, 12 novembre 1930.

Les requérants,

5869-46-4 R. LEMIRE, A. TREMBLAY.

Avis est par les présentes donné que la Corporation de la Ville d'Acton Vale s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et confirmant certains règlements adoptés par son Conseil Municipal en rapport avec l'évaluation et la cotisation des propriétés appartenant à "The Acton Rubber Company, Limited", et "The Acton Shoe Company, Limited", et pour autres fins.

Acton Vale, 7 novembre 1930.

La requérante,

"LA CORPORATION DE LA VILLE D'ACTON VALE",
Par ROBERT FAGNAN,

5871-46-4

Secretary.

Avis public est par les présentes donné que la Corporation de Notre-Dame-du-Chemin s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendant la loi 14 George V, chapitre 122, la constituant en corporation, au fait de changer son nom, de définir plus clairement ses objets et pour autres fins.

Québec, le 12 novembre 1930.

Le procureur de la requérante,

5873-46-4

GUY HUDON.

rights of the undersigned are concerned, defining more clearly the powers of the testamentary executrix, La Société d'Administration Générale, and declaring, in particular, that the testamentary executrix did not have and has not the right sell certain immovables mentioned in the said Will during the lifetime of the undersigned, and for other purposes.

Montreal, 12th November, 1930.

5864-46-4

MRS. ACHILLE BERGEVIN.

Public notice is hereby given that when the City of Montreal bill will be considered by the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, an amendment shall be proposed decreeing that the construction of permanent sidewalks on the Road heretofore known as Savane Road, now Namur Street, heretofore Côte des Neiges ward, now Mount-Royal ward, is and has always been assessable against the City of Montreal, and for other purposes.

Montreal, November 12th, 1930.

V. FORTIER,

Petitioner.

Public notice is hereby given that an application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act decreeing that the servitudes concerning the type or kind of constructions to be erected upon all the subdivisions of lot No. 47 of the cadastre of the parish of Montreal and of lot No. 149 of the cadastre of the incorporated village of Côte des Neiges, and upon the said lots themselves, shall henceforth be extinguished and for other purposes.

Montreal, November 12th, 1930.

L. J. BEAUDOIN.

5868-46-4

Petitioner.

Public notice is hereby given that when the City of Montreal bill will be considered by the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, an amendment shall be proposed by the undersigned, obliging the City of Montreal to pay to them a pension as former officers of the said City, and for other purposes.

Montreal, November 12th, 1930.

R. LEMIRE, A. TREMBLAY,

5870-46-4

Petitioners.

Notice is hereby given that the Corporation of the Town of Acton Vale shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the adoption of an Act ratifying and confirming by-laws adopted by its Municipal Council regarding the valuation and assessment of properties belonging to "The Acton Rubber Company, Limited", and "The Acton Shoe Company, Limited", and for other purposes.

Acton Vale, November 7th, 1930.

"THE CORPORATION OF THE TOWN OF ACTON VALE"
Petitioner,

Per ROBERT FAGNAN,

5872-46-4

Secretary.

Public notice is hereby given that La Corporation de Notre-Dame-du-Chemin, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the act 14 George V, chapter 122, incorporating it, for the purpose of changing its name, defining more clearly its object and for other purposes.

Quebec, this 12th day of November, 1930.

GUY HUDON,

5874-46-4

Solicitor for Applicant.

Avis est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature, à sa prochaine session, pour faire ratifier à toutes fins que de droit, trois actes passés les 23, 26 avril et 10 mai 1930, sous les numéros 2739, 2744 et 2756 des minutes de M^{re} J.-Emery Coderre, N. P., aux termes desquels elle a consenti à Napoléon Courtemanche une vente de l'immeuble portant le numéro de subdivision Mille huit cent soixante du lot originaire soixante-dix-sept (77-1860) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, lequel immeuble lui a ensuite été rétrocédé avec d'autres, par ledit Napoléon Courtemanche, sujets à une servitude consentie par ce dernier pour la construction et le maintien d'une double ligne de transmission en faveur de "Montreal Light, Heat & Power, Consolidated" et du fonds dominant.

Avis est de même donné que la Ville s'adressera en même temps à la Législature pour obtenir l'abrogation de son règlement No 15, sanctionné par la loi 4 George V, 1914, chapitre 88, section 2.

Le gérant,
5875-46-4 J.-N. LANGELIER, I. C.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie des Tramways de Verchères, Chambly et Laprairie, corporation ayant sa principale place d'affaires à Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à son acte d'incorporation (6 Geo. V, chap. 77 et ses amendements; 11 Geo. V, chap. 138; 14 Geo. V, chap. 106), et particulièrement pour demander la prolongation du délai qui lui a été accordé pour la construction de son chemin de fer.

Le secrétaire-trésorier,
5877-46-4 PATRICK DUBEE.

Cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

La cité de Salaberry-de-Valleyfield donne avis qu'elle s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Ratification du règlement No 318 pour accorder une exemption de taxes et d'autres privilèges à la "Brupbacher Silk Mills, Limited", autorisation d'emprunter \$40,000. pour payer une dette flottante de ce montant, de remplacer les dispositions de sa charte concernant les élections municipales par les dispositions de la Loi concernant les cités et villes sur cette même matière, de remplacer les dispositions de sa charte concernant la Cour du recorder par les dispositions de la Loi des cités et villes concernant la Cour du recorder.

Salaberry-de-Valleyfield, ce douze novembre 1930.

Le greffier,
5879-46-4 L.-JOS. BOYER.

Monsieur Emilien Trépanier, ancien capitaine de police de la cité de Montréal, donne avis qu'à la prochaine session de la Législature de Québec, il présentera un projet de loi ou proposera de modifier le bill de la cité de Montréal aux fins d'obliger celle-ci à lui payer une pension annuelle de \$2,500.00 à titre d'ancien employé.

Le procureur du requérant,
5903-46-4 JULES PRIEUR.

Public notice is hereby given that the town of Montreal-East will apply to the Legislature, at its next session, to obtain the ratification for all legal purposes of three deeds passed before J. Emery Coderre, notary, the 23rd April, 1930, 26th April, 1930 and 10th May, 1930, respectively, under Nos. 2739, 2744 and 2656 of his Minutes, according to the terms of which the said town sold to Napoléon Courtemanche an emplacement bearing subdivision number one thousand eight hundred and sixty of original lot number seventy seven (77-1860) on the official plan and book of reference for the parish of Pointe-aux-Trembles, which emplacement was subsequently retroceded to it, together with a greater extent, by the said Napoléon Courtemanche, subject to a servitude constituted by the latter for the construction and maintenance of a double transmission line in favour of "Montreal Light, Heat & Power, Consolidated", and its immoveable properties.

Public notice is likewise given that the said town of Montreal-East will apply at the same time to the Legislature to obtain the abrogation of its By-law No. 15, sanctioned by the Act 4 George V, (1914), chapter 88, section 2.

J. N. LANGELIER, C. E.,
5876-46-4 Manager.

Public notice is hereby given that Verchères, Chambly and Laprairie Tramways Company, a body politic having its principal place of business in the City of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, to obtain certain amendments to its charter (6 Geo. V, chap. 77 and its amendments; 11 Geo. V, chap. 138; 14 Geo. V, chap. 106), and in particular to demand an extension of the delay granted to it for the construction of its railway.

PATRICK DUBEE,
5878-46-4 Secretary-Treasurer.

City of Salaberry de Valleyfield, county of Beauharnois.

The city of Salaberry de Valleyfield gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Ratification of by-law No. 318 to grant an exemption from taxes and other privileges to the "Brupbacher Silk Mills, Limited", authority to borrow \$40,000. to pay a floating debt for such amount; to replace the provisions of its charter concerning municipal elections by the provisions of the Act respecting cities and towns in such regard; to replace the provisions of its charter respecting the Recorder's Court by the provisions of the Cities and Towns' Act concerning the Recorder's Court.

Salaberry de Valleyfield, this twelfth of November, 1930.

L. JOS. BOYER,
5880-46-4 Clerk.

Mr. Emilien Trépanier, former police captain of the city of Montreal, gives notice that at the next session of the Quebec Legislature he will present a bill or propose to amend the bill of the city of Montreal for the purpose of compelling the latter to pay him an annual pension of \$2,500.00 as a former employee.

JULES PRIEUR,
5904-46-4 Attorney for petitioner.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No D-75311. Dame Irène Pelchat, des cité et district de Montréal, épouse de Ludger Savard, électricien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Le dit Ludger Savard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15ième jour d'octobre 1930.

Montréal, le 24 novembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
6243—49-4 ED. ARCHAMBAULT.

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure, No 796 (1930). Dame Flore Légaré, épouse de Clovis Gagnon, restaurateur, de la Cité de Shawinigan Falls, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Clovis Gagnon, de Shawinigan Falls, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le quatorzième jour du mois de novembre, mil neuf cent trente.

Trois-Rivières, le 20 novembre, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
6105—48-4 LAFOND & GELINAS.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No A-72711. Dame Sophie Gottlieb, de la ville et du district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Cohen, de même lieu, demanderesse; vs Jacob Cohen, de la ville et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

Montréal, le vingt-quatre de novembre, 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
6149—48-4 POPLIGER & MILLER.

Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, No 64. Dame Oscar Renault, épouse de Oscar Renault, cuisinier de lac Mégantic, dûment autorisée à ester et justice, demanderesse; vs Ledit Oscar Renault, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 jour de novembre, 1930.

Le procureur de la demanderesse,
6195—48-4 GERARD LACOURCIERE.

Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, No 4690. Dame Marie-Louise Turcotte, épouse commune en biens de Armand Néron, ouvrier de Jonquière, demanderesse; vs ledit Armand Néron, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 26ième jour de novembre 1930.

Chicoutimi, 26 novembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
6199—48-4 CHS.-ED. CHAYER.

Province de Québec, district de Saint-François, No 45, Cour Supérieure. Dame Clara Cordeau, épouse de Benjamin Cadieux, de Richmond, district de Saint-François, dûment autorisée, demanderesse; vs le dit Benjamin Cadieux, défendeur.

Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 11 novembre 1930.

Sherbrooke, P. Q., 18 novembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
5979—47-4 CESAIRE GERVAIS.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. D-75311. Dame Irene Pelchat, of the City and District of Montreal, wife of Ludger Savard, electrician, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Ludger Savard, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 15th. day of October, 1930.

Montreal, November 24th., 1930.

ED. ARCHAMBAULT,
6244—49-4 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 796 (1930). Dame Flore Légaré, wife of Clovis Gagnon, restaurant keeper, of the City of Shawinigan Falls, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Clovis Gagnon, of Shawinigan Falls, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fourteenth day of the month of November, nineteen hundred and thirty.

Trois-Rivières, November 20, 1930.

LAFOND & GELINAS,
6106—48-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-72711. Dame Sophie Gottlieb, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Jacob Cohen, of the same place, plaintiff; vs Jacob Cohen, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted in this cause.

Montréal, November 24th, 1930.

POPLIGER & MILLER,
6150—48-4 Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Saint Francis, Superior Court, No. 64. Dame Oscar Renault wife of Oscar Renault, cook, of Lake Megantic, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Oscar Renault, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 22nd day of November, 1930.

GERARD LACOURCIERE,
6196—48-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 4690. Dame Marie-Louise Turcotte, wife common as to property of Armand Néron, workman, both from Jonquière, plaintiff; vs the said Armand Néron, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 26th day of November, 1930.

Chicoutimi, November 26th, 1930.

CHS. ED. CHAYER,
6200—48-4 Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of St. Francis, No. 45, Superior Court. Dame Clara Cordeau, wife of Benjamin Cadieux, of Richmond, district of St. Francis, duly authorized, plaintiff; vs the said Benjamin Cadieux, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 11th of November, 1930.

Sherbrooke, P. Q., November 18, 1930.

CESAIRE GERVAIS,
5980—47-4 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Roberval, Cour Supérieure, No 7144. Dame Sarah Tremblay, épouse commune en biens de Armand Lemay, hôtelier, tous deux d'Hébertville Station, demanderesse; vs ledit Armand Lemay, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20ième jour d'octobre 1930.

Roberval, le 14 novembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
5955—47-4 CHS.-ED. CHAYER.

Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, No. 7144. Dame Sarah Tremblay, wife common as to property of Armand Lemay, Hotel Keeper, both from Hébertville Station, Plaintiff; vs the said Armand Lemay, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 20th. day of October, 1930.

Roberval, November 14th., 1930.

CHS. ED. CHAYER,
Attorney for Plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-75654. Dame Bernadette Marsan, dit Lapiere, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Claude Courtemanche, du même lieu, demanderesse; vs Claude Courtemanche, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 18ième jour de novembre 1930.

Montréal, le 18 novembre 1930.

L'avocat de la demanderesse,
5981—47-4 C.-A. ARCHAMBAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. D-75654. Dame Bernadette Marsan said Lapiere, of the city and the district of Montreal, wife common as to property of Claude Courtemanche, of the same place, plaintiff; vs Claude Courtemanche, of the same place, defendant.

An action of separation as to property has been instituted in this case, the 18 of November, 1930.

Montreal, November 18, 1930.

C. A. ARCHAMBAULT,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No C-74654. Dame Esther Toba Pinker, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Bennie Perelmutter, des mêmes lieux, demanderesse; vs Bennie Perelmutter, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Montréal, le 19 novembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
6021—47-4 SAM. CHAIT.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-74654. Dame Esther Toba Pinker, of the City and District of Montreal, wife common as to property from Bennie Perelmutter, of the same place, plaintiff; vs Bennie Perelmutter, of the City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

Montreal, November 19th, 1930.

SAM. CHAIT,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure. Dame Alberta Poirier, épouse commune en biens de Allan Claisse, Québec, demanderesse; vs Allan Claisse, voyageur, Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 6 novembre 1930.

Québec, 6 novembre 1930.

Le procureur de la requérante,
5819—46-4 RODOLPHE DEBLOIS.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. Mrs. Alberta Poirier, wife common as to property of Allan Claisse, Quebec, plaintiff; vs Allan Claisse, traveler, Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant on November 6th, 1930.

Quebec, November 6th, 1930.

RODOLPHE DEBLOIS,
Attorney for plaintiff.

Province de Québec, District de Terrebonne, Cour Supérieure, No 2843. Dame Dorina Raymond, épouse commune en biens de Pierre-Emile Lortie, buandier, de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, duement autorisée par la Cour à ester en justice, aux fins des présentes, demanderesse; vs Pierre-Emile Lortie, buandier, de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-septième jour de novembre 1930.

Saint-Jérôme, le 3 décembre 1930.

Le procureur de la demanderesse,
6291—49-4 MAURICE DEMERS.

Province of Quebec, District of Terrebonne, Superior Court, No. 2843. Mrs. Dorina Raymond, wife common as to property of Pierre Emile Lortie, laundryman, of Sainte Agathe des Monts, District of Terrebonne, duly authorized by the Court for these presents, Plaintiff; vs Pierre Emile Lortie, laundryman, of Sainte Agathe des Monts, District of Terrebonne, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 27th. day of November, 1930.

Saint Jerome, December 3rd., 1930.

MAURICE DEMERS,
Attorney for Plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Action for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Joliette. Cour supérieure, No 3258.
Dame Clémence Langlois dit Lachapelle, épou-

Province of Quebec, district of Joliette, Superior Court, No. 3258.
Dame Clémence Langlois, dit Lachapelle, wife

se commune en biens de Pierre Nadeau, cultivateur de la paroisse de Sainte-Mélanie, dans le district de Joliette, demanderesse; vs le dit Pierre Nadeau, cultivateur, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de novembre 1930.

Les procureurs de la demanderesse,
FERLAND & DENIS.
Joliette, 11 novembre 1930. 6211—48—4

common as to property of Pierre Nadeau, farmer, residing at Sainte Melanie, in district of Joliette, plaintiff; vs the said Pierre Nadeau, defendant.

An action for separation as to bed and board was instituted in this case on the 11th of November, 1930.

FERLAND & DENIS,
Attorneys for Plaintiff.
Joliette, November 11th, 1930. 6212—48—4

Avis divers

MOUNT ROYAL REAL ESTATE, LIMITED.

Extrait du Règlement No 3.

Un bureau de sept directeurs seront élus dont pas moins que trois formeront un quorum.

Montréal, le 14 octobre 1930.
Le secrétaire,
6251 C.-W. BAKER.

"THE QUEBEC SOCIETY OF OCCUPATIONAL THERAPY, INC."

Extrait du Règlement "A".

Que le nombre des directeurs de la compagnie "The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.", soit, par les présentes, augmenté de trois à dix.

Daté à Montréal, ce 28e jour de novembre 1930.

6287 Le secrétaire,
H.-H. TURNBULL.

Miscellaneous Notices

MOUNT ROYAL REAL ESTATE, LIMITED.

Extract From By-Law No. 3.

A Board of Seven Directors shall be elected of whom not less than three shall form a quorum.

Montreal, 14th. October, 1930.
C. W. BAKER,
6252 Secretary.

"THE QUEBEC SOCIETY OF OCCUPATIONAL THERAPY, INC."

Extract from By-Law "A".

That the numbers of Directors of "The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.", be hereby increased from three to ten.

Dated at Montreal, this 28th. day of November, 1930.

6288 H. H. TURNBULL,
Secretary.

Bureau-chef

Avis est par les présentes donné que "Thomas O'Connell, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, datées ce sixième jour d'octobre 1930, a établi son bureau-chef au numéro 1169 rue Ottawa, en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce vingt-neuvième jour de novembre 1930.

6295 Le secrétaire-trésorier,
L. KOVANAGH.

Chief Office

Notice is hereby given that "Thomas O'Connell, Limited", incorporated by Letters Patent of His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the Sixth day of October, 1930, has its Head Office at number 1169 Ottawa Street, in the City of Montreal.

Dated at Montreal, this twenty-ninth day of November, 1930.

6296 L. KOVANAGH,
Secretary-Treasurer.

Minutes de notaire

Québec, le 25 novembre 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Guy Pouliot, notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Raymond, comté de Portneuf, district de Québec, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire J.-E. Murdock McKenzie, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Gervais, comté de Bellechasse, district de Montmagny, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire

Notarial Minutes

Quebec, November 25, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been transmitted to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Guy Pouliot, notary, residing and practicing at St. Raymond, county of Portneuf, district of Quebec, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late notary J. E. Murdock McKenzie, in his lifetime notary, residing and practicing at St. Gervais, county of Bellechasse, district of Montmagny, and also the minutes, repertory and index of the late notary Edward Murdock

Edward-Murdoch McKenzie, dont le notaire J.-E.-Murdoch McKenzie était le cessionnaire.

McKenzie, of which the notary J. E. Murdoch McKenzie was assignee.

Le sous-secrétaire de la province,
6145—48-5 ALEXANDRE DESMEULES.

ALEXANDRE DESMEULES,
6146—48-5 Assistant Provincial Secretary.

Québec, le 19 novembre, 1930.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du notariat, qu'une requête a été présentée au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Gédéon Roy, notaire, praticien et demeurant à East Broughton, district de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Thomas Lessard, en son vivant notaire, praticien à Sainte-Marie, district de Beauce.

Le sous-secrétaire de la province,
5991—47-5 ALEXANDRE DESMEULES.

Quebec, November 19, 1930.

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of the Notarial Code, a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Gédéon Roy, notary, residing and practising in East Broughton, district of Beauce, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Thomas Lessard, in his lifetime notary, practising at Sainte Marie, district of Beauce.

ALEXANDRE DESMEULES,
5992-47-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 329.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure, du district de Montréal, un acte passé devant J.-Edouard Jeannotte, notaire, le 31 août 1929, entre Joseph Archambault, rentier, de la paroisse de Saint-François-de-Sales, et Ulric Archambault, constructeur, de Montréal, étant une vente par ledit Joseph Archambault, audit Ulric Archambault, de une terre portant le numéro officiel cinquante-cinq (55) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-François-de-Sales, conté de Laval, ladite terre de la contenance de soixante-dix-sept arpents en superficie, plus ou moins, bornée en front par la Rivière Jésus, en profondeur par les terres de la paroisse de Saint-Vincent-de-Paul, d'un côté à l'est, par la terre de Zénon Gascon, et de l'autre côté à l'ouest, par la terre de Rodrigue Archambault—avec toutes les bâtisses y érigées, et en la possession de Joseph Archambault, comme propriétaire, pendant les trois dernières années; et toutes personnes qui réclament quelque privilège ou hypothèque sur ledit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte par lequel la dite terre a été acquise par ledit Joseph Archambault, sont averties qu'il sera présenté à la dite cour, le 5 janvier, 1931, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit, et de les produire au greffe dudit protonotaire dans les six jours après ledit jour, à défaut de quoi elles seornent pour toujours forecloses du droit de le faire.

Montréal, 28 novembre 1930.

Le député-protonotaire, C. S.,
6245—49-2 C.-E. SAUVE.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 329.

Notice is hereby given that it has been deposited at the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, a deed passed before J. Edouard Jeannotte, notary, the 31st day of August, 1929, between Joseph Archambault, gentleman, of the parish of St. François de Sales, and Ulric Archambault, builder, of Montreal, being a sale by the said Joseph Archambault, to the said Ulric Archambault of a land bearing official number fifty five (55) on the official plan and book of reference of the parish of St. François de Sales, county of Laval, the said land containing seventy seven (77) arpents in area, more or less, bounded in front by the Rivière Jésus, in depth by the lands of the parish of St-Vincent de Paul, on one side to the East, by the land of Zénon Gascon, and on the other side to the West by the land of Rodrigue Archambault—will all buildings thereon erected. And in the possession of Joseph Archambault, as proprietor, during the last three years; and all persons who claim any privilege or hypothec upon the said immovables immediately before the registration of the said deed by which the said land was acquired by the said Joseph Archambault, are hereby notified that application will be made to the said Superior Court on the 5th day of January, 1931, for a judgment of confirmation of title; and that unless their claims are such as the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to include in his certificate to be filed in this case, they are hereby required to serve their oppositions in writing, and file the same in the office of the said prothonotary, within six days after the said day, in default of which they will be forever precluded from the right of so doing.

Montreal, November 28th, 1930.

C. E. SAUVE,
6246—49-2 Deputy-Prothonotary, S. C.

Soumissions

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE LA CITÉ DE SHERBROOKE.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" pour l'achat de \$125,000.00

Tenders

SCHOOL MUNICIPALITY OF THE CITY OF SHERBROOKE.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tender for Bonds" for the purchase of \$125,000.00 issued in virtue of Act 13,

émises en vertu de la loi 13 George V, chapitre 45, remboursables par séries à 5% d'intérêt, seront reçues par le soussigné jusqu'à 2 heures de l'après-midi, le jeudi 8 janvier 1931. Capital et intérêts semi-annuels payables à la Banque Canadienne Nationale, à Montréal, à Québec ou à Sherbrooke.

Ces obligations seront datées du 1er octobre 1930. Objet de l'emprunt, construction d'écoles.

Ces obligations seront imprimées après la vente. Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

La Commission se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Sherbrooke, le 6 décembre 1930.

Le secrétaire-trésorier,
LÉON LACOMBE.

140, rue King Ouest.

6299

Municipalité scolaire de Port Alfred, comté de Chicoutimi.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées marquées "soumissions pour obligations", pour la municipalité scolaire de Port Alfred et adressées au soussigné, seront reçues jusqu'à 7 hrs de l'après-midi, le quinze décembre mil neuf cent trente. Pour l'achat de la somme de quarante mille piastres (\$40,000.00) 5½ (cinq et demi pour cent), datées du premier novembre mil neuf cent trente et qui seront remboursables par la dite municipalité scolaire de Port Alfred par versements annuels de un à vingt ans, plus les intérêts dus avec coupons payables semi-annuellement, et ce jusqu'à parfait paiement. Des soumissions pour le même montant seront aussi reçues pour le remboursement à dix ans, le fonds de remboursement devant cependant rester basé sur la dite période de vingt ans.

Le capital et les intérêts seront payés aux bureaux de la Banque Canadienne Nationale dans toute la Province. Chaque soumission devra être accompagné d'un chèque accepté à l'ordre de la dite municipalité représentant un pour cent (1%) du montant de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat. Chaque soumission devra mentionner si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus.

L'obligation pourra être enregistrée. Objet de l'emprunt: Ameublement de l'école industrielle, livraison vers le dix janvier.

La municipalité se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Port Alfred, 17 novembre, 1930.

Le secrétaire-trésorier,
6119-48-2 ELZEBERT POULIOT, N. P.

Province de Québec, Municipalité du village de Saint-Benoit Joseph Labre d'Amqui.

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées, adressées au soussigné, pour l'achat de \$69,300.00 d'obligations de la Corporation du village de Saint-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, portant 5½% d'intérêt et remboursables comme suit: semi-annuellement.

\$600.00 au premier juillet 1931, \$700.00 jusqu'au 1er juillet 1934, \$800.00 jusqu'au 1er juillet 1936, \$900.00 jusqu'au premier juillet 1938, \$1,000.00 jusqu'au 1er janvier 1940, \$1,100.00 jusqu'au 1er janvier 1942, \$1,200.00 jusqu'au 1er juillet 1943, \$1,300.00 jusqu'au 1er janvier

George V, chapter 45, redeemable serially, at 5% interest, shall be received by the undersigned until 2 o'clock in the afternoon, on Thursday, the 8th. of January, 1931. Capital and interest, semi-annual, payable at La Banque Canadienne Nationale, at Montreal, Quebec or Sherbrooke.

Such bonds will be dated October 1st., 1930. Purpose of the loan, the building of schools.

Such bonds shall be printed after the sale.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

Every tender must specify whether the accrued interest is or is not included in the price of the tender.

The Commission is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Sherbrooke, December 6th., 1930.

LEON LACOMBE,
Secretary-Treasurer.

140, King Street West.

6300

School municipality of Port Alfred, County of Chicoutimi.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds", for the school municipality of Port Alfred, addressed to the undersigned, will be received until 7 o'clock in the afternoon, the fifteenth day of December 1930, for the purchase of bonds to the amount of \$40,000.00, five and half per cent, dated the first of November 1930, to be redeemable by the aforesaid municipality of Port Alfred, by annual instalments, plus the interests due with semi-annual coupons, and such until full payment of the said bonds. Tenders for bonds to the same amount will also be received for the redemption in 10 years.

Capital and interest shall be paid at the offices of "La Banque Canadienne Nationale" of the Province of Quebec. Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the said municipality, equal to one per cent (1%) of the amount of the loan.

The cheque of the tenderer whose offer shall be accepted will be remitted to him after the execution of his contract. Each tender must mention whether the price offered includes or does not include the accrued interest.

The bond may be registered. Object of the loan: Equipment of Technical School. Delivery towards January first, at Port Alfred.

The municipality shall not be bound to accept the highest, or any of the tenders.

Port Alfred, November 17th, 1930.

ELZEBERT POULIOT, N. P.,
Secretary-treasurer.

6120-48-2

Province of Quebec, Municipal Corporation of the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui.

Public notice is hereby given, that sealed tenders, addressed to the undersigned, for the purchase of \$69,300.00 of bonds of the corporation of the village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui, bearing interest at 5½% and redeemable as follows: semi-yearly.

\$600.00 at July, 1931, \$700.00 until 1st July, 1934, \$800.00 until 1st July, 1936, \$900.00 until 1st July, 1938, \$1,000.00 until 1st January, 1940, \$1,100.00 until 1st January, 1942, \$1,200.00 until 1st July, 1943, \$1,300.00 until 1st January, 1945, \$1,400.00 until 1st January, 1946, and the balance

1945, \$1,400.00 jusqu'au 1er janvier 1946, et la balance \$39,300.00 le premier de janvier 1946, payables à Montréal, Québec et Amqui à la Banque de Montréal.

Soumissions reçues par le soussigné, jusqu'à sept heures p.m. le 15 décembre 1930.

Ces débetures seront par coupures de \$100.00 et multiples de \$100.00.

Ces obligations au montant de \$69,300.00 sont en renouvellement de la balance d'une émission antérieure faite à courte échéance, suivant la loi, qui deviendra échue le premier janvier 1931, en vertu du règlement No I. L'intérêt sera payable semi-annuellement les premiers juillet et janvier de chaque année.

Ces débetures seront datées du 1er janvier 1931.

Un chèque représentant 1% de l'émission devra accompagner chaque soumission.

Les soumissions seront ouvertes et prises en considération à une séance du conseil Municipal du Village d'Amqui, qui aura lieu lundi, le 15 décembre 1930, à 7 hrs. p.m.

Le conseil ne s'engage à accepter ni la plus haute, ni la plus basse, ni aucune des soumissions. Donnée ce vingtième jour de novembre 1930.

Le secrétaire-trésorier.

6123—48-2

J.-A. BEAULIEU.

\$39,300.00 the 1st January, 1946, payable at Montreal, Quebec and Amqui, at the Bank of Montreal.

Tenders received by the undersigned, until seven o'clock p.m., the 15th of December, 1930.

These debentures will be in denominations of \$100.00 and multiples of \$100.

These bonds to the amount of \$69,300.00 are a renewal of the balance of a previous issue short-dated, in accordance with the law, and which will become due the 1st January, 1931, under the virtue of the by-law No I. The interest will be payable semi-yearly the 1st of January and July of each year.

The debentures will be dated from the 1st of January, 1931.

A check representing 1% of the issue must accompany each tender.

These tenders will be opened and taken in consideration at a meeting of the Municipal council of the village of Amqui, which will be held on Monday, the 15th of December, 1930, at 7 o'clock p.m.

The council does not bind itself to accept the highest or the lowest or any of the tenders.

Given this 20th day of November, 1930.

J. A. BEAULIEU,

Secretary-Treasurer.

6124—48-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No C-56793.

Avis public est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, district de Montréal, rendu le 21 novembre 1930, dans une cause dans laquelle Dame Eglantine Charland, épouse commune en biens de Cléophas Laberge, menuisier, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, des cité et district de Montréal, était demanderesse, et Dame Rébecca Aubry, veuve d'Auguste Forget, ET AL, du même lieu, étaient défendeurs, et Dame Corinne Aubry, épouse de Joseph Dagenais, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, de la ville de Saint-Laurent, dit district, était mise-en-cause, une licitation de la propriété immobilière suivante a été ordonnée, savoir:

Le lot cadastral No 951 du quartier Saint-Jacques, dans la cité et le district de Montréal.

La propriété immobilière ci-haut décrite sera vendue à l'enchère et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur, le NEUVIEME jour de JANVIER 1931, par cette Cour, au Palais de Justice, à Montréal, à DIX heures ET DEMIE du matin, à la chambre 31 ou à toute autre chambre qui pourra alors être désignée pour les fins de la dite vente, sujette aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de la dite Cour. Toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à la dite licitation devront être déposées au greffe du Protonotaire de la dite Cour au moins 12 jours avant la date fixée pour la dite vente, et toutes oppositions à fin de conserver devront être déposées dans les 6 jours suivant l'adjudication, à défaut de quoi le droit de les déposer sera forclos, conformément à la loi.

Montréal, le 6 décembre 1930.

Les avocats de la demanderesse,
6269—49-2 VANIER & VANIER.

Sales by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. C-56,793.

Public notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting at Montreal, district of Montreal, rendered on the 21st day of November, 1930, in a case in which Dame Eglantine Charland, wife common as to property of Cléophas Laberge, carpenter, and the latter to authorize his said wife, of the City and district of Montreal, was plaintiff; and Dame Rebecca Aubry, widow of Auguste Forget, ET AL., of the same place, were defendants, and Dame Corinne Aubry, wife of Joseph Dagenais, and the latter to authorize his said wife, of the town of St. Laurent, said district, was *mise-en-cause*, a licitation of the following immoveable property has been ordered, namely:

The cadastral lot No. 951 of St. James ward, in the city and district of Montreal.

The above described immoveable property will be sold by auction and adjudicated to the highest and last bidder, on the NINTH day of JANUARY, 1931, by this Court, in the Court House, in Montreal, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in room 31, or such other room as might then be designated for the purpose of the said sale, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited at the Prothonotary's office of the said Court. All oppositions to annul, *à fin de charges* or *à fin de distraire* to the said licitation should be filed at the said Prothonotary's office at least 12 days before the date fixed for the said sale, and all oppositions for payment should be filed within 6 days following the adjudication, and in default of which the right to file same will be forfeited, according to law.

Montreal, December 6th, 1930.

VANIER & VANIER,
6270—49-2 Attorneys for plaintiff.

Province de Québec, district de Montréal,
Cour Supérieure, No 1920.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, le 13 janvier 1925, dans une instance en partage engagée par dame Angéline Bourbonnière, épouse judiciairement séparée de corps et de biens d'Harry-Borromée Dumont, médecin à Montréal, et dûment autorisée, et la soussignée dame Emma Bourbonnière, veuve de R.-Eugène Chevrier, en son vivant marchand, du même lieu, Fortunat Bourbonnière, avocat, et J.-S.-Avila Gaudry, tous du même lieu, ordonnant la vente à la folle enchère de ce dernier de l'immeuble suivant: un immeuble situé à Montréal, rue Notre-Dame-Est, désigné au cadastre du village d'Hochelaga, sous le numéro vingt—avec les constructions y érigées, portant les numéros municipaux 3820 et 3826 de la dite rue Notre-Dame Est, ledit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, par le protonotaire de cette Cour, à DIX heures TRENTE du matin, le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1931), dans la salle No 24, au palais de justice à Montréal, sujet aux conditions énoncées dans le cahier des charges homologué le 17 septembre dernier (1930), et déposé au greffe du protonotaire de ladite cour, à la folle enchère du docteur Daniel Plouffe, médecin, à Montréal, en sa qualité de curateur légal dudit défendeur J.-S.-Avila Gaudry; avis est de plus donné par la soussignée tant personnellement que comme cessionnaire subrogée à tous les droits dudit Fortunat Bourbonnière, que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront foreloses du droit de le faire.

La Défenderesse-requérant-revente,
DAME EMMA BOURBONNIERE,
(Veuve de R.-E. Chevrier).

Montréal, le 1er décembre 1930.
3,774, rue Saint-Hubert,
Tél. Lancaster 5348.

6263—49—2

Province de Québec, District de Montréal,
Cour Supérieure, No F-77024. Dame Eveline Dini *et al*, demandeurs; vs Dame Pétronille Dini *et al*, défendeurs.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour de novembre 1930, dans une cause dans laquelle Dame Eveline Dini, épouse séparée de biens de Charles Molinari, artiste musicien, et ledit Charles Molinari, pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, et Humbert *alias* J.-Hubert Dini, comptable, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, dominion du Canada, sont demandeurs et Pétronille *alias* Paula Dini, épouse judiciairement séparée de biens de Téléphore Gaudry, boulanger, et ledit Téléphore Gaudry, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, et Victor Dini, commis, Alphonse Dini, commis, Jean Dini, commis, et Jeanne Dini, épouse séparée de biens de J.-Aurèle Geoffrion, chirurgien-dentiste, et ledit J.-Aurèle Geoffrion, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des pré-

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. 1920.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on January 13, 1925, in a cause where Dame Angelina Bourbonniere, wife judicially separate as to bed and board of Harry Borromee Dumont, physician, of Montreal, is plaintiff, and the undersigned Dame Emma Bourbonniere, widow of R. Eugene Chevrier, in his lifetime, merchant, of Montreal, Fortunat Bourbonniere, advocate, and J. S. Avila Gaudry, all of Montreal, ordering the licitation of the following immovable, described as follows, to wit: A property situated in the city of Montreal, on Notre Dame Street East, bearing No. twenty (20) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga—with all buildings thereon erected, bearing the civic numbers 3820 and 3826 Notre Dame Street East, the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder by the prothonotary of this Court, at HALF PAST TEN of the forenoon on the EIGHTH day of JANUARY next, (1931), in room No. 24, of the Court House, in Montreal, for false building of Doctor Daniel Plouffe, physician, of Montreal, being the legal curator of the said J. S. Avila Gaudry, one of the defendants, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges homologated on September 17th., (1930), and deposited in the office of the prothonotary of the said Court; notice is also given by the undersigned, as well personally as subrogated assignee of the said Fortunat Bourbonniere, that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

DAME EMMA BOURBONNIERE,
(Widow of R. E. Chevrier),
Defendant-Petitioner for resale.

Montreal, December 1st., 1930.
3,774, Saint Hubert Street,
Tel. Lancaster, 5348.

6264—49—2

Province of Quebec, District of Montreal,
Superior Court, No. F-77024. Dame Eveline Dini *et al*, plaintiffs; vs Dame Petronille Dini *et al*, defendants.

Public notice is hereby given, that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the eleventh day of November 1930, in a case in which Dame Eveline Dini, wife separated as to property from Charles Molinari, artist, and the said Charles Molinari to authorize his said wife to these presents, both of the city of Montreal, and Humbert *alias* J. Hubert Dini, of the city of Toronto, in the province of Ontario, dominion of Canada, accountant, are plaintiffs; and Petronille *alias* Paula Dini, wife judicially separated as to property from Téléphore Gaudry, baker, and the said Téléphore Gaudry to authorize his said wife to these presents, and Victor Dini, clerk, Alphonse Dini, clerk, Jean Dini, clerk, and Jeanne Dini, wife separated as to property from J. Aurèle Geoffrion, surgeon dentist, and the said J. Aurèle Geoffrion to authorize his said wife to these presents, all of the said city of Montreal, are defendants, autho-

sente, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous les numéros 1, 2 et 3 du lot originaire numéro 509 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal, avec les immeubles dessus y érigés et portant les numéros civiques 1449 à 1465 inclusivement de la rue de Bullion (autrefois Cadieux), en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-TROISIEME jour de DECEMBRE prochain, Cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 17 novembre, 1930.

Le procureur des demandeurs,
5989—47-2 LOUIS ST-GERMAIN.

izing the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A lot of land known and designated under the numbers 1, 2 and 3 of the original lot number 509 of the original plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with the building erected thereon and bearing civic numbers 1449 to 1465 inclusively of de Bullion Street (formerly Cadieux) in the said city of Montreal.

The immoveables above designated will be put at auction and adjudged to the highest bidder on the TWENTY-THIRD day of DECEMBER next (1930) open Court, in the Court Room of the Superior Court of the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited with the *Grefie* of the Prothonotary of the said Court; and all opposition *afin d'annuler, afin de charge or afin de distraire* to the said licitation, should be deposited with the *Grefie* of the Prothonotary of the said Court within twelve days before the date mentioned for the sale and adjudication, and all opposition *afin de conserver* should be deposited within six days after the adjudication, and by default by the parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed of doing so.

Montreal, November 17th, 1930.

LOUIS ST-GERMAIN,
5990—47-2 Attorney for plaintiff.

Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No 6074.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 19 novembre 1930, dans une cause dans laquelle Louis Guertin, bourgeois, Ernest Allard, maçon, tous deux de la ville de Léry, district de Beauharnois, Jean-Baptiste Allard, de la paroisse de Saint-Lazare, district de Montréal, Dame Marie Allard, de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, veuve de Eugène Chauvin, en son vivant journalier, du même lieu, Dame Virginia Allard, épouse commune en biens de Jérémie Amyotte, journalier, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, district de Beauharnois, et ledit Jérémie Amyotte, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Josaphat Allard, maçon, de la ville de Léry, district de Beauharnois, Napoléon Allard, des cité et district de Montréal, Dame Rose-Anna Allard, épouse commune en biens de Louis Duranceau, ouvrier, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, district de Beauharnois, et ledit Louis Duranceau, tant personnellement que pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Clara Allard, épouse commune en biens de Louis Lalumière, poissonnier, de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, district de Beauharnois, et ledit Louis Lalumière, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Dame Marie-Louise Allard, épouse commune en biens de Ludger Allard, cultivateur, de la ville de Léry, district de Beauharnois, et ledit Ludger Allard, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, Edward Dixon, charpentier, William Dixon, teinturier, Samuel Dixon, employé de chemin de fer, ces trois derniers de la ville de Malone, Etats-Unis d'Amérique, George Dixon, de White Plains, Etats-Unis d'Amérique, Dame Rose-Anna Larocque, de la paroisse de Actonvale, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Hector

Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, No. 6074.

Notice is hereby given that pursuant to a judgment of the Superior Court, sitting at Valleyfield, in the District of Beauharnois, on November 19th, 1930, in a cause in which Louis Guertin, bourgeois, Ernest Allard, mason, both of the Town of De Lery, District of Beauharnois, Jean Baptiste Allard, of the Parish of Saint Lazare, District of Montreal, Dame Marie Allard, of the City of Salaberry de Valleyfield, District of Beauharnois, widow of Eugene Chauvin, in his lifetime laborer, of the same place, Dame Virginia Allard, wife common as to property of Jeremie Amyotte, laborer, of the Parish of Saint Joachim de Chateauguay, District of Beauharnois, and the said Jeremie Amyotte, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Josaphat Allard, mason, of the Town of De Lery, District of Beauharnois, Napoleon Allard, of the City and District of Montreal, Dame Rose Anna Allard, wife common as to property of Louis Duranceau, workman, of the Parish of Saint Joachim de Chateauguay, District of Beauharnois, and the said Louis Duranceau, both personally and to authorize his wife for the purposes hereof, Dame Clara Allard, wife common as to property of Louis Lalumiere, fishmonger, of the Parish of Saint Joachim de Chateauguay, District of Beauharnois, and the said Louis Lalumiere both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, Dame Marie Louise Allard, wife common as to property of Ludger Allard, farmer, of the Town of De Lery, District of Beauharnois, and the said Ludger Allard, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, Edward Dixon, carpenter, William Dixon, dyer, Samuel Dixon, railway employee, these three latter of the Town of Malone, United States of America, George Dixon, of White Plains, United States of America, Dame Rose Anna Larocque, of the Parish of Actonvale, District of Saint Hyacinthe, wife common as to

Morel, cultivateur, du même lieu, et ledit Hector Morel, tant personnellement que pour autoriser sadite épouse aux fins des présentes, sont demandeurs; contre Dame Rose Dixon, épouse séparée de biens de George Rowe, mécanicien, de Jersey City, Etats-Unis d'Amérique et ledit George Rowe, tant personnellement que pour assister son épouse aux fins des présentes, Al'ed Dixon, de Jersey City, Etats-Unis d'Amérique, Dame Rose-Anna Allard, épouse séparée de biens de William Martineau, bijoutier, de Woonsocket, Etats-Unis d'Amérique, et ledit William Martineau, tant personnellement que pour assister son épouse aux fins des présentes, Dame Lilian Allard, épouse séparée de biens de Antonio Mailloux, contremaître, de Woonsocket, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Antonio Mailloux, tant personnellement que pour assister sadite épouse aux fins des présentes, Dame Florence Allard, épouse séparée de biens de Ernest Blanchette, mécanicien, de Woonsocket, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Ernest Blanchette, tant personnellement que pour assister son épouse aux fins des présentes, Albert Allard, commerçant, et Edgar-C. Allard, contremaître, tous deux de la ville de Woonsocket, Etats-Unis d'Amérique, Dame Dora Allard, épouse séparée de biens de Wil rid Lacroix, marchand, de Forestdale, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Wilfrid Lacroix, tant personnellement que pour assister sadite épouse aux fins des présentes, Dame Eva Allard, épouse séparée de biens de Robert C. Peck, agent de publicité, de Dallas, Etat du Texas, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Robert C. Peck, tant personnellement que pour assister sadite épouse aux fins des présentes, Dame Marie Louise Allard, épouse séparée de biens de J. Starr, pharmacien, de Dallas, Etat du Texas, Etats-Unis d'Amérique, et ledit J. Starr, tant personnellement que pour assister son épouse aux fins des présentes, demoiselle Cécilia Allard, fille majeure et usant de ses droits, de Dallas, Etat du Texas, Etats-Unis d'Amérique, Dame Régina Larocque, épouse séparée de biens de Hector Cazeault, de Forestdale, Etats-Unis d'Amérique, et ledit Hector Cazeault, tant personnellement que pour assister sadite épouse aux fins des présentes, Philippe Allard, de Los Angeles Etats-Unis d'Amérique, et Dame Emma Allard, gardienne dudit Philippe Allard, son époux, es-qualité, Aldéric Allard, restaurateur, de Glendale, Californie, Etats-Unis d'Amérique, Eugène Allard, de Superior, Wisconsin, Etats-Unis d'Amérique, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro trois cent cinquante-sept aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim-de-Châteauguay, au bureau d'enregistrement du comté de Châteauguay—avec bâtisses y érigées, moins une parcelle de terrain de forme irrégulière mesurant cent deux pieds et trois dixièmes, dans sa ligne sud-ouest, deux cent trente-cinq pieds et deux dixièmes pour une partie et quarante-trois pieds pour une autre partie dans sa ligne nord-ouest, quatre-vingt-dix pieds et huit dixièmes dans sa ligne nord-est, deux cent soixante-quatorze pieds et huit dixièmes dans sa ligne sud-est, et bornée: au nord-ouest, partie par le terrain du chemin de fer "St. Lawrence & Adirondack Railway Company," lot numéro 379 et partie par le lot numéro 358; au nord-est, par le lot No 356; au sud-est par le résidu du lot No 357; au sud-ouest par le lot No 359, appartenant, ladite parcelle de terrain, à "The Canadian Light & Power Company". L'immeuble ci-dessus désigné comme le lot No 357, moins la parcelle de ter-

property of Hector Morel, farmer, of the same place, and the said Hector Morel, both personally and to authorize his said wife for the purposes hereof, are plaintiffs; against Dame Rose Dixon, wife separate as to property of George Rowe, mechanic, of Jersey City, United States of America, and the said George Rowe, both personally and to assist his wife for the purposes hereof, Alfred Dixon, of Jersey City, United States of America, Dame Rose Anna Allard, wife separate as to property of William Martineau, jeweller, of Woonsocket, United States of America, and the said William Martineau, both personally and to assist his wife for the purposes hereof, Dame Lilian Allard, wife separate as to property of Antonio Mailloux, foreman, of Woonsocket, United States of America, and the said Antonio Mailloux, both personally and to assist his said wife for the purposes hereof, Dame Florence Allard, wife separate as to property of Ernest Blanchette, mechanic, of Woonsocket, United States of America, and the said Ernest Blanchette, both personally and to assist his wife for the purposes hereof, Albert Allard, trader, and Edgar C. Allard, foreman, both of the Town of Woonsocket, United States of America, Dame Dora Allard, wife separate as to property of Wilfrid Lacroix, merchant, of Forestdale, United States of America, and the said Wilfrid Lacroix, both personally and to assist his said wife for the purposes hereof, Dame Eva Allard, wife separate as to property of Robert C. Peck, publicity agent, of Dallas, State of Texas, United States of America, and the said Robert C. Peck, both personally and to assist his said wife for the purposes hereof, Dame Marie Louise Allard, wife separate as to property of J. Starr, pharmacist, of Dallas, State of Texas, United States of America, and the said J. Starr, both personally and to assist his wife for the purposes hereof, Miss Cecilia Allard, spinster in the use of her rights, of Dallas, State of Texas, United States of America, Dame Regina Larocque, wife separate as to property of Hector Cazeault, of Forestdale, United States of America, and the said Hector Cazeault, both personally and to assist his said wife for the purposes hereof, Philippe Allard, of Los Angeles, United States of America, and Dame Emma Allard, guardian of the said Philippe Allard, her husband, es-qualite, Alderic Allard, restaurant keeper, of Glendale, California, United States of America, Eugene Allard, of Superior, Wisconsin, United States of America, are Defendants, ordering the licitation of certain immovables designated as follows, to wit:

A lot of land known and designated under number three hundred and fifty seven on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Joachim de Chateauguay, in the registration office for the County of Chateauguay—with buildings thereon erected, less a parcel of land of irregular outline measuring one hundred and two feet and three tenths, in its Southwest line, two hundred and thirty five feet and two tenths for a part and forty three feet for another part, in its Northwest line, ninety feet and eight tenths in its Northeast line, two hundred and seventy four feet and eight tenths, in its Southeast line, and bounded: on the Northwest, partly by the land of the "St. Lawrence & Adirondack Railway Company", lot No. 379, and partly by lot number 358; on the Northeast by lot No. 356; on the Southeast by the residue of lot 357; on the Southwest by lot No. 359, belonging, the said parcel of land, to the "Canadian Light & Power Company". The immovable hereabove designated as lot No. 357, less the parcel of land

rain décrite plus haut, sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIXIEME tour de JANVIER 1931, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Beauharnois, au palais de justice de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Valleyfield, le 20 novembre 1930.

Le procureur des demandeurs,
ROMUALD ROY.

6125-48-2

described above, shall be put to auction and adjudged to the highest and last bidder on the TENTH of JANUARY, 1931, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Beauharnois, at the Court House in the City of Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Valleyfield, November 20th., 1930.

ROMUALD ROY,
Attorney for Plaintiffs.
6126-48-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

VILLE DE RICHMOND.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Richmond, que les lots suivants situés dans les limites de la ville de Richmond, seront vendus à l'enchère publique au bureau du Conseil à l'Hôtel de Ville de la dite ville de Richmond le TRENTIEME jour du mois de DÉCEMBRE, 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et scolaires et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, savoir:

TOWN OF RICHMOND.

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary Treasurer of the town of Richmond, that the following lots situated in the Town of Richmond, will be sold by public auction at the office of the Council at the Town Hall in the said Town of Richmond, on TUESDAY, the THIRTIETH day of the month of DECEMBER 1930, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal and school taxes and other impositions and costs incurred by the sale, to wit:

Noms — Names	No du lot — No. of lot	Montant réclaté — Amount claimed
W. S. Barrie.....	Lot cadastral No 44—Cadastral lot No. 44.....	\$ 43.75
Mathews & Lyster, in trust.....	Le résidu du lot cadastral No 106 contenant 43'6" par 175'6" plus ou moins, borné au sud-ouest par la rue du Collège, par le sud-est par l'Avenue Laurier, par le nord-est par le lot cadastral No 105, et par le nord-ouest par le lot cadastral No 107—The residue of cadastral lot No. 106 containing 43' 6" by 175'6", more or less; bounded on the South West by College Street, on the South East by Laurier Ave., on the North East by cadastral lot No. 105, and on the North West by cadastral lot No. 107.....	\$ 93.87

Donné à Richmond, ce vingt-quatrième jour du mois de novembre mil neuf cent trente.

Le secrétaire-trésorier de la corporation de la ville de Richmond,
6141-48-2

CAMILLE DUPUIS, N.P.

Given at Richmond, this twenty fourth day of November, (1930), nineteen hundred and thirty.

CAMILLE DUPUIS, N.P.,
Secretary Treasurer of the Corporation of the Town of Richmond.
6142-48-2

PROVINCE DE QUEBEC.—DISTRICT DE MONTREAL. PROVINCE OF QUEBEC.—DISTRICT OF MONTREAL.

VILLE LASALLE

TOWN OF LASALLE.

Avis public est par les présentes donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique, à la salle de l'Hôtel-de-Ville, dans la Ville Lasalle, au No 13 Avenue Strathyre, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non payées et les intérêts mentionnées dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que les dites taxes, intérêts et frais soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by public auction in the office of the Town Hall, in the Town of Lasalle, 13 Strathyre Avenue, the TWENTY NINTH day of DECEMBER, 1930, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

Nom Name	No du cad., paroisse de Lachine Cad. number, parish of Lachine	Subv.	Taxes municipales Municipal taxes	Intérêts Interest	Total
Inconnu-Unknown.....	(Cherry Lane). Une lisière de terrain (ancien chemin public) environ 28 pieds de largeur par 4030 pieds de longueur mesure anglaise, bornée vers le sud par le Chemin Lasalle, vers l'est par une partie non subdivisée du lot No 955 et les lots 955-4 à 24 inclusivement; 955-39 955-40 et 34 desdits plan et livre de renvoi; vers l'ouest par les lots Nos 947 et 948; vers le nord par une partie non subdivisée du lot No 955—sans bâtisse; à distraire les parties de ce terrain homologuées comme rues projetées et le terrain nécessaire au prolongement vers l'ouest et en ligne droite de la rue Centrale à travers cette lisière de terrain—(Cherry Lane). A strip of land (former public road) of about 28 feet in width by 4030 feet in length, English measure, bounded on the South by the Lasalle Road, on the East by a non-subdivided part of lot No. 955 and lots 955-4 to 24 inclusively; 955-39, 955-40 and 34 of the said plan and book of reference; on the West by lots Nos 947 and 948; on the North by a non-subdivided part of lot No. 955—without buildings; to be withdrawn, those parts of such lot of land homologated as projected streets and the land required for the extension, towards the West and in a straight line, of Central street, through such strip of land.....		\$ 143.46	\$ 25.40	\$168.86
Inconnu-Unknown.....	(Pt. 998). Une partie du lot No 998 mesurant 40 pieds de largeur par la profondeur du lot, sans bâtisse, moins les parties expropriées par le chemin de fer Canadien du Pacifique pour droit de passage (Lasalle Loop Line) et par la cité de Montréal pour l'élargissement de l'aqueduc; ladite partie de lot bornée au sud-ouest par une autre lisière du lot No 998 mesurant 45 pieds de largeur appartenant à Dame Philomène Décarie, veuve de Israel-Louis Lafleur et voisine du lot No 997; vers le nord par une autre partie dudit lot No 998 appartenant à dame Véronique Hurtibise, veuve de Gabriel Décarie, G. Décarie, Eustache Décarie, Véronique Décarie, Imelda Décarie, épouse de Xavier Leduc, Victor Décarie personnellement et es-qualité, Domithilde Décarie, épouse de Wilfrid Poirier, Albert Décarie, Ernest Décarie ou représentants—(Pt. 998). A part of lot No. 998, measuring 40 feet in width by the depth of the lot—without buildings, minus those parts expropriated by the Canadian Pacific Railway for right of way (Lasalle Loop Line) and by the City of Montreal, for the enlargement of the waterworks; the said part of lot bounded on the South West by another strip of lot No. 998, measuring 45 feet in width, belonging to Dame Philomène Décarie, widow of Israel Louis Lafleur and neighbouring lot No. 997; on the North by another part of said lot No. 998, belonging to Dame Veronique Hurtibise, widow of Gabriel Décarie, G. Décarie, Eustache Décarie, Véronique Décarie, Imelda Décarie, widow of Xavier Leduc, Victor Décarie, personally and es-qualité, Domithilde Décarie, wife of Wilfrid Poirier, Albert Décarie, Ernest Décarie or representatives.....		16.00	.90	16.90
Succ.-Est. Adelard Martin. (J.-Albert Lejour, syndic-Trustee.	940.....	383	4.80	0.20	5.00
Succ.-Est. Joseph Bourque.	996.....	458	39.37	3.28	43.65

Donné à Ville Lasalle, ce 26ème jour de novembre 1930.

Le secrétaire-trésorier de la Ville Lasalle,

6249—49-2

S. LEFEBVRE.

Given at the Town of Lasalle, this 26th day of November, 1930.

S. LEFEBVRE,
6250—49-2 Secretary-treasurer of the Town
of Lasalle.

CITE DE SAINT-LAMBERT

CITY OF ST. LAMBERT

Avis public est par les présentes donné par le sousigné, greffier de la cité de Saint-Lambert, que les lots suivants, situés dans les limites de la cité de Saint-Lambert, seront vendus à l'enchère publique au bureau du Conseil, à l'Hôtel de Ville de la dite cité de Saint-Lambert, le VINGT-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales et spéciales, et autres impositions, ainsi que les frais encourus pour et par la vente, savoir:

Public notice is hereby given by the undersigned, City Clerk of the City of St. Lambert, that the following lots situated in the City of St. Lambert, will be sold by public auction at the office of the Council at the City Hall, in the said City of St. Lambert, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER, 1930, at (10) TEN o'clock in the forenoon, for Municipal and Special taxes and other impositions and costs incurred by the sale, to wit:

No	Propriétaire cotisé Assessed Proprietor	Numéro du cadastre Cadastral number	Subdivision	Taxes municipales et spéciales Municipal and special taxes	Intérêt Interest	Frais Cost	Total
1	Elzéar Lalonde.....	161	897	\$ 133.71	\$ 10.08	\$ 9.00	\$152.79
2	J.-R. Laberge.....	161	680	237.56	11.88	10.00	259.44
3	R. I. MacLeay.....	161	698	200.20	12.76	9.75	222.71
4	Dame-Mrs Marjorie Bird.....	161	1016	61.78	4.68	8.75	75.21
5	A.-J. Patenaude.....	161	929	55.26	5.31	8.75	69.32
	A.-J. Patenaude.....	161	930	188.84	22.54	9.10	220.48
6	Dame-Mrs Edna Herrin in trust pour-for Russell Howard Stevens.....	161	1283	107.25	12.34	9.00	128.59
	George W. Taylor.....	161	540	126.86	12.96	9.00	148.82
7	David Tait.....	161	1465	12.69	1.50	8.75	22.94
8	David Tait.....	161	1466	12.69	1.50	8.75	22.94
	Mlle-Miss Jeanne Tait.....	161	1489	12.69	1.50	8.75	22.94
9	Mme-Mrs. Laura White et al.....	161	1421	70.84	6.12	8.85	85.81
10	Dame E. H. Fairweather.....	161	817	183.66	18.04	9.20	210.90
11	Harry Gatward.....	161	912	157.64	18.72	9.75	186.11
12	Dame W. T. A. Green.....	161	919	130.91	12.34	9.75	153.00
13	Paul Genereux.....	161	1179	114.82	14.76	9.50	139.08
14	H. J. Howell.....	161	349	158.73	12.60	10.00	181.33
15	H. J. Howell.....	161	350	158.73	12.60	10.00	181.33
	Rodolphe Hamel.....	161	415	188.01	11.16	10.00	209.17
16	Dame Adie Mary Hall.....	161	1044	70.11	2.88	9.00	81.99
17	A. L. Holloway.....	161	1286	103.33	12.04	9.50	124.87
18	A. L. Holloway.....	161	1287	103.34	12.04	9.50	124.88
19	P. M. Jackson.....	161	1306	86.88	10.32	9.50	106.70
	P. M. Jackson.....	161	1307	257.01	30.32	11.00	298.33
20	Marjorie E. Kerr.....	161	407	285.65	29.76	11.00	326.41
21	Denis Bernier.....	161	1057	171.42	20.52	10.00	201.94
22	Dame F.-X. Beaudry.....	161	1744	108.26	10.32	9.50	128.08
	" " " ".....	161	1745	108.27	10.32	9.50	128.09
	" " " ".....	161	1746	108.26	10.32	9.50	128.08
	" " " ".....	161	1496	12.69	1.50	8.75	22.94
23	F. Buckingham.....	161	1046	72.20	6.00	9.00	87.20
24	John S. Coffin.....	161	1302	178.64	18.72	10.00	207.36
25	Dame H. Currie.....	161	1303	178.66	18.72	10.00	207.38
	Dame H. Currie.....	162	1474	96.73	11.52	9.00	117.25
26	Adrien Menard.....	162	1475	96.74	11.52	9.00	117.26
	Adrien Menard.....	162	2103	143.29	3.35	9.50	156.14
27	Mlle-Miss Mary E. Mott.....	162	1184	96.74	9.24	9.25	115.23
28	George Gilbert Wilding.....	162	1185	62.40	7.20	9.25	78.85
29	Gilbert George Wilding.....	162	1489	192.60	23.04	10.25	229.49
30	W. P. de la Haye.....	162	2497	50.60	6.00	9.15	65.75
31	Succ.-Estate Dame C. T. Bale.....	162	2498	50.60	6.00	9.15	65.75
	" " " ".....	162	2499	50.60	6.00	9.15	65.75
	" " " ".....	162	2500	50.60	6.00	9.15	65.75
	" " " ".....	162	2501	50.60	6.00	9.15	65.75
	" " " ".....	162	2502	50.60	6.00	9.15	65.75
	" " " ".....	162	959	99.48	11.76	9.10	120.34
32	Wm Kelly.....	162	1811	191.92	22.80	10.10	224.82
33	Ed. Brossard.....	162	1812	191.92	22.80	10.10	224.82
	" " " ".....	162	1813	296.64	40.56	10.10	348.30
34	Mederic Bouchard.....	162	2093	189.58	22.44	10.10	221.12
	" " " ".....	162	2094	189.58	22.44	10.10	221.12
	" " " ".....	162	2405	196.63	23.40	10.25	230.28
	" " " ".....	162	2406	196.69	23.40	10.25	230.34
35	Dame Francisca Rosa Lavigne, veuve de-widow of John A. Learmonth.....	266	141	5.94	36	1.10	7.40
	" " " ".....	266	248	5.94	36	1.10	7.40
	" " " ".....	273	74				
36	W. H. Maxwell.....	262	33	683.59	81.84	18.25	783.68
37	Albini Roy.....	262	22	180.21	21.21	10.10	211.52
38	Mlle-Mias Rosalind Stone.....	262	141	16.74	1.92	8.50	27.16
	" " " ".....	262	142	16.74	1.92	8.50	27.16
	" " " ".....	262	5	115.11	14.00	9.00	138.11
	" " " ".....	262	6	115.80	13.68	9.00	138.48

No	Propriétaire cotisé Assessed Proprietor	Numéro du cadastre Cadastral number	Subdivision	Taxes municipales et spéciales Municipal and special taxes	Intérêt Interest	Frais Cost	Total
	Mlle-Miss Rosalind Stone	262	7	109.08	12.96	9.00	131.04
	" " "	262	8	102.51	12.24	9.00	123.75
	" " "	262	9	104.19	12.36	9.00	125.55
	" " "	262	10	103.98	12.36	9.00	125.34
	" " "	262	11	103.83	12.35	9.00	125.18
39	E. I. Brown	262	12	467.29	54.72	53.50	565.51
40	Hugh W. Church	261	256	18.69	2.16	8.75	29.60
41	Rotheay Realty Co.	261	255	24.52	2.88	8.75	36.15
	Rotheay Realty Co.	261	320	34.94	4.20	8.75	47.89
42	Tnos. J. Durick	261	321	24.53	4.20	8.75	37.48
	" " "	261	322	24.52	4.20	8.75	37.47
	" " "	261	323	24.52	4.20	8.75	37.47
43	Frank Hart	261	333	6.98	.83	8.50	16.31
44	Edward S. R. Murray	261	348	14.00	1.68	8.50	24.18
	" " "	261	349	14.00	1.68	8.50	24.18
	" " "	261	350	14.00	1.68	8.50	24.18
45	Dame A. W. M. Mulhstock	264	507	55.72	6.61	9.20	71.53
46	Fred. W. Pincock	264	776	12.46	1.48	8.75	22.69
47	Walter James Scott	264	414	121.59	14.52	9.20	145.31
48	Dame W. Taylor, veuve de-widow of W. G. Scott	264	399	244.51	29.16	10.10	283.77
49	J. H. Tuckwell	264	754	8.01	.96	8.50	17.46
50	Ernest Geo. Yeates	264	333	11.88	1.41	8.50	21.79
	Ernest Geo. Yeates	264	334	11.88	1.41	8.50	21.79
51	Riera Estates Ltd, autrefois-formerly Riviera Realty Com- pany	264	349	11.88	1.41	8.50	21.79
	Riviera Estates Ltd.	264	315	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	316	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	293	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	294	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	295	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	296	10.80	1.26	8.50	20.56
	" " "	264	350	11.88	1.41	8.50	21.79
	" " "	264	321	10.76	1.24	8.50	20.50
52	Dame Margaret Thomas	264	586	24.30	2.21	8.50	35.01
	" " "	264	587	14.88	1.77	8.50	25.15
	" " "	263	320	37.74	4.52	8.50	50.76
53	John E. Peterson	263	246	40.22	4.80	8.50	53.52
54	Dame Ada Ethel Swinburne, épouse de-wife of John Archi- bald Craig	263	87	313.08	37.56	10.70	361.33
55	Arthur H. Swinburne	263	86	289.82	37.56	10.70	338.08
56	Wm. J. Ryan	263	75	307.55	36.85	11.00	355.40
57	Geo. R. Long	264	467	50.22	6.04	8.10	64.36
	Geo. R. Long	264	487	67.02	8.04	8.20	83.26
58	N. John Barrie	264	416	292.98	35.40	10.30	338.68
59	Russell Wray Burgess	264	339	8.91	1.06	7.10	17.07
	" " "	264	340	8.91	1.06	7.10	17.07
	" " "	264	305	8.10	.97	7.10	16.17
	" " "	264	306	8.10	.97	7.10	16.17
	" " "	264	300	8.10	.97	7.10	16.17
	" " "	264	299	8.10	.97	7.10	16.17
	" " "	264	298	8.10	.97	7.10	16.17
	" " "	264	297	8.10	.97	7.10	16.17
60	Wolfe Rosenberg	273	319	7.80	.93	6.40	15.13
61	Kathryn M. Rhodes	273	426	11.28	1.35	7.00	19.63
	" " "	273	427	11.28	1.35	7.00	19.63
	" " "	273	428	11.28	1.35	7.00	19.63
	" " "	273	450	18.12	2.17	8.10	28.39
	" " "	273	451	15.18	1.81	7.50	24.49
62	Dame Helen Krowles, épouse de-wife of David H. Scott	273	269	9.72	1.16	6.80	17.68
	Dame Helen Krowles	273	270	9.72	1.16	6.80	17.68
	" " "	273	271	9.72	1.16	6.80	17.68
	" " "	273	272	9.72	1.16	6.80	17.68
	" " "	273	273	9.72	1.16	6.80	17.68
	" " "	273	274	9.72	1.16	6.80	17.68
63	John P. Fitzpatrick	273	443	13.55	1.63	8.50	23.68
64	Dame Jane Boddy	273	151				
	Dame Jane Boddy	266	257	6.12	.73	4.15	11.00
65	Elphege Belaire	273	311	4.90	.59	4.10	9.59
66	John Burke	266	150	11.28	1.35	8.50	21.13
	John Burke	266	192	12.42	1.46	8.50	22.38
67	Ernest F. G. Sinton	266	235	17.99	1.20	8.50	27.69
	Ernest F. G. Sinton	266	236	18.00	1.20	8.50	27.70
68	Hubert W. Horsfall	259	250	383.85	29.97	11.00	424.82
69	Hyman Diamond	256	57	38.54	5.40	8.75	50.69
	Hyman Diamond	257	5				
70	Pierre Roy et-and Albini Roy	270	29	20.76	1.00	8.75	30.51
	" " "	270	30	20.82	1.01	8.75	30.58
	" " "	270	31	42.66	2.97	8.75	53.48
71	Alfred Tencer & David Shapiro	261	19	69.48	8.67	8.85	87.00
	" " "	261	20	69.48	8.67	8.85	87.00
	" " "	261	21	69.51	8.67	8.85	87.03
72	Succession-Estate Robert D. Boyle	161	1804	129.74	13.40	9.00	152.14
	" " "	161	1805	168.56	17.50	9.00	195.06
	" " "	161	1777	12.36	1.49	8.50	22.35
	" " "	161	1729	111.89	11.56	8.75	132.20

No	Propriétaire cotisé — Assessed Proprietor	Numéro du cadastre — Cadastral number	Subdivision	Taxes municipales et spéciales — Municipal and special taxes	Intérêt — Interest	Frais — Cost	Total
	Succession-Estate Robert D. Boyle.....	161	1730	111.66	11.56	8.75	131.97
	" " " ".....	161	1668	112.23	11.56	8.75	132.54
	" " " ".....	161	1772	12.39	1.50	8.50	22.39
	" " " ".....	161	1773	12.36	1.49	8.50	22.35
	" " " ".....	161	1774	12.39	1.50	8.50	22.39
	" " " ".....	161	1775	12.36	1.49	8.50	22.35
	" " " ".....	161	1776	12.39	1.50	8.50	22.39
73	Wm. E. A. Lawton.....	161	1064	125.46	15.01	9.00	149.47
	Wm. E. A. Lawton.....	161	1065	69.04	9.48	8.75	87.27
74	Arthur L. Moran.....	161	1015	39.24	4.68	8.50	52.42
75	Dame S. W. McMackin.....	161	1312	101.88	12.12	9.00	123.00
76	Hugh A. C. McKinnon.....	161	1360	168.96	7.64	9.20	185.80
	" " " ".....	161	1361	168.97	7.65	9.20	185.82
	" " " ".....	161	1362	168.96	7.64	9.20	185.80
	" " " ".....	161	1363	173.35	7.65	9.20	190.20
77	John McKim.....	161	650	52.23	6.12	8.75	67.10
	John McKim.....	161	651	52.23	6.12	8.75	67.10
78	E. M. Sipprell.....	161	832	119.36	14.16	9.10	142.62
79	Dame A. McCulloch.....	161	1180	179.52	21.38	10.00	210.90
80	Succession-Estate Late John Oag.....	161	1006	169.58	18.96	10.10	198.64
	" " " ".....	161	1007	169.58	18.96	10.10	198.64
	" " " ".....	161	1008	169.60	18.96	10.10	198.66
	" " " ".....	161	1010	169.59	18.96	10.10	198.65
81	Geo. Pelletier.....	161	1055	103.80	12.36	9.20	125.36
82	C. H. Pattison.....	161	1089	65.94	9.00	9.00	83.94
83	Raoul Poitras.....	161	920	97.65	11.74	9.00	118.39
84	St. Lambert Land Co.....	161	1160	116.37	13.80	9.20	139.37
85	Edna Irene Dumaresq.....	262	151	33.48	4.02	8.75	46.25
	Edna Irene Dumaresq.....	262	112	33.48	4.02	8.75	46.25
86	G. H. V. Naylor.....	262	18	135.80	16.08	9.20	161.08
	G. H. V. Naylor.....	262	19	135.81	16.08	9.20	161.09
87	Geo. N. Wight.....	261	6	51.68	6.01	8.75	66.44
	Geo. N. Wight.....	261	7	51.68	6.01	8.75	66.44
88	Matilda Tuff, veuve de-widow of Alfred G. Doudiet & suc- cession-Estate Late David Tuff.....	258	92	183.90	14.16	9.60	207.66
89	Angus MacLeod.....	271	300	20.82	3.36	8.75	32.93
90	W. D. MacLean.....	162	1124				
	" " " ".....	162	1114-14	167.03	20.04	9.10	196.17
	" " " ".....	162	1114-17	167.03	20.04	9.10	196.17
	" " " ".....	162	1123				
91	Dame Livella Shulto, veuve de-widow of Wm. E. Wade....	264	181	32.42	3.80	8.75	44.97
	Dame Livella Shulto.....	261	313	4.66	.55	8.50	13.71
	Dame Livella Shulto.....	261	314	4.66	.55	8.50	13.71
92	Dame Margaret Reid, épouse de-wife of Rance Thomas....	264	472	117.37	13.80	9.10	140.27
93	W. Perth Purdon.....	266	1	9.88	1.17	8.50	19.55
	W. Perth Purdon.....	266	2	9.80	1.17	8.50	19.56
94	E. G. Vroom Ltd.....	259	218A	57.78	7.20	9.50	74.48
	E. G. Vroom Ltd.....	259	218B	57.78	7.20	9.50	74.48

Donné à Daint-Lambert, ce 1er jour du mois de décembre mil neuf cent trente.

Le greffier de la Cité de Saint-Lambert,
6247—49-2 JAMES-R. BEATTY.

Given at St. Lambert, this 1st day of December, (1930) nineteen hundred and thirty.

JAMES R. BEATTY,
6248—49-2 City Clerk of St. Lambert.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit à Thetford Mines,
District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { A DELARD BOUR-
No 411. { GAULT, deman-
deur; vs WILFRID ST-PIERRE, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. La subdivision soixante-six du lot deux cent onze (211-66) du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford-

4

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court at Thetford Mines,
District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { A DELARD BOUR-
No. 411. { GAULT, plaintiff;
vs WILFRID ST-PIERRE, defendant.

As belonging to said defendant:

1. The subdivision 66 of lot 211 of the official plan and book of reference for the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines—

Mines, ainsi que les bâtisses dessus érigées, les bâtisses saisies en cette cause sont érigées sur un lot concédé par l'Asbestos Corporation, Limited, par acte devant V.-J. Morisset, N.P., le 29 juin 1929, enregistré au bureau d'enregistrement à Thetford Mines, le 2 juillet 1929, sous le No 2512, et le dit emplacement est sujet au paiement d'une rente ou canon emphytéotique de \$25.00 par an, le 1er juillet de chaque année et d'avance ainsi qu'à toutes les autres réserves, clauses et restrictions contenues en l'acte précité;

2. Un certain emplacement irrégulier et en forme de pointe, faisant partie du lot cadastral deux cent onze (211) du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines, et est borné d'un côté, au nord-ouest par le terrain de la Bell's Asbestos Mines et de l'autre côté, savoir le sud-est, par le tas de rebuts (dump) de la dite Asbestos Corporation, Limited, et en face c'est-à-dire du côté sud, par la rue St-Pierre,—ainsi que les bâtisses dessus érigées; le dit terrain ayant été loué par l'Asbestos Corporation, Limited, à un nommé Alfred Morency, il y a quatre ou cinq ans, pour le prix ou loyer de deux piastres et demie par an. Par acte devant V.-J. Morisset, N.P., le dit loyer étant payable le 1er juillet de chaque année d'avance, mais sujet au droit de reprise stipulé au dit acte.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alphonse-de-Thetford, (Thetford Mines), le HUITIEME jour de JANVIER prochain (1931), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 29 novembre 1930. 6253—49-2
[Première publication, le 6 décembre 1930]

with the buildings thereon erected, which said buildings are erected on a lot granted by the Asbestos Corporation, Limited, by deed before V. J. Morisset, N.P., on the 29th of June, 1929, and registered in the Registry office, at Thetford Mines, on the 2nd of July, 1929, under No. 2512, and the said emplacement is subject to the payment of a rent of \$25.00 per year, on the 1st of July of each year, beforehand and to all other reservations, conditions and restrictions mentioned in the deed above mentioned.

2. A certain emplacement of irregular form, forming part of the cadastral lot 211 of the official plan and book of reference aforesaid, bounded on the North-West side by the land belonging to the Bell's Asbestos Mines, on the South-East side by the dump of the said Asbestos Corporation, Limited, and on the South side by St. Peter Street—with the buildings thereon erected. The said emplacement having been leased by the Asbestos Corporation, Limited, unto Alfred Morency, about 4 or 5 years ago, for the price or rent of \$2.50 per year, by deed passed before V. J. Morisset, N.P., the said rent payable on the 1st of July of each year beforehand, and subject to the right of taking back the said emplacement, as stipulated in the said deed.

To be sold at the parochial church door of St. Alphonse de Thetford, (Thetford Mines), on the EIGHTH day of JANUARY next, (1931), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, November 29th, 1930. 6254—49-2
[First publication, December 6, 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District d'Arthabaska.
Arthabaska, à savoir: { ARTHUR PARIS,
No 157. } demandeur; vs
CLOVIS TESSIER, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Le lot No 47 de la subdivision officielle du lot primitif No 5 du cadastre officiel du village d'Asbestos—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé-de-Shipton, (Asbestos) le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, (1931), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 3 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6289—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Arthabaska.
Arthabaska, to wit: { ARTHUR PARIS,
No. 157. } Plaintiff; vs CLOVIS TESSIER, Defendant.

As belonging to the Defendant:

The lot No. 47 of the official subdivision of the original lot No. 5 of the official plan and book of reference for the Village of Asbestos—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Aime de Shipton (Asbestos), on the SEVENTH day of JANUARY next, (1931), at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 3rd. of December, 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6290—49-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Magistrat.—District de Beauce.
Beauce, à savoir: { FELIX DROUIN, deman-
No S166. } deur; contre ARBITUR
TARDIF, défendeur.

Un emplacement en le village de l'Enfant-Jésus de Beauce, faisant partie du lot numéro sept cent soixante-et-neuf (part. 769) du cadastre de Saint-Joseph de Beauce, contenant 37 pieds et 7 pouces de front sur 87 pieds de profondeur, plus ou moins, et borné en avant au nord-ouest à la route Jacob, en arrière au sud-est à un chemin, au nord-est à la route Lévis-Jackman

BEAUCE

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit: { FELIX DROUIN, plaintiff;
No. S166. } against ARBITUR TAR-
DIF, defendant.

An emplacement in the village of l'Enfant-Jésus de Beauce, forming part of lot number seven hundred and sixty nine (Pt. 769) on the cadastre for Saint. Joseph de Beauce, measuring 37 feet and 7 inches in front, by 87 feet in depth, more or less, and bounded in front, on the North-west, by "Route Jacob", at the rear, on the Southeast, by a by-road, Northeast by the Levis-

et au sud-ouest au terrain de Madame Philippe Bisson—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Enfant-Jésus, le SEIZIÈME jour de DECEMBRE prochain, 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT.
St-Joseph, Beauce, 11 novembre, 1930.
[Première publication, 15 novembre, 1930]
5905—46-2

Jackman highway, and on the Southeast by the land of Madame Philippe Bisson—with buildings and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of L'Enfant-Jésus, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT, Sheriff.
Sheriff's office,
St. Joseph, Beauce, November 11, 1930.
[First publication, November 15th, 1930]
5906—46-2

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

No 6064. { RICHARD O'CONNOR,
demandeur; vs JOHN A. O'CONNOR, défendeur.

Avis est par les présentes donné que la vente des immeubles saisis sur le défendeur dans la présente cause, qui devait avoir lieu mercredi, le douze novembre 1930, au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, district de Beauharnois, à 10 heures de l'avant-midi, aura lieu le VINGT-SEPTIÈME jour de DECEMBRE 1930, (samedi) au bureau d'enregistrement du comté de Huntingdon, district de Beauharnois, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry de Valleyfield, ce troisième jour de décembre 1930. 6303

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauharnois.

No. 6064. { RICHARD O'CONNOR,
Plaintiff; vs JOHN A. O'CONNOR, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the immovables seized against the Defendant in the present cause, which was to have taken place on Wednesday, the Twelfth day of November, 1930, at the Registry Office of the County of Huntingdon, district of Beauharnois, at 10 o'clock in the forenoon, shall be held on the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER, 1930, (Saturday), at the Registry Office of the County of Huntingdon, District of Beauharnois, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN, Sheriff.
Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield, this third day of December, 1930. 6304

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } LORETTO SARACI-
Province de Québec, } NO, demanderesse;
District de Bedford, } vs JOSEPH GELO-
Cour de Magistrat, } NESE, défendeur.
No 104.

Comme appartenant au défendeur:

Lots numéros quinze cent quatre-vingt (1580) quinze cent quatre-vingt-un (1581), et quinze cent quatre-vingt-deux (1582) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Bolton, partie est, district de Bedford—avec ensemble les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Benoit-du-Lac, dans le canton Bolton, partie est, district de Bedford, le DIX-SEPTIÈME jour de DECEMBRE 1930, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-B. JAMESON.
Sweetsburg, Québec, le 11 novembre 1930.
[Première publication, le 15 novembre 1930]
5837—46-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } LORETTO SARACI-
Province de Québec, } NO, plaintiff; vs
District of Bedford, } JOSEPH GELONESE,
Magistrate's Court, } defendant.
No. 104.

As belonging to defendant:

Lots numbers fifteen hundred and eighty (1580) fifteen hundred and eighty one (1581), and fifteen hundred and eighty two (1582), of the official cadastral plan and in the book of reference of the township of Bolton, East Part, District of Bedford—together with all the buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of the Parish of St. Benoit du Lac, in the township of Bolton, East Part, District of Bedford, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1930, at TWO o'clock in the afternoon.

C. B. JAMESON, Sheriff.
Sheriff's office,
Sweetsburg, Quebec, November 11th, 1930.
[First publication, November 15, 1930]
5838—46-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } CANADIAN BANK
Province de Québec, } OF COMMERCE
District de Bedford, } demanderesse; vs HEC-
No 836. } TOR BISAILLON *et al*,
défendeurs, et George Duclos, syndic.

Comme appartenant au défendeur Jean Fortin:
Le lot numéro dix (10), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de Sweets-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } CANADIAN BANK
Province de Québec, } OF COMMERCE,
District of Bedford, } plaintiff; vs HECTOR
No. 836. } BISAILLON *et al*, de-
fendants and Georges Duclos, trustee.

As belonging to defendant Jean Fortin:
Lot number ten (10), of the official cadastral plan, and in the book of reference of the Village

burg, dit district—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

En vertu d'une ordonnance de la Cour Supérieure du district de Montréal, siégeant en matière de faillite, en date du 5 novembre 1930, l'immeuble ci-haut décrit sera vendu à mon bureau, au Palais de Justice, dans le village de Sweetsburg, district de Bedford, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 11 novembre, 1930.
[Première publication, 15 novembre, 1930]
5907—46-2

of Sweetsburg, said district—with all the buildings thereon erected.

Pursuant to an order from the Superior Court of the District of Montreal, sitting in Bankruptcy, dated November 5th, 1930, the above described immovable will be sold at my office, in the Court House, in the Village of Sweetsburg, District of Bedford, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1930, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office,
Sweetsburg, Que., November 11th, 1930.
[First publication, November 15th, 1930]
5908—46-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } JOSEPH POTVIN, fils
No 4668. } de Séraphin, marchand, de la cité de Chicoutimi, demandeur; vs PATRICK BLACKBURN, fils de Johnny, cultivateur, de la paroisse de Chicoutimi, défendeur.

1. Une terre formée du lot numéro huit-A (No 8-A) du huitième (8e) rang sud-ouest du canton Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi—avec bâtisses et dépendances;

2. Une autre terre formée suivant le cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi;

a. Du lot numéro huit-B (No 8-B) du huitième (8e) rang sud-ouest du canton Chicoutimi;

b. Du lot numéro neuf-B (No 9-B) du septième (7e) rang sud-ouest du canton Chicoutimi;

c. Du lot numéro neuf-A (No 9-A) du sixième (6e) rang sud-ouest du canton Chicoutimi;

Le tout avec bâtisses et dépendances;

3. Une terre formée du lot numéro vingt-B (No 20-B) du septième (7e) rang sud-ouest du canton Chicoutimi au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendues au bureau du shérif, palais de Justice, à Chicoutimi, VENDREDI, le NEUVIÈME jour de JANVIER 1931, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, A. RIVERIN,
Chicoutimi, le 3 décembre, 1930. 6305—49-2
[Première publication, 6 décembre, 1930]

Cour de Magistrat.—District de Chicoutimi.
Ville de Jonquière, à savoir: } LA VILLE DE
No 6822. } JONQUIÈRE, corporation légale ayant le siège principal de ses affaires en la ville de Jonquière, demanderesse; vs MGR ALMAS LAROUCHE, curé de Chicoutimi, en sa qualité d'héritier bénéficiaire de la succession de feu Ovide Larouche, ptre, en son vivant de Saint-Fidèle, Co. Saguenay.

Tous ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquière sous les numéros vingt-deux B soixante et dix-sept, vingt-deux B soixante et dix-huit, vingt-deux B soixante et dix-neuf, vingt-deux B cent six (22-B-77, 22-B-78, 22-B-79, 22-B-106) vingt-deux B quatre-

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } JOSEPH POTVIN, son of
No. 4668. } Seraphin, merchant, of the city of Chicoutimi, plaintiff; vs PATRICK BLACKBURN, son of Johnny, farmer, of the parish of Chicoutimi, defendant.

1. A farm formed of lot number eight-A (No. 8-A) in the eighth (8th) range Southwest of the township of Chicoutimi, on the official cadastre for the parish of Chicoutimi—with buildings and dependencies;

2. Another farm composed according to the official cadastre for the parish of Chicoutimi:

a. Of lot number 8-B (No. 8-B) in the eighth (8th) range Southwest of the township of Chicoutimi;

b. Of lot number nine-B (No. 9-B) in the seventh (7th) range Southwest of the township of Chicoutimi;

c. Of lot number nine-A (No. 9-A) in the sixth (6th) range Southwest of the township of Chicoutimi;

The whole with buildings and dependencies;

3. A farm composed of lot number twenty-B (No. 20-B) in the seventh (7th) range Southwest of the township of Chicoutimi, on the official cadastre for the parish of Chicoutimi—with buildings and dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, at Chicoutimi, on FRIDAY, the NINTH day of JANUARY, 1931, at TWO o'clock in the afternoon.

A. RIVERIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, December 3rd., 1930. 6306—49-2
[First publication, December 6th, 1930]

Magistrate's Court.—District of Chicoutimi.
Town of Jonquière, to wit: } THE TOWN OF
No. 6822. } JONQUIÈRE, a body politic and corporate, having its principal place of business in the Town of Jonquière, Plaintiff; vs MGR ALMAS LAROUCHE, Parish priest of Chicoutimi, in his quality of beneficiary heir of the Estate of the late Ovide Larouche, priest, in his lifetime of Saint Fidele, County of Saguenay.

All those lots of lands known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty two B seventy seven, twenty two B seventy eight, twenty two B seventy nine, twenty two B one hundred and six (22-B-77, 22-B-78, 22-B-79, 22-B-106) twenty

vingt-huit, vingt-deux B quatre-vingt-neuf (22-B-88, 22-B-89) dans le rang quatre du dit canton.

La dite vente est faite pour taxes municipales et scolaires imposées sur le susdit immeuble en vertu de la loi des cités et villes, et sera en conséquence soumise au retrait et à toutes les conséquences imposées par la loi en pareil cas.

Pour être vendu à la porte de l'église de Jonquière, JEUDI, le huitième jour de JANVIER 1931, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, 3 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6309—49-2

Le shérif,
A. RIVERIN.

two B eighty eight, twenty two B eighty nine (22-B-88, 22-B-89) in the fourth range of the said Township.

The said sale is made for municipal and school taxes levied on the aforesaid immoveable in virtue of the Cities and Towns' Act and shall therefore be subject to the right of redemption and to all consequences imposed by law in such case.

To be sold at the church door of Jonquière, on THURSDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1931, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 3rd., 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6310—49-2

A. RIVERIN,
Sheriff.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Chicoutimi, à savoir: { PHILIPPE TREM-
No 4352. } BLAY, Mathias,
commerçant, de Chicoutimi; vs ANTOINETTE
GERMAIN, épouse actuelle de Arthur Bouchard,
"Euchariste" de la ville de Jonquière, contractuel-
lement séparée de biens entre eux, défenderesse;
et ledit ARTHUR BOUCHARD, pour autoriser
la défenderesse aux fins de la présente, Mis-en-
cause.

a. Un lopin de terre ou emplacement, sis et situé en la ville de Jonquière, mesurant environ cinquante pieds en front sur la rue Saint-Dominique et quarante-cinq pieds en arrière au bout de la profondeur qui est de quatre-vingts pieds environ pour le côté sud et soixante et dix-huit pieds environ pour le côté nord, et compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de Dame Antoinette Germain ou représentants, à l'est partie par le terrain de Dame Antoinette Germain, ou représentants et partie par le lot cadastral No 20-39, et au sud par le lot cadastral No 20-37, et à l'ouest par la rue Saint-Dominique, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros vingt-trente-huit, (Ptie 20-38) du rang quatre et vingt-sept-B (Ptie 27-B) du rang trois du dit canton, la comparante déclarant que le susdit immeuble comprend tout le lot (20-38) sauf la partie d'icelui prise pour l'élargissement de la rue Saint-Dominique et partie du dit lot No 27-B pour une certaine lisière;

b. Un lopin de terre ou emplacement—avec les bâtisses y érigées, de figure irrégulière, mesurant, le dit terrain, environ quarante-sept pieds de largeur du sud au nord, côté est, et cent deux pieds de largeur du sud au nord, côté ouest, sur deux cent quatre-vingt-cinq pieds de profondeur de l'est à l'ouest, côté sud, et cent vingt-deux pieds de profondeur de l'est à l'ouest côté nord, compris entre le terrain de M. Louis Gagnon ou représentants, et la borne ouest du dit terrain, et borné au nord partie par le terrain de Louis Gagnon ou représentants, et partie par celui d'Alcide Larouche ou représentants, à l'est par la rue Saint-Dominique, au sud par une ruelle ci-après parlée et à l'ouest par le terrain d'Arthur Tremblay, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros vingt-deux et vingt-trois (20-2 et 20-3) du rang quatre dudit canton;

c. Un lopin de terre occupe comme ruelle et situé au sud du terrain ci-dessus décrit au paragraphe (B), mesurant quinze pieds de largeur du sud au nord et borné comme suit: au nord par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe B pour

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Chicoutimi, to wit: { PHILIPPE TREM-
No. 4352. } BLAY, Mathias,
trader, of Chicoutimi; vs ANTOINETTE GER-
MAIN, present wife of Arthur Bouchard,
"Euchariste" of the town of Jonquiere, separate
as to property by marriage contract, defendant,
and the said ARTHUR BOUCHARD, to au-
thorize the defendant for the purposes herein,
mis-en-cause.

a. A parcel of land or emplacement lying and situate in the town of Jonquiere, measuring about fifty feet in front on Saint Dominique street and forty five feet in rear at the end of the depth, which is of about eighty feet on the South side and about seventy eight on the North side, and comprised within the following boundaries: on the North by the land of Dame Antoinette Germain or representatives, on the East partly by the land of Dame Antoinette Germain or representatives and partly by cadastral lot No. 20-39, and on the South by cadastral lot No. 20-37, and on the West by Saint Dominique street, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, as forming part of lots numbers twenty-thirty eight (Pt. 20-38) of range four and twenty seven-B (Pt. 27-B) of range three for the said township, the said party herein declaring that the aforesaid immoveable comprises all the lot (20-38), save the part thereof taken for the widening of Saint Dominique street and part of said lot No. 27-B for a certain strip;

b. A parcel of land or emplacement—with the buildings thereon erected, of irregular figure, the said land measuring about forty seven feet in width from South to North, East side, and one hundred and two feet in width from South to North, West side, by two hundred and eighty five feet in depth from East to West, South side, and one hundred and twenty two feet in depth, from East to West, North side, comprised between the land of Mr. Louis Gagnon or representatives, and the West boundary of the said land, and bounded on the North partly by the land of Louis Gagnon or representatives and partly by that of Alcide Larouche, or representatives, on the East by Saint Dominique street, on the South by a lane hereinunder mentioned and on the West by the land of Arthur Tremblay, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, as forming part of lots numbers twenty-two and twenty-three (20-2 and 20-3) of range four of said township;

c. A parcel of land used as a lane and situate on the South of the land hereinabove described in paragraph (B), measuring fifteen feet in width from South to North and bounded as follows: on the North partly by the land hereinabove

une partie et pour l'autre par le terrain de M. Arthur Tremblay, à l'est par la rue Saint-Dominique, au sud partie par le terrain de Alcide Larouche ou représentants et Michel Bergeron et du notaire J.-M. Lacroix, et à l'ouest par le terrain de la Cie de Pulpe de Jonquière, connu et désigné au cadastre officiel du canton susdit, comme formant partie du lot numéro vingt-deux (20-2) du rang quatre du dit canton, mais le dit terrain sujet à tous les droits de passage qui ont pu être concédés avant ce jour.

Pour être vendus à la porte de l'église de Jonquière, JEUDI, le huitième jour de JANVIER 1931, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, A. RIVERIN.
Chicoutimi, le 3 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6307—49-2

described in paragraph (B) and partly by the land of Mr. Arthur Tremblay, on the East by Saint Dominique street, on the South partly by the land of Alcide Larouche or representatives and Michel Bergeron and of J. M. Lacroix, notary, on the West by the land of the "Jonquiere Pulp Company", known and designated on the official cadastre of the aforesaid township, as forming part of lot number twenty-two (20-2) of range four of the said township, but the said land subject to all the rights of way who may have been ceded before this day.

To be sold at the church door of Jonquiere, on THURSDAY, the EIGHTH day of JANUARY, 1931, at TEN o'clock in the forenoon.

A. RIVERIN,

Sheriff's Office, Chicoutimi, December 3, 1930. 6308—49-2
[First publication, December 6th, 1930]

GASPÉ

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Québec.

Percé, à savoir : } EPHRAÏM BEDARD &
No 16131. } ELIAS J. FLYNN, tous
deux de la cité de Québec, pratiquant ensemble
sous la raison sociale de Bédard & Flynn, deman-
deurs; vs MEINERT A. WICK, était défendeur,
"SEA PRODUCTS CORPORATION", corps
politique et incorporé ayant sa principale place
d'affaires à Québec, était tiers-saisie.

Un morceau de terre, situés à L'Anse-au-Beaufils, dans le canton de Percé, contenant environ trois cent quarante pieds de longueur, par cent pieds de largeur plus ou moins, borné au nord par le chemin public, au sud par la rivière de L'Anse au Beaufils, à l'ouest par un pont d'acier et du côté de l'est par la mer, le tout formant partie du lot numéro deux cent cinquante-trois (253) et partie du lot deux cent cinquante-sept (257) connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Percé—avec un entrepôt sus érigé.

Pour être vendu au bureau du shérif à Percé, comté de Gaspé, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE, 1930, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, JAS. T. TUZO.
Percé, Québec, 12 novembre 1930. 5919—46-2
[Première publication, 15 novembre 1930]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ADOLPHE MI-
District de Joliette, } J. CHAUD, commer-
No 3076. } çant, du village de Saint-
Gabriel-de-Brandon, dans le district de Joliette,
demandeur; vs SIMÉON PRESCOTT, cultivateur,
de la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville,
dans le district de Joliette, défendeur.

1. Un terrain situé en la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville, connu et désigné comme étant partie du lot No 685 du cadastre de la paroisse de Saint-Didace; ayant deux arpents de large sur la profondeur à partir du Lac Deligny à aller au cordon de Sainte-Lucie, borné d'un

GASPE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Quebec.

Percé, to wit: } EPHRAÏM BEDARD &
No. 16131. } ELIAS J. FLYNN, both
of the city of Quebec, practising together under
the firm name of Bedard & Flynn, plaintiffs; vs
MEINERT A. WICK, was defendant, SEA
PRODUCTS CORPORATION, a body politic
and corporate having its principal place of busi-
ness at Quebec was garnishee.

A parcel of land situate at L'Anse au Beaufils, in the township of Percé, measuring about three hundred and forty feet in length by one hundred feet in width, more or less, bounded on the north by the public road, on the south by L'Anse au Beaufils river, on the west by a steel bridge and on the east side by the sea, the whole forming part of lot number two hundred and fifty three (253) and part of lot two hundred and fifty seven (257) known and designated on the official plan and book of reference for the township of Percé—with a warehouse thereon erected.

To be sold at the Sheriff's Office, at Percé, county of Gaspé, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER, 1930, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,

Sheriff's Office, Percé, Qué., November 12th, 1930. 5920—46-2
[First publication, November 15th, 1930]

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, } ADOLPHE MI-
District of Joliette, } J. CHAUD, trader, of
No. 3076. } the Village of Saint Ga-
briel de Brandon, in the District of Joliette, Plain-
tiff; vs SIMEON PRESCOTT, farmer of the
Parish of Saint Charles de Mandeville, in the
District of Joliette, Defendant.

1. A lot of land situate in the Parish of Saint Charles de Mandeville, known and designated as being Part of lot No. 685 on the cadastre for the Parish of Saint Didace; being two arpents in width by the depth from Lake Deligny to the "cordon" of Sainte Lucie, bounded on one side

côté à Joseph Charpentier et de l'autre côté au No 686;

2. Un autre terrain situé en la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville, comprenant les lots Nos 686 et 687 du cadastre de la paroisse de Saint-Didace;

3. Un autre terrain situé en la paroisse de Saint-Charles-de-Mandeville, et connu et désigné comme étant le lot No 690 du cadastre de la paroisse de Saint-Didace;

4. Tous les droits, parts et prétentions du défendeur dans et sur les lots Nos 688 et 689 du susdit cadastre de la paroisse de Saint-Didace.

Pour être le tout vendu à la porte de l'église de Saint-Charles-de-Mandeville, le HUITIEME jour du mois de JANVIER 1931, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES,
Joliette, le 1er décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6255—49-2

by Joseph Charpentier and on the other side by No. 686;

2. Another lot of land situate in the Parish of Saint Charles de Mandeville, comprising lots Nos. 686 and 687 on the cadastre for the Parish of Saint Didace;

3. Another lot of land situate in the Parish of Saint Charles de Mandeville, and known and designated as being lot No. 690 on the cadastre for the Parish of Saint Didace;

4. All the rights, parts and pretensions of the Defendant in and on lots Nos. 688 and 689 on the aforesaid cadastre for the Parish of Saint Didace.

To be sold at the church-door of Saint Charles de Mandeville, the EIGHTH day of the month of JANUARY, 1931, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGE DESROCHES,
Sheriff's Office, Joliette, December 1st., 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6256—49-2

MONTCALM

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Montcalm, } EVARISTE FORGET
No 1894. } demandeur; vs Dame
JOSEPH BELEC,
personnellement et es-qualité tutrice ET AL, défenderesses; et OCTAVE COURCELLE, Mis-en-cause.

Avis est par le présent donné que la vente du lot de terre portant le numéro quinze (15) du premier rang du canton Campbell, des plan et livre de renvoi officiels du dit canton—avec les bâtisses dessus érigées, aura lieu au bureau du shérif au palais de Justice, à Mont-Laurier, LUNDI, le DIX-NEUVIEME jour de JANVIER mil neuf cent trente et un, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAULT,
Mont-Laurier, ce 29 novembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6271—49-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: }
No 68539. } DAME ALBINA GUY,
de la cité de Montréal, district de Montréal, épouse de feu Henri Laberge, en son vivant bourgeois, du même lieu, demanderesse; vs ARSENE PHANEUF, des cité et district de Montréal, défendeur; et JEAN-MARIE LATOUR, employé civil, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, curateur au délaissement.

Certains emplacements ayant front sur la rue Cadillac, en la cité de Montréal, étant les lots de terre connus et désignés sous les numéros quatre cent soixante, quatre cent soixante et un, quatre cent soixante-deux, quatre cent soixante-trois, quatre cent soixante-quatre, quatre cent soixante-cinq, quatre cent soixante-six, quatre cent soixante-sept, quatre-cent soixante-huit et quatre cent

MONTCALM

Superior Court.

Province of Québec, }
District of Montcalm, } EVARISTE FOR-
No. 1894. } GET, plaintiff; vs
DAME JOSEPH BE-
LEC, personally and es-qualité, tutrix, ET AL.,
defendants, and OCTAVE COURCELLE, mis-
en-cause.

Notice is hereby given that the sale of the lot of land bearing number fifteen (15) of the first range for the township of Campbell, on the official plan and book of reference for the said township—with the buildings thereon erected, will take place at the sheriff's office, in the Court House, at Mont Laurier, on MONDAY, the NINETEENTH day of JANUARY, one thousand nine hundred and thirty one, at TEN o'clock in the forenoon.

LAMARCHE & BOUDREAULT,
Sheriff's office, Mont Laurier, November 29th, 1930.
[First publication, December 6, 1930]
6272—49-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: }
No. 68539. } DAME ALBINA GUY,
of the City of Montreal, District of Montreal, wife of the late Henri Laberge, in his lifetime bourgeois, of the same place, Plaintiff; vs ARSENE PHANEUF, of the City and District of Montreal, Defendant; and JEAN MARIE LATOUR, Civil employee, of the Town of Sainte Therese, District of Terrebonne, Curator to the Surrender.

Certain emplacements fronting on Cadillac Street, in the City of Montreal, being the lots of land known and designated under numbers four hundred and sixty, four hundred and sixty one, four hundred and sixty two, four hundred and sixty three, four hundred and sixty four, four hundred and sixty five, four hundred and sixty six, four hundred and sixty seven, four hundred

soixante-neuf, de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-huit (Nos 28-460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468 et 469) et le lot de terre ayant front sur l'Avenue Marseille, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro vingt-huit (28-445) tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le comté d'Hochelaga—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6277—49-2

and sixty eight and four hundred and sixty nine, of the official subdivision of original lot number twenty eight (Nos. 28-460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468 and 469) and the lot of land fronting on Marseille Avenue, known and designated under number four hundred and forty five on the official subdivision of lot number twenty eight (28-445) all on the official plan and book of reference for the Parish of Longue-Pointe, in the County of Hochelaga—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE,
Montréal, December 2nd., 1930. Sheriff.
[First publication, December 6th., 1930]
6278—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA COMMUNAUTE
No B-73267. } DES SCEURS DE
CHARITE DE LA PROVIDENCE, corpora-
tion religieuse ayant son siège social dans les cité
et district de Montréal, demanderesse; vs HENRI
KIEFFER *es-qualité* de curateur à Delle Yvonne
Lafortune, défendeur *es-qual.*

Un cinquième indivis d'une terre située en la paroisse St-Laurent, Côte Vertu—avec les bâtisses dessus construites, connue sous le numéro 217 aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Laurent.

Lesquels droits indivis, savoir, un cinquième appartiennent à Delle Yvonne Lafortune, représentée par son curateur, le défendeur *es-qualité.*

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1930. 6279—49-2
[Première publication, le 6 décembre 1930]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LA COMMUNAUTE
No. B-73267. } DES SCEURS DE
CHARITE DE LA PROVIDENCE, a religious
corporation having its principal place of business
in the city and district of Montreal, plaintiff; vs
HENRI KIEFFER, *es-qualité*, of curator to
Miss Yvonne Lafortune, defendant, *es-qual.*

An undivided fifth of a land situate in the parish of St. Laurent, Côte Vertu—with the buildings thereon erected, known under number 217 on the official plan and book of reference for the said parish of St. Laurent.

Which undivided rights to wit: one fifth belong to Miss Yvonne Lafortune, represented by her curator, the defendant *es-qualité.*

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SIXTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE,
Montreal, December 2, 1930. 6280—49-2
[First publication, December 6, 1930] Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE CRÉDIT FONCIER
No B-67783. } FRANCO-CANA-
DIEN, une corporation légalement constituée
ayant sa principale place d'affaires dans les cité
et district de Montréal, demanderesse; vs MAURICE
GAGNON, des cité et district de Montréal,
défendeur.

Quatre immeubles situés à Montréal, ayant front sur la rue Henri-Julien, et composés comme suit:

1. a. De la partie sud-est du lot numéro un de la subdivision du lot numéro trois cent trente-cinq (335 Pte S. E. 1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant, cette dite partie de lot, une largeur de treize pieds et deux pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: vers le nord-est par l'avenue Henri-Julien; vers le sud-ouest par le lot numéro 335-5; vers le sud-est par le lot No 336-14 décrit plus bas; vers le nord-ouest par le résidu du lot No 335-1; (B) du lot numéro quatorze de la subdivision du lot numéro trois cent trente-six (336-14) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant en largeur quatorze pieds et neuf pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds—avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 8820 à

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } LE CRÉDIT FONCIER
No. B-67783. } FRANCO-CANA-
DIEN, a legally incorporated corporation, hav-
ing its principal place of business in the city and
district of Montreal, plaintiff; vs MAURICE
GAGNON, of the city and district of Montreal,
defendant.

Four immovables situate in Montreal, and fronting on Henri-Julien Street, and composed as follows:

1. a. Of the Southeast part of lot number one of the subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-S. E. Pt. 1) on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, such part of lot measuring thirteen foot and two inches in width by a depth of ninety feet, and bounded as follows: towards the Northeast, by Henri-Julien Avenue; towards the Southwest by lot number 335-5; towards the Southeast by lot No. 336-14 described below: towards the Northwest by the residue of lot No. 335-1; b. Of lot number fourteen of the subdivision of lot number three hundred and thirty six (336-14) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring fourteen feet and nine inches in width by a depth of ninety feet—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 8820 to 8824 of

8824 de la dite rue Henri-Julien et les numéros 243 à 247 de la rue Chênevert.

2. *a.* De la partie nord-ouest du lot numéro un de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-cinq (335 Ptie N. 0.1) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant cette dite partie de lot, une largeur d'un pied et neuf pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: vers le nord-est par l'avenue Henri-Julien; vers le sud-ouest par le lot No 335-5; vers le sud-est par le résidu du dit lot No 335-1; vers le nord-ouest par le lot No 335-2; (B). De la partie sud-est du lot numéro deux de la subdivision du lot numéro trois cent trente-cinq (335 Ptie S. E. 2) des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, cette dite partie de lot, une largeur de vingt-cinq pieds et trois pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: vers le nord-est par l'avenue Henri-Julien; vers le sud-ouest par le lot No 335-5; vers le sud-est par le lot No 335-1; vers le nord-ouest par le lot No 335-2—avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 8826 à 8830 de la dite rue Henri-Julien;

3. *a.* De la partie nord-ouest du lot numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-cinq (335 Ptie N. 0. 2) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant, cette dite partie de lot, une largeur de un pied et neuf pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: vers le nord-est par l'avenue Henri-Julien; vers le sud-ouest par le lot numéro 335-5; vers le sud-est par le résidu du dit lot No 335-2; vers le nord-ouest par le lot No 335-3 décrit plus bas; (B) De la partie sud-est du lot numéro trois de la subdivision du dit lot numéro (335 Ptie S. E. 3) trois cent trente-cinq, des susdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant, la dite partie de lot, une largeur de vingt-cinq pieds et quatre pouces par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: en front, vers le nord-est, par l'avenue Henri-Julien; en arrière, vers le sud-ouest, par numéro 335-5; du côté sud-est par partie du lot No 335-2 ci-haut décrite, et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot No 335-3—avec bâtisses dessus construites, portant les numéros civiques 8832 à 8836 de la dite rue Henri-Julien;

4. *a.* De la partie nord-ouest du lot numéro trois de la subdivision officielle du lot numéro trois cent trente-cinq (335 Ptie N.0.3) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant, cette dite partie de lot, une largeur de un pied et huit pouces sur une profondeur de quatre-vingt-dix pieds, et bornée comme suit: vers le nord-est par l'avenue Henri-Julien; vers le sud-ouest par le lot No 335-5; vers le sud-est par le résidu du lot No 335-4 décrit plus bas; (B) Du lot numéro quatre de la subdivision du lot numéro trois cent trente-cinq (335-4) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant une largeur de vingt-sept pieds par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds—avec bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 8838 à 8842 B de la dite rue Henri-Julien.

Ces dits lots sont tous de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec toutes les servitudes actives et passives attachées aux dits immeubles.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$3,638.00 sera exigé de tout of-

said Henri-Julien Street and numbers 243 to 247 of Chenevert Street.

2. *a.* Of the Northwest part of lot number one of the official subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-N. W. Pt. 1) on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, such part of lot measuring one foot and nine inches in width by a depth of ninety feet and bounded as follows: on the Northeast by Henri-Julien Avenue; on the Southwest by lot No. 335-5; on the Southeast by the residue of said lot No. 335-1; on the Northwest by lot No. 335-2; *b.* Of the Southeast part of lot number two of the subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-S. E. Pt. 2) on the aforesaid official plan and book of reference, such said part of lot measuring twenty five feet and three inches in width by a depth of ninety feet, and bounded as follows: on the Northeast by Henri-Julien Avenue; on the Southwest by lot number 335-5; on the Southeast by lot No. 335-1; on the Northwest by lot No. 335-2—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 8826 to 8830 of said Henri-Julien Street.

3. *a.* Of the Northwest part of lot number two of the official subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-N. W. Pt. 2) on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, such said part of lot measuring one foot and nine inches in width by a depth of ninety feet, and bounded as follows: on the Northeast by Henri-Julien Avenue; on the Southwest by lot No. 335-5; on the Southeast by the residue of said lot No. 335-2; on the Northwest by lot No. 335-3, described below; *b.* Of the Southeast part of lot number three of the subdivision of said lot number (335-S. E. Pt. 3) three hundred and thirty five, on the aforesaid official plan and book of reference, such said part of lot measuring twenty five feet and four inches in width by a depth of ninety feet, and bounded as follows: in front, towards the Northeast by Henri-Julien Avenue; at the rear, towards the Southwest, by number 335-3; on the Southeast by part of lot No. 335-2, hereinabove described, and on the Northwest by the residue of said lot No. 335-3—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 8832 to 8836 of said Henri-Julien Street.

4. *a.* Of the Northwest part of lot number three of the official subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-N. W. Pt. 3) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, such said part of lot measuring one foot and eight inches in width by a depth of ninety feet, and bounded as follows: on the Northeast by Henri-Julien Avenue; on the Southwest by lot number 335-5; on the Southeast by the residue of lot No. 335-4, described below; *b.* Of lot number four of the subdivision of lot number three hundred and thirty five (335-4) on the official plan and book of reference for the parish of St. Laurent, measuring twenty seven feet in width by ninety feet in depth—with buildings thereon erected, bearing civic numbers 8838 to 8842B of said Henri-Julien Street.

Such said lots all being English measure and more or less.

With all servitudes active and passive attached to the said immovables.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$3,638.00 shall be required from

frant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. Juge Boyer, daté le 29 octobre 1930.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6281—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: JAMES NEVILLE, de-
mandeur; vs DAME
MARGUERITE BOHELIER, épouse séparée de
biens de EMILE JACCOTTEY, et ledit EMILE
JACCOTTEY, aux fins d'autoriser sa dite épouse
aux fins des présentes, défenderesse.

Cette certaine propriété immobilière située en la cité de Montréal, et bornée en front par l'avenue Saint-Charles; connue et désignée comme étant les subdivisions 513, 514, 515, 516, 517 et 518 de la subdivision officielle du lot original No 228, (228-513, 514, 515, 516, 517 et 518) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec toutes les servitudes actives et passives y attachées, et avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 2ème jour de décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6283—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: ALBERT SCHNAU-
FER, manufacturier,
de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario,
demandeur; vs DAME ETHEL FLORENCE
SHEPPARD, de la cité et du district de Montréal,
épouse séparée de biens de Samuel-H. Ward,
fils, et le dit SAMUEL-H. WARD, comptable,
du même lieu, aux fins d'autoriser son épouse
pour les présentes, défendeurs.

Ce certain lot de terre situé à Pointe-Claire, dans le comté de Jacques-Cartier, connu et désigné comme étant la subdivision numéro trente-sept de la subdivision-officielle du lot numéro quarante des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de la Pointe-Claire (40-37) étant de figure irrégulière, et contenant une superficie totale de quatorze mille huit cent quatre-vingt-quatre pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées. Avec ensemble aussi l'usage en commun avec les autres du parc privé, connu comme étant la subdivision sept du lot numéro quarante, et le Chemin connu comme étant les subdivisions six et huit dudit lot numéro quarante, et aussi avec tous les droits du défendeur sur la partie de la propriété, formant partie dudit lot numéro quarante, située entre le chemin public conduisant à la rivière et le Lac Saint-Louis, excepté qu'on ne pourra construire de bâtisses, clôtures, etc. sur icelle.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour de JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 2 décembre 1930. 6285—49-2
[Première publication, le 6 décembre 1930]

each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Boyer, dated October 29, 1930.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 2, 1930.
[First publication, December 6, 1930]
6282—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: JAMES NEVILLE, Plain-
tiff; vs DAME MAR-
GUERITE BOHELIER, wife separate as to
property of EMILE JACCOTTEY, and the said
EMILE JACCOTTEY, for the purpose of au-
thorizing his said wife for the purposes hereof,
Defendant.

That certain immoveable property situated in the City of Montreal, and bounded in front by Saint Charles Avenue; known and designated as subdivisions 513, 514, 515, 516, 517 and 518 of the official subdivision of original lot No 228, (228-513, 514, 515, 516, 517 and 518), of the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Recollet—with all the servitudes active and passive attaching thereto, and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 2nd., 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6284—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: ALBERT F. SCHNAU-
FER, manufacturer,
of the City of Toronto, in the Province of Onta-
rio, plaintiff; vs DAME ETHEL FLORENCE
SHEPPARD, of the City and District of Mont-
real, wife separate as to property of Samuel H.
Ward, Jr., and the said SAMUEL H. WARD,
accountant, of the same place, for the purpose of
authorizing his wife to these presents, defend-
ants.

That certain lot of land situate at Pointe Claire, in the County of Jacques Cartier, known and designated as subdivision lot number thirty seven of the official subdivision of the lot number forty on the official plan and Book of Reference of the Parish of Saint Joachim de la Pointe Claire (40-37) being of irregular figure, and containing a total superficial area of fourteen thousand eight hundred and eighty four feet, English measure and more or less—with the buildings thereon erected. Together also with the use in common with others of the private Park, known as subdivision seven of said lot number forty, and the Roadway known as subdivisions six and eight of said lot number forty, and also with all the rights of the defendant in and to that part of the property, forming part of said lot number forty, lying between the Public River Road and Lake Saint Louis, save that there shall be no right to construct buildings, fences, etc., thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIFTEENTH day of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, December 2, 1930. 6286—49-2
[First publication, December 6, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THE CANADA LIFE**
No B-67083. } **ASSURANCE COM-**
PANY, demanderesse; vs **DAME MILLY SELI-**
NA CRAYTON DAVIES, de la cité et du district
de Montréal, épouse séparée de biens de **HU-**
BERT WHITE, du même endroit, et ledit **Hu-**
bert White, aux fins d'autoriser sa dite épouse,
défenderesse.

Ce certain emplacement ayant front sur l'avenue Mayfair, situé à Parkdale, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, de la cité de Montréal, mesurant trente pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, étant la partie sud-est de la subdivision deux cent trente de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-neuf (149 S. E., Pt. 230) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné comme suit: au nord-est par le No 149-243 (avenue Mayfair) au sud-est par le lot No 149-229, au sud-ouest par le lot No 148, et au nord-ouest par le résidu du dit lot No 149-230—avec toutes les bâtisses sus-érigées, portant le numéro civique No 290 ancien numéro, nouveau numéro 4568 avenue Mayfair, le mur nord-ouest est mitoyen avec les prémisses adjacentes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le SEIZIEME jour de JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,

Montréal, le 3 décembre 1930.

[Première publication, le 6 décembre 1930]

6293—49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **WILLIAM ALLEN**,
No 68690. } demandeur; vs
LOUIS HAIMOVITCH, de la cité et du district
de Montréal, et **DAME LILY HAIMOVITCH**,
épouse séparée de biens de Louis Diner, du même
lieu, et ledit **LOUIS DINER**, aux fins d'autoriser
sadicte épouse, aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant à Dame Lily Haimovitch:

1. Ce certain lopin de terre ou emplacement situé dans le quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, formant partie du lot numéro mille cinquante-sept (Ptie 1057) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, contenant le dit lopin de terre, dix-sept pieds neuf pouces de largeur sur environ soixante-quatorze pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins; borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par le lot numéro mille cinquante-neuf, d'un côté au nord-est par le lot numéro mille soixante et de l'autre côté au sud-est par la propriété ci-après décrite appartenant à Joseph Latreille ou représentants;

2. Ce certain lopin de terre ou emplacement situé dans ledit quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, formant une autre partie dudit lot numéro mille cinquante-sept (Ptie 1057) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier, contenant dix-sept pieds et neuf pouces de largeur sur environ soixante-quatorze pieds et trois pouces de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par le lot numéro officiel mille cinquante-neuf, d'un côté au nord-ouest par la propriété cidessus décrite, et de l'autre côté au sud-est par une autre partie dudit lot numéro mille cinquante-sept;

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CANADA LIFE**
No. B-67083. } **ASSURANCE COM-**
PANY, Plaintiff; vs **DAME MILLY SELI-**
NA CRAYTON DAVIES, of the City and District
of Montreal, wife separate as to property of
HUBERT WHITE, of the same place, and the
said **Hubert White**, for the purpose of authorizing
his said wife, Defendant.

That certain emplacement fronting on Mayfair Avenue, situated at Parkdale in the Notre Dame de Grace Ward of the City of Montreal, measuring thirty feet in width by one hundred and fifteen feet in depth English measure more or less, being the South East part of Subdivision two hundred and thirty of the official subdivision of lot number one hundred and forty-nine (149 S. E. Pt. 230) on the official plan and book of reference of the Parish of Montreal, bounded as follows: To the North East by No. 149-243 (Mayfair Avenue), to the South East by lot No. 149-229, to the South West by lot No. 148, and to the North West by the residue of said lot No. 149-230—with all the buildings thereon erected bearing civic No. 290 old number, new number 4568 Mayfair Avenue, the North West wall whereof is mitoyen with the adjoining premises.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the SIXTEENTH day of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, December 3rd., 1930.

[First publication, December 6th., 1930

6294—49—1

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **WILLIAM ALLEN**,
No. 68690. } plaintiff; vs **LOUIS**
HAIMOVITCH, of the city and district of Mon-
treal, and **DAME LILY HAIMOVITCH**, wife
separate as to property of Louis Diner, of the
same place, and the said **LOUIS DINER**, for the
purpose of authorizing his said wife to these pre-
sents, defendants.

As belonging to Dame Lily Haimovitch:

1. That certain piece of land or emplacement situate in the St. Louis Ward of the City of Montreal, forming part of lot number one thousand and fifty seven (Pt. 1057) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward, containing, said piece of land, seventeen feet nine inches in width by about seventy four feet, in depth, English measure, and more or less; bounded in front by St. Dominique Street, in rear by lot number one thousand and fifty nine, on one side to the North-East by lot number one thousand and sixty and on the other side to the South-East by the property hereinafter described, belonging to Joseph Latreille or representatives.

2. That certain piece of land or emplacement situate in the said St. Louis Ward of the City of Montreal, forming another part of said lot number one thousand and fifty seven (Pt. 1057) on the official plan and book of reference of the said Ward, containing seventeen feet nine inches in width by about seventy four feet and three inches in depth, English measure and more or less, bounded in front by St. Dominique Street, in rear by official lot number one thousand and fifty nine, on one side to the North-West by the property hereinabove described, and on the other side to the South-East by another part of said lot number one thousand and fifty seven.

Avec trois maisons et dépendances sus-érigées portant les numéros civiques 3970, 3972 et 3974 (anciens numéros 1136-40) rue Saint-Dominique, en la cité de Montréal.

La propriété ci-dessus désignée consiste en un lot et sera vendu en bloc.

Pour être vendus en bloc à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 11 novembre 1930. 5839—46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

With three dwelling houses and outbuildings thereon erected, bearing the civic Nos. 3970, 3972 and 3974 (old numbers 1136-40) St. Dominique Street, in the city of Montreal.

The above named property consists of one lot and may be sold *en bloc*.

To be sold "en bloc" at my office, in the City of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office,
Montreal, November 11, 1930. 5840—46-2
[First publication, November 15, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MELLE MARIE-OLIVE
No B-73112. } VE GIROUX, dem-
manderesse; vs RAOUL GUERTIN, de la pa-
roisse de Saint-Jacques-le-Mineur, dans le dis-
trict de Montréal, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, de la contenance d'environ 52 arpents en superficie, connue comme faisant partie du lot No 12 du cadastre de la paroisse de Saint-Jacques le Mineur, bornée en front par la petite Rivière Saint-Jacques, en profondeur, par le terrain de la succession Rémillard, d'un côté, au sud-est, par les représentants de Anselme Guertin, et de l'autre par le résidu du No 12 appartenant à Philippe Gagné—avec maison, granges et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jacques-le-Mineur, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 11 nov. 1930. 5841—46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MISS MARIE OLIVE
No. B-73112. } GIROUX, plaintiff;
vs RAOUL GUERTIN, of the parish of St.
Jacques le Mineur, in the district of Montreal
defendant.

A farm situate in the parish of St. Jacques le Mineur, measuring about 52 arpents in area, known as forming part of lot No. 12, on the cadastre for the parish of St. Jacques le Mineur, bounded in front by the Petite Rivière St. Jacques, in depth by the land of the Estate Rémillard, on one side to the Southeast, by the representatives of Anselme Guertin, and on the other by the residue of No. 12 belonging to Philippe Gagné—with house, barns and other-buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of St. Jacques le Mineur, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office,
Montreal, November 11, 1930. 5842—46-2
[First publication, November 15, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } TANCREDE LAFRAM-
No B-73319. } BOISE, bourgeois, de
la cité et du district de Montréal, demandeur;
vs DAME MARIE-CARMILIA CARBON-
NEAU, de la cité et du district de Montréal, veu-
ve de François-Xavier-Norbert-Auguste St-Jean,
tant personnellement en sa qualité d'usufruitière
des biens laissés par ce dernier et en sa qualité de
tutrice à ses enfants mineurs: Léo, Jeanne,
Thérèse, Emilien et Maurice St-Jean, issus de son
mariage avec ledit F.-X.-N.-A. St-Jean, défen-
deresse.

Comme appartenant à la dite défenderesse:

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-André, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (184) de la subdivision du lot numéro mille deux cent sept (1207) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, mesurant vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les constructions y érigées et droit de passage dans la ruelle sise en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shésif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, le 11 novembre 1930. 5843—46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } TANCREDE LAFRAM-
No. B-73319. } BOISE, gentleman, of
the city and district of Montreal, plaintiff; vs
DAME MARIE CARMILIA CARBONNEAU,
of the city and district of Montreal, widow of
François Xavier Norbert Auguste St-Jean, both
personally and in her quality of usufructuary of
the property left by the latter and in her quality
of tutrix to her minor children: Léo, Jeanne,
Thérèse, Emilien and Maurice St-Jean, issued of
her marriage with the said F. X. N. A. St-Jean,
defendant.

As belonging to the said defendant:

An emplacement fronting on St. Andrew street in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and eighty four (184) of the subdivision of lot number one thousand two hundred and seven (1207) on the official plan and book of reference for St. James Ward, measuring twenty four feet in width by ninety four feet in depth more or less, English measure—with the buildings thereon erected and right of way in the lane situate in the rear, in common with all others having right thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's office,
Montreal, November 11, 1930. 5844—46-2
[First publication, November 15, 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER POIRIER, de-
No 74091. } mandeur; vs JOSEPH
LABERGE, défendeur.

Un emplacement situé dans la cité de Montréal, avant front sur la rue Saint-Hubert, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-dix-sept de la subdivision officielle, du lot originaire numéro quatre cent quatre-vingt-dix (490-277) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Recollet—avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIÈME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE, Sheriff's office,
Montréal, le 11 novembre 1930. 5845—46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER POIRIER, plain-
No. 74091. } tiff; vs JOSEPH LA-
BERGE, defendant.

An emplacement situate in the City of Montreal, fronting on St. Hubert Street, known and designated as being lot number two hundred and seventy seven of the official subdivision of primitive lot number four hundred and ninety (490-277) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Recollet—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's office,
Montreal, November 11, 1930. 5846—46-2
[First publication, November 15, 1930]

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } LE CURÉ ET LES
District de Nicolet, } MARGUILLIERS
No 594. } DE L'ŒUVRE ET FA-
BRIQUE DE LA PAROISSE DE SACRÉ-
CŒUR-DE-JÉSUS, corps politique dûment incor-
poré, ayant le siège de ses affaires en la paroisse
de Lemieux, dans le district de Nicolet, deman-
deurs; vs ALPHERI DION, résidant et domi-
cilié à Claremont, dans l'état de New-Hampshire,
Etats-Unis d'Amérique, défendeur.

1. Le lot de terre portant le numéro dix-huit du deuxième rang de Blandford, maintenant connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre de Sainte-Marie-de-Blandford, dans le comté de Nicolet, sous le numéro trente-six, (36);

2. Le lot dix-neuf du deuxième rang de Blandford, borné au nord-ouest par la ligne limitative entre le comté d'Arthabaska et le comté de Nicolet, vers le nord-est par le numéro vingt (20), et vers le sud-ouest par la ligne entre le deuxième et le troisième rang, ayant vingt-six chaînes et vingt mailles de front, sur quatre-vingt-cinq chaînes et quatre-vingt-dix mailles de profondeur, formant un total de deux cent quinze acres, deux roods et trente-sept perches en superficie;

3. Le lot vingt (20) du deuxième rang de Blandford, borné au nord-ouest par le lot dix-neuf (19), et vers le nord-est par une route publique, vers le sud-est par le numéro vingt et un, (21), et vers le sud-ouest par la ligne entre les deuxième et troisième rang, ayant vingt-six chaînes et vingt-quatre mailles de front, sur quatre-vingt-cinq chaînes et quatre-vingts mailles de profondeur, formant un total de deux cent douze acres et trois perches en superficie;

Cette vente est faite à la charge par l'acquéreur, de payer les termes non encore échus de la répartition pour le paiement de l'église et presbytère, etc., de la paroisse de Sacré-Cœur-de-Jésus.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sacré-Cœur-de-Jésus, district de Nicolet,

NICOLET

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } THE PARISH PRIEST
District of Nicolet, } AND THE CHURCH-
No. 594. } WARDENS OF L'ŒU-
VRE ET FABRIQUE OF THE PARISH OF
SACRE-CŒUR DE JESUS, a body politic and
corporate having its principal place of business
in the Parish of Lemieux, in the District of Nico-
let, Plaintiffs; vs ALPHERI DION, residing and
domiciled at Claremont, in the State of New-
Hampshire, one of the United States of America,
Defendant.

1. The lot of land bearing number eighteen of the second range of Blandford, now known and designated on the official cadastral plan and book of reference for Sainte Marie de Blandford, in the County of Nicolet, under number thirty six (36);

2. The lot nineteen of the second range of Blandford, bounded on the Northwest by the boundary line between the County of Arthabaska and the County of Nicolet, on the Northeast by number twenty (20) and on the Southwest by the line between the second and third ranges, having twenty six chains and twenty links in front by eighty five chains and ninety links in depth; forming a total of two hundred and fifteen acres, two roods and thirty seven perches in superficies;

3. The lot twenty (20) of the second range of Blandford, bounded on the Northwest by lot nineteen (19) and on the Northeast by a public road, on the Southeast by number twenty one (21) and on the Southwest by the line between the second and third ranges, having twenty six chains and twenty four links in front by eighty five chains and eighty links in depth, forming a total of two hundred and twelve acres and three perches in superficies;

This sale is made on the condition that the purchaser shall pay the terms not yet due of the assessments for the payment of the church and presbytery etc., of the Parish of Sacre Cœur de Jesus.

To be sold at the parochial church of Sacre Cœur de Jesus, district of Nicolet, the SEVENTH

le SEPTIEME jour de JANVIER prochain, 1931, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-H. ROUSSEAU.
Nicolet, le 28 novembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6257-49-2

day of JANUARY next, 1931, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. H. ROUSSEAU,
Nicolet, November 28th., 1930. Sheriff.
[First publication, December 6th., 1930]
6258-49-2

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } LA CITÉ DE QUÉBEC;
No 3191. } contre Révérend EMI-
LE BERNARD, ci-devant de notre cité de Qué-
bec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 521 (cinq cent vingt et un) du lot No 435 (quatre cent trente-cinq) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé dans le parc Jacques-Cartier, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 19 novembre 1930.
[Première publication, 22 novembre 1930]
[Deuxième publication, 6 décembre 1930]
6033-47-2

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } THE CITY OF QUEBEC;
No. 3191. } against Reverend EMI-
LE BERNARD, heretofore of our city of Que-
bec, in our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 521 (five hundred and twenty one) of lot No. 435 (four hundred and thirty five) on the official cadastre for Saint Roch Nord, now Jacques Cartier ward of the city of Quebec, being an emplacement situate in Jacques Cartier Park—circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, the TWENTY SEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, November 19, 1930.
[First publication, November 22, 1930]
[Second publication, December 6, 1930]
6034-47-2

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } DAME LAURENCE
District de Richelieu, } CREVIER, GEOR-
No 8214. } GES SHOONER, EVA-
RISTE SHOONER, et JEAN SHOONER, fai-
sant affaires ensemble à Pierreville, district de
Richelieu, comme marchands généraux, sous la
raison sociale de "Shooner & Cie", demandeurs;
contre LES HERITIERS DE FEU ROBERT
JUTRAS, en son vivant cultivateur, de la pa-
roisse de Saint-Thomas de Pierreville, district de
Richelieu, défendeurs, savoir:

L'immeuble numéro vingt-huit (28) du cadastre de Saint-Thomas-de-Pierreville.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, MARDI, le SEIZIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent trente (1930), à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 11 novembre 1930. 5847-46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Quebec, } DAME LAURENCE
District of Richelieu, } CREVIER, GEOR-
No. 8214. } GES SHOONER, EVA-
RISTE SHONER, and JEAN SHOONER,
carrying on business together at Pierreville, dis-
trict of Richelieu, as general merchants, under the
firm name of "Shooner & Cie", plaintiffs; against
THE HEIRS OF THE LATE ROBERT JU-
TRAS, in his lifetime farmer, of the parish of
St. Thomas de Pierreville, district of Richelieu,
defendants, to wit:

Immoveable number twenty eight (28) on the cadastre for St. Thomas de Pierreville.

To be sold at the parochial church door of St. Thomas de Pierreville, on TUESDAY, the SIXTEENTH day of the month of DECEMBER nineteen hundred and thirty (1930), at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Sorel, November 11, 1930. 5848-46-2
[First publication, November 15, 1930]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Rimouski, } ARTHUR LANDRY,
No 2799. } rentier, Fall River,
Mass.; vs ZÉNON BEAULIEU, Sandy Bay,
à savoir:

Les lots Nos cent cinquante-huit, trois cent

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

District of Rimouski, } ARTHUR LANDRY,
No. 2799. } annuitant, Fall
River, Mass.; vs ZÉNON BEAULIEU, Sandy
Bay, to wit:

Lots numbers one hundred and fifty eight,

treize et trois cent quatorze au cadastre officie de la paroisse de L'Assomption-de-Notre-Dame—avec bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sandy-Bay, le DIX-SEPTIEME jour de DÉCEMBRE 1930, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif.

CHS D'ANJOU.

Rimouski, 11 novembre 1930. 5909—46-2
[Première publication, 15 novembre 1930]

Three hundred and thirteen and three hundred and fourteen on the official cadastre for the parish of L'Assomption de Notre Dame—with buildings.

To be sold at the church door of Sandy Bay, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER, 1930, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU,

Sheriff's office.

Sheriff.

Rimouski, November 11, 1930. 5910—46-2
[First publication, November 15, 1930]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, }
District de Roberval, } **G** GEORGES PERRON,
No 7124. } du village de
Saint-Jérôme, rentier,
demandeur; vs GARAGE LAC ST-JEAN, LI-
MITÉE, Métabetchouan, corporation ayant son
principal siège social en le village de Saint-Jérôme, défenderesse.

A savoir:

1. Un certain emplacement situé dans le village de Saint-Jérôme, étant et comprenant les immeubles suivants:

a. Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-B-dix-neuf (46B-19) du premier rang aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Caron;

b. Un certain terrain contigu à celui ci-dessus décrit, de figure irrégulière, mesurant trente et un pieds et neuf pouces de front du côté est, parallèlement à la rue Saint-André, et dix-huit pieds et neuf pouces en arrière à l'ouest au bout de la profondeur et mesurant cent pieds de profondeur, le tout environ, et est borné en front vers l'est à la rue Saint-André, en arrière vers l'ouest au terrain des héritiers de feu Thomas Labrie, ou représentants, joignant par le côté nord le lot ci-dessus décrit et par le côté sud au terrain de J.-H. Tremblay représentant Antoine Labrie, lequel terrain est la partie nord-est du lot quarante-six-B-vingt (Ptie N.-E. No 46B-20) du premier rang du cadastre du canton Caron;

c. Un autre terrain contigu aux deux terrains ci-dessus décrits, mesurant environ trente pieds de front du Nord au Sud sur environ trente-quatre pieds de profondeur, de l'est à l'ouest, et est borné en front vers l'est aux deux terrains ci-dessus décrits, en arrière vers l'ouest au terrain appartenant au Dr. E. Lamy, joignant par le côté nord le lot quarante-six-B-dix-huit appartenant au Dr. E. Lamy, et par le côté sud au résidu du lot quarante-six-B-vingt, lequel terrain est l'angle nord-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-B-vingt (Angle N. O. No. 46B-20) du dit premier rang du cadastre du canton Caron;

d. Un autre terrain de figure irrégulière mesurant trente-sept pieds et six pouces de largeur du côté est, trente-trois pieds et trois pouces du côté ouest sur trente-cinq pieds de profondeur, et est borné comme suit: à l'est au lot quarante-six-B-dix-neuf, au nord et à l'ouest au résidu du lot quarante-six-B-dix-huit appartenant au Dr. E. Lamy, et au sud au lot quarante-six-B-vingt des dits rang et canton, lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-six-B-dix-huit (Ptie No 46B-18) du premier rang du cadastre du canton Caron.

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, }
District of Roberval, } **G** GEORGES PERRON,
No. 7124. } of the village of St.
Jerome, annuitant,
plaintiff; vs GARAGE LAC ST-JEAN, LI-
MITÉE, Metabetchouan, corporation having its
principal place of business in the village of St.
Jerome, defendant, to wit:

1. A certain emplacement situate in the village of St. Jerome, being and comprising the following immovables:

a. The lot of land known and designated under number forty six-B-nineteen (No. 46B-19) in the first range, on the official cadastral plan and book of reference for the township Caron;

b. A certain lot of land contiguous to that hereabove described of irregular outline, measuring thirty one feet and nine inches in front on the East side, parallel to St. André Street, and eighteen feet and nine inches in the rear on the West at the end of the depth and measuring one hundred feet in depth, the whole about, and is bounded on the front to the East by St. André Street, in the rear to the West by the land of the heirs of the late Thomas Labrie or representatives, adjoining on the North side the lot hereabove described and on the South side the land of J. H. Tremblay representing Antoine Labrie, the said lot of land is the Northeast part of lot forty six-B-twenty (N. E. Pt. No. 46B-20) in the first range of the cadastre for the township Caron;

c. Another lot of land contiguous to the two lots of land hereabove described, measuring about thirty feet in front from North to South by about thirty four feet in depth from East to West, and is bounded in front to the East by the two lots of land hereabove described, in the rear to the West, by the land belonging to Dr. E. Lamy, adjoining on the North side lot forty six-B-eighteen belonging to Dr. E. Lamy, and on the South side the residue of lot forty six-B-twenty, the said lot of land is the Northwest angle of the lot of land known and designated under number forty six-B-twenty (N. W. Angle No. 46B-20) in the said first range of the cadastre for the township Caron;

d. Another lot of land of irregular outline, measuring thirty seven feet and six inches in width on the East side, thirty three feet and three inches on the West side by thirty five feet in depth and is bounded as follows: on the East by lot forty six-B-nineteen, on the North and on the West by the residue of lot forty six-B-eighteen belonging to Dr. E. Lamy, and on the South by lot forty six-B-twenty of the said range and township, the said lot of land forming part of the lot of land known and designated under number forty six-B-eighteen (Pt. No. 46B-18) in the first range of the cadastre for the township Caron.

Le tout avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, à l'exception des réservoirs à gazoline (tanks).

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme (Métabetchouan), MARDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain (1930), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 11 novembre 1930. 5855-46-2
[Première publication, le 15 novembre 1930]

The whole with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, with the exception of the gasolene tanks.

To be sold at the church door of the parish of St. Jerome (Metabetchouan), on TUESDAY, the SIXTEENTH day of DECEMBER next, (1930), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, November 11, 1930. 5856-46-2
[First publication, November 15, 1930]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH BAZI-
No 1337. } NET, deman-
deur; contre JOSEPHAT ARPIN, défendeur.

1. Un lot de terre sis et située en la paroisse de La Présentation, sur le cinquième rang, de la contenance de trois arpents de large par vingt-six arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné comme étant le numéro vingt-quatre (24) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées;

2. Une terre sise et située en la paroisse de La Présentation, sur le cinquième rang, de la contenance de deux arpents et un quart de front sur quarante arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant le numéro trente (30) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec une grange y érigée;

3. La jouissance et usufruit, la vie durant de Dame Vitaline Champigny, d'un lopin de terre sis et situé en la paroisse de La Présentation, sur le cinquième rang, de trois quarts d'arpent de front par quarante arpents de profondeur, connu et désigné sous le lot numéro trente et un (31) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse; laquelle jouissance constituée par un acte de donation enregistré à Saint-Hyacinthe sous le No 48976.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de La Présentation, MERCREDI, le SEPTIEME jour de JANVIER prochain (1931), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, le 3 décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6273-49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } A DOLPHE MER-
No 1285. } CURE, de-
mandeur; contre EMILE MAYNARD, défendeur.

Une terre sise et située en la paroisse de L'Ange-Gardien, sur le rang Rosalie, connue et désignée sous le lot numéro cent trente-deux (132) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de L'Ange-Gardien, comté de Rouville, MARDI, le SEIZIEME jour de DECEMBRE prochain (1930), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 12 novembre 1930.
[Première publication, le 15 novembre 1930]
5911-46-2

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.
Saint Hyacinthe, to wit: } JOSEPH BAZINET,
No. 1337. } Plaintiff; against
JOSEPHAT ARPIN, Defendant.

1. A land situate in the Parish of La Présentation, on the fifth range, containing three arpents in width by twenty six arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the number twenty four (24) on the official plan and book of reference of said Parish—with buildings thereon erected;

2. A land situate in the Parish of La Présentation, on the fifth range, containing two arpents and a quarter in width by forty arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being the number thirty (30) on the official plan and book of reference of said Parish—with a barn thereon erected;

3. The use and usufruct, during the lifetime of Mrs. Vitaline Champigny, of a piece of ground situate in the Parish of La Présentation, on the fifth range, containing three quarters of an arpent in width by forty arpents in depth, known and designated under lot number thirty one (31) on the official plan and book of reference of said Parish; the said usufruct constituted by virtue of a deed of gift registered at Saint Hyacinthe under No 48976.

To be sold at the parochial church door of La Présentation, WEDNESDAY, on the SEVENTH day of JANUARY next, (1931), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, December 3rd., 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6274-49-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of St. Hyacinthe.
St. Hyacinthe, to wit: } A DOLPHE MER-
No. 1285. } CURE, plaintiff;
vs EMILE MAYNARD, defendant.

A land situate in the parish of L'Ange-Gardien, on the Rosalie range, known and designated under lot number one hundred and thirty two (132) on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of L'Ange-Gardien, TUESDAY, on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, (1930), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Hyacinthe, November 12th, 1930.
[First publication, November 15, 1930]
5912-46-2

TROIS-RIVIÈRES

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } **LOUIS DUCHAI-**
No 745.—(1930). } **NE**, demandeur;
vs **EUSEBE LAFRENIERE**, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Une terre située en la paroisse de Saint-Mathieu, dans le douzième rang du canton de Caxton, connue et désignée comme étant le lot de terre numéro six (No 6) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Mathieu, de la contenance de six acres de largeur sur vingt arpents de profondeur, plus ou moins—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Mathieu, dans le comté de Saint-Maurice, le **HUITIEME** jour de **JANVIER** prochain, 1931, à **DIX** heures du matin.

Le député shérif,
Bureau du shérif, **WILLIE LARIVIERE**,
Trois-Rivières, le 1er décembre 1930.
[Première publication, le 6 décembre 1930]
6259—49-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois Rivières.
Trois Rivières, to wit: } **LOUIS DUCHAI-**
No. 745.—(1930). } **NE**, Plaintiff; vs
EUSEBE LAFRENIERE, Defendant.

As belonging to the said Defendant, to wit:
A farm situate in the Parish of Saint Mathieu, in the twelfth range of the Township of Caxton, known and designated as being lot of land number six (No. 6) on the official plan and book of reference for the Parish of Saint Mathieu, measuring six acres in width by twenty arpents in depth, more or less—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Saint Mathieu, in the County of Saint Maurice, the **EIGHTH** day of **JANUARY** next, 1931, at **TEN** o'clock in the forenoon.

Deputy-Sheriff,
Sheriff's Office,
Trois Rivières, December 1st., 1930.
[First publication, December 6th., 1930]
6260—49-2

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 25 novembre 1930.

L'Honorable Jacob Nicol, de la cité de Sherbrooke, avocat et Conseil en Loi du Roi, Conseiller Législatif pour la division de Bedford, dans Notre province de Québec: Président du Conseil Législatif en remplacement de l'Honorable Adélar Turgeon.

Québec, le 27 novembre 1930.

M. Ariste Brossard, de la ville de Saint-Lambert, avocat: recorder de la ville de Saint-Lambert.
6301

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of our Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, November 25th., 1930.

Honourable Jacob Nicol, of the City of Sherbrooke, advocate, and King's Counsel, Legislative Councillor for the division of Bedford, in our Province of Quebec, to be President of the Legislative Council replacing the Honourable Adélar Turgeon.

Quebec, November 27th., 1930.

Mr. Ariste Brossard, of the Town of Saint Lambert, advocate, to be Recorder for the Town of Saint Lambert.
6302

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—**SALUT.**

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Assistant-Procurer-
Général. } **A**TTENDU que l'Honorable Ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, conformément aux dispositions des Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre, 261, article 2, un plan pour la mise en vigueur du cadastre du vil-

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING.**

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT,
Deputy-Attorney-
General. } **W**HEREAS the Honourable the Minister of Colonisation, Game and Fisheries of Our Province of Québec, has caused to be prepared, under his superintendence, pursuant to the provisions of the Revised Statutes of Québec, 1925, chapter 261, article 2, a plan for the putting into force of the cadastre for

lage de Parent (projeté), faisant partie du canton de Lamy, comté de Champlain, division d'enregistrement de La Tuque, comprenant dans le Bloc I les lots Nos 1, 2-1, 2-2, 3, 4, 5, 6-1, 6-2, 7, 8, 9, 10-1, 10-2, 11, 12, 13-1, 13-2, 14, 15, 16, 17-1, 17-2, 18, 19, 20; dans le Bloc II les lots Nos 1, 2-1, 2-2, 3 à 30 inclusivement; dans le Bloc III les lots Nos 1 à 20 inclusivement; dans le Bloc IV les lots Nos 1 à 30 inclusivement; dans le Bloc V les lots Nos 1 à 20 inclusivement; dans le Bloc VI les lots Nos 1 à 30 inclusivement; dans le Bloc VII les lots Nos 1 à 7 inclusivement; dans le Bloc VIII les lots Nos 1 à 26 inclusivement; dans le Bloc IX le lot No 1; dans le Bloc X les lots Nos 1 à 26 inclusivement; dans le Bloc XI les lots Nos 1 et 2; dans le Bloc XII les lots Nos 1 à 26 inclusivement; 1ère Avenue le lot No 31, IIème avenue le lot No 32, IIIème avenue le lot No 33, IVème avenue le lot No 34, Rues les lots Nos 35 à 44 inclusivement; Blocs A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, Chemin de Fer Canadien National lot No 45, compris dans la division d'enregistrement de La Tuque, lequel plan fait maintenant partie des archives de son bureau;

ATTENDU qu'une copie du dit plan a été déposée au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque avec une copie du livre de renvoi énonçant ce qui suit, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code Civil de Notre Province de Québec, savoir:

1. Une description générale de chaque lot de terre sur le plan;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer;

3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan;

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot;

Et vu les dispositions des articles 2168 et suivants du Code Civil de Notre Province;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif,

Nous donnons avis du dépôt au bureau de la division d'enregistrement de La Tuque des plan et livre de renvoi préparés tel que susdit pour la mise en vigueur du cadastre du village de Parent (projeté), faisant partie du canton de Lamy, comté de Champlain, division d'enregistrement de La Tuque, comprenant dans le Bloc I les lots Nos 1, 2-1, 2-2, 3, 4, 5, 6-1, 6-2, 7, 8, 9, 10-1, 10-2, 11, 12, 13-1, 13-2, 14, 15, 16, 17-1, 17-2, 18, 19, 20; dans le Bloc II les lots Nos 1, 2-1, 2-2, 3 à 30 inclusivement; dans le Bloc III les lots Nos 1 à 20 inclusivement; dans le Bloc IV les lots Nos 1 à 30 inclusivement; dans le Bloc V les lots Nos 1 à 20 inclusivement; dans le Bloc VI les lots Nos 1 à 30 inclusivement; dans le Bloc VII les lots Nos 1 à 7 inclusivement; dans le Bloc VIII les lots Nos 1 à 26 inclusivement; dans le Bloc IX le lot No 1; dans le Bloc X les lots Nos 1 à 26 inclusivement; dans le Bloc XI les lots Nos 1 et 2; dans le Bloc XII les lots Nos 1 à 26 inclusivement; 1ère avenue le lot No 31; IIème avenue le lot No 32, IIIème avenue le lot No 33, IVème avenue le lot No 34, Rues les lots Nos 35 à 44 inclusivement; Blocs A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, Chemin de Fer Canadien National lot No 45 et

Nous fixons au trentième jour de décembre 1930 le jour auquel les dispositions de l'article 2168 C. C., deviendront en force dans la division d'enregistrement de La Tuque, relativement au territoire désigné ci-dessus, et

Nous invitons toutes personnes intéressées, à peine de perdre la priorité conférée par le Code Civil de Notre Province, à renouveler, dans les

the village of Parent (projected), forming part of the township of Lamy, county of Champlain, registration division of La Tuque, comprising in Block I, lots Nos. 1, 2-1, 2-2, 3, 4, 5, 6-1, 6-2, 7, 8, 9, 10-1, 10-2, 11, 12, 13-1, 13-2, 14, 15, 16, 17-1, 17-2, 18, 19, 20; in Block II, lots Nos. 1, 2-1, 2-2, 3 to 30 inclusively; in Block III, lots Nos. 1 to 20 inclusively; in Block IV, lots Nos. 1 to 30 inclusively; in Block V, lots Nos. 1 to 20 inclusively; in Block VI, lots Nos. 1 to 30 inclusively; in Block VII, lots Nos. 1 to 7 inclusively; in Block VIII, lots Nos. 1 to 26 inclusively; in Block IX, lot No. 1; in Block X, lots Nos. 1 to 26 inclusively; in Block XI, lots Nos. 1 and 2; in Block XII, lots Nos. 1 to 26 inclusively; 1st Avenue lot No. 31, IInd Avenue, lot No. 32, IIRd Avenue, lot No. 33, IVth Avenue, lot No. 34, Streets lots Nos. 35 to 44 inclusively; Blocks A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, Canadian National Railway lot No. 45, comprised in the registration division of La Tuque, which plan now forms part of the archives of his office;

WHEREAS a copy of the said plan has been deposited in the office of the registration division of La Tuque, with a copy of the book of reference setting forth the following, in conformity with the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec, to wit:

1. A general description of each lot of land shown upon the plan;

2. The name of the owner of each lot, so far as it can be ascertained;

3. All remarks necessary to the right understanding of the plan;

Each lot of land is shown on the plan by a single serial number which is inscribed in the book of reference to designate the same lot;

And considering the provisions of articles 2168 and following of the Civil Code of Our Province;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council,

We give notice of the filing in the office of the registration division of La Tuque, of the plan and book of reference prepared such as aforesaid for the putting into force of the cadastre for the village of Parent (projected), forming part of the township of Lamy, county of Champlain, registration division of La Tuque, comprising in Block I, lots Nos. 1, 2-1, 2-2, 3, 4, 5, 6-1, 6-2, 7, 8, 9, 10-1, 10-2, 11, 12, 13-1, 13-2, 14, 15, 16, 17-1, 17-2, 18, 19, 20; in Block II, lots Nos. 1, 2-1, 2-2, 3 to 30 inclusively; in Block III, lots Nos. 1 to 20 inclusively; in Block IV, lots Nos. 1 to 30 inclusively; in Block V, lots Nos. 1 to 20 inclusively; in Block VI, lots Nos. 1 to 30 inclusively; in Block VII, lots Nos. 1 to 7 inclusively; in Block VIII, lots Nos. 1 to 26 inclusively; in Block IX, lot No. 1; in Block X, lots Nos. 1 to 26 inclusively; in Block XI, lots Nos. 1 to 2; in Block XII, lots Nos. 1 to 26 inclusively; 1st Avenue, lot No. 31; IInd Avenue, lot No. 32; IIRd Avenue, lot No. 33, IVth Avenue, lot No. 34; Streets lots Nos. 35 to 44 inclusively; Blocks A, B, C, D, E, F, G, H, J, K, L, Canadian National Railway lot No. 45 and,

We fix on the thirtieth day of December, 1930, as the day on which the provisions of article 2168 C. C. shall come into force in the registration division of La Tuque, respecting the territory hereabove designated, and

We call upon all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province, to renew, within the two years

deux ans qui suivent le trentième jour de décembre 1930, date fixée par la présente proclamation, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans le dit territoire, tel enregistrement devant être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168 C. C., en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 C. C., pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE, en l'année mil neuf cent trente de l'ère chrétienne et de Notre règne la vingt et unième année.

6261 Le sous-secrétaire de la province,
ALEXANDRE DESMEULES.

following the thirtieth day of December, 1930, the date fixed by the present proclamation, the registration of any real right on any lot of land comprised in the said territory, such registration to be renewed by transcribing, in a register kept for that purpose, a notice designating the immoveable affected, in the manner prescribed in article 2168, C. C., upon observing the other formalities prescribed in article 2131, C. C., for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, in Our said Province, this TWENTY NINTH day of NOVEMBER, in the Year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty and in the twenty first year of Our Reign.

By command,
ALEXANDRE DESMEULES,
6262 Assistant Provincial Secretary.

Département de l'Instruction publique

No 1627-30.

Québec, 3 décembre 1930.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Mathias, comté d'Abitibi, les lots Nos 1 à 31 inclusivement des rangs 6 à 10 inclusivement du canton de Languedoc; les lots Nos 1 à 31 inclusivement du rang I du canton de Disson; ce territoire ne fait actuellement partie d'aucune municipalité scolaire déjà organisée.
6297-49-2

Ratification de titres

Canada, Province de Québec, District de Québec, Cour Supérieure. Joseph Nault, cultivateur, Saint-Ubalde, Comté de Portneuf, demandeur; vs Jérôme Gingras, cultivateur, Saint-Ubalde, Comté de Portneuf, défendeur.

Avis est par le présent donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Québec, un acte passé devant Léon St-Amand, N. P., le 2ième jour du mois de juin 1896, entre Jérôme Gingras, de Saint-Ubalde, comté Portneuf, et Georges Paquin, charron, de Saint-Alban, comté Portneuf, étant une vente par le dit Gingras au dit Paquin d'une terre située dans la paroisse de Saint-Ubalde, rang Saint-Thomas, connue et désignée sous le numéro 301 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ubalde, dans le comté de Portneuf.

Cette dite terre est maintenant en la possession de M. Joseph Nault, de Saint-Ubalde, comté de

Department of Education

No. 1627-30.

Quebec, December 3rd., 1930.

Application has been made to annex to the school municipality of Saint Mathias, County of Abitibi, lots Nos. 1 to 31 inclusively of ranges 6 to 10 inclusively of the Township of Languedoc; lots Nos. 1 to 31 inclusively of range 1 of the Township of Disson; this territory does not actually form part of any school municipality already organized.
6298-49-2

Confirmation of titles

Canada, Province of Quebec, District of Quebec, Superior Court. Joseph Nault, farmer, Saint Ubalde, County of Portneuf; vs Jerome Gingras, farmer, Saint Ubalde, County of Portneuf, Defendant.

Notice is hereby given that there has been deposited in the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the District of Quebec, a deed passed before Leon St-Amand, N. P., on the 2nd. day of the month of June, 1896, between Jerome Gingras, of Saint Ubalde, County Portneuf, and Georges Paquin, carriage-maker, of Saint Alban, County Portneuf, being a sale by the said Gingras to the said Paquin, of a farm situate in the Parish of Saint Ubalde, range Saint Thomas, known and designated under number 301 on the official cadastre for the Parish of Saint Ubalde, in the County of Portneuf.

Such said farm now being in the possession of Mr. Joseph Nault, of Saint Ubalde, County Port-

Portneuf, depuis les trois dernières années, savoir depuis le 29 juillet 1915.

Toutes personnes qui réclament quelque privilège et hypothèque sur le dit immeuble immédiatement avant l'enregistrement du dit acte pour lequel le dit lot a été acquis par le dit Georges Paquin, sont averties qu'il sera présenté à la dite Cour, le 19ième jour de décembre, 1930, une demande en ratification de titre; et qu'à moins que leurs réclamations ne soient telles que le registraire est tenu, par les dispositions du Code de procédure civile, de les mentionner dans son certificat à être produit dans ce cas, elles sont par le présent requises de signifier leurs oppositions par écrit et de les produire au greffe du dit protonotaire dans les six jours après le dit jour, à défaut de quoi, elles seront pour toujours forcloses du droit de le faire.

Québec, le 12 novembre 1930.

Le protonotaire, C. S.,
WILFRID EDGE.

5961—47-2

neuf, since the last three years, namely since the 29th. of July, 1915.

And all the persons having any privileges or hypothecs upon the said immovable, immediately before the registering of the said deed by which the said lot was acquired by the said Georges Paquin, are notified that there will be presented to the said Court, on the 19th. day of December, 1930, a demand of ratification of title, and that unless their claims are such that the registrar is bound, by the provisions of the Code of Civil Procedure, to mention them in his certificate to be produced in this case, they are hereby required to serve their claims in writing and produce them in the office of the said Prothonotary within six days after the said day, in default of which they will be forever deprived of the right of so doing.

Quebec, November 12th., 1930.

WILFRID EDGE,
Prothonotary, S. C.

5962—47-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 49

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Cordeau vs Cadieux.....	4178
" Gottlieb vs Cohen.....	4178
" Légaré vs Gagnon.....	4178
" Marsan dit Lapierre vs Courtemanche.....	4179
" Pelchat vs Savard.....	4178
" Pinker vs Perelmutter.....	4179
" Poirier vs Claisse.....	4179
" Raymond vs Lortie.....	4179
" Renault vs Renault.....	4178
" Tremblay vs Lemay.....	4179
" Turcotte vs Néron.....	4178

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Langlois dit Lachapelle vs Nadeau.....	4179
--	------

ANNONCEURS:—Avis aux.....

4143

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint-Pierre, Ile-d'Orléans.....	4170
Virginia Fire and Marine Ins. Co.....	4170

AVIS DIVERS:—

Mount Royal Real Estate, Ltd.....	4180
The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.....	4180

BUREAU-CHEF:—

Thomas O'Connell, Ltd.....	4180
----------------------------	------

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Barclays Trust Company of Canada....	4172
Beaudoin, L.-J.....	4176
Beauregard, Elie (au nom des requérants)	4173
Cie des Tramways de Verchères, Chambly & Laprairie.....	4177
Cité de Québec.....	4171
Cité de Salaberry-de-Valleyfield.....	4177
Cité d'Outremont.....	4170

Index of the Quebec Official Gazette, No. 49

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Cordeau vs Cadieux.....	4178
" Gottlieb vs Cohen.....	4178
" Légaré vs Gagnon.....	4178
" Marsan dit Lapierre vs Courtemanche.....	4179
" Pelchat vs Savard.....	4178
" Pinker vs Perelmutter.....	4179
" Poirier vs Claisse.....	4179
" Raymond vs Lortie.....	4179
" Renault vs Renault.....	4178
" Tremblay vs Lemay.....	4179
" Turcotte vs Néron.....	4178

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Langlois dit Lachapelle vs Nadeau.....	4179
--	------

ADVERTISERS:—Notice to.....

4143

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle de la paroisse de Saint-Pierre, Ile-d'Orléans.....	4170
Virginia Fire and Marine Ins. Co.....	4170

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Mount Royal Real Estate, Ltd.....	4180
The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.....	4180

CHIEF-OFFICE:—

Thomas O'Connell, Ltd.....	4180
----------------------------	------

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Barclays Trust Company of Canada....	4172
Beaudoin, L.-J.....	4176
Beauregard, Elie, (in the name of the petitioners).....	4173
Verchères, Chambly & Laprairie Tramways Co.....	4177
City of Quebec.....	4071
City of Salaberry de Valleyfield.....	4177
City of Outremont.....	4170

Cité du Cap-de-la-Madeleine.....	4175	City of Cap de la Madeleine.....	4175
Commissaires d'écoles de Sainte-Madeleine d'Outremont.....	4173	School Commissioners of Sainte Madeleine d'Outremont.....	4173
Corporation de Notre-Dame-du-Chemin.....	4176	Corporation de Notre-Dame-du-Chemin.....	4176
Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal.....	4172	Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Notre-Dame de Montréal.....	4172
Fortier, V.....	4176	Fortier, V.....	4176
Frigon, A.-P.....	4173	Frigon, A.-P.....	4173
Jeannotte, Emile-A.....	4173	Jeannotte, Emile-A.....	4173
Lemire, R. <i>et al.</i>	4176	Lemire, R. <i>et al.</i>	4176
Les Cisterciens de Val-D'Espoir.....	4174	Les Cisterciens de Val-D'Espoir.....	4174
Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi.....	4175	Les Sœurs Missionnaires du Christ-Roi.....	4175
Massey, Antoine-Georges.....	4172	Massey, Antoine-Georges.....	4172
Montreal Airdrome, Ltd. <i>et al.</i>	4174	Montreal Airdrome, Ltd. <i>et al.</i>	4174
Paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel <i>et al.</i>	4171	Parish of Notre Dame du Mont Carmel <i>et al.</i>	4171
Paroisse de Saint-Etienne des Grès <i>et al.</i>	4172	Parish of Saint Etienne des Grès <i>et al.</i>	4172
Succession Hon. J. Masson.....	4174	Estate Hon. J. Masson.....	4184
Succession O. Faucher.....	4175	Estate O. Faucher.....	4175
Trépanier, Emilien.....	4177	Trépanier, Emilien.....	4177
Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada.....	4175	Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada.....	4175
Village de la Pointe-au-Pic.....	4172	Village of Pointe au Pic.....	4172
Ville d'Acton-Vale.....	4176	Town of Acton Vale.....	4176
Ville de Kénogami.....	4175	Town of Kénogami.....	4175
Ville de Montréal-Est.....	4177	Town of Montreal East.....	4177
Winslow-Spragge, Edward.....	4171	Winslow-Spragge, Edward.....	4171
Yamaska Garments, Ltd.....	4173	Yamaska Garments, Ltd.....	4173

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:— DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Municipalité scolaire de Saint-Mathias... 4209	School Municipality of Saint Mathias... 4209
--	--

LETTRES PATENTES:— LETTERS PATENT:—

Black Lake Lodge, Inc.....	4144	Black Lake Lodge, Inc.....	4144
Discount Investments, Ltd.....	4147	Discount Investments, Ltd.....	4147
D. M. Galardo, Limited.....	4150	D. M. Galardo, Limited.....	4150
Heilig & Florea, Inc.....	4153	Heilig & Florea, Inc.....	4153
Island Services, Limited.....	4156	Island Services, Limited.....	4156
J. E. Thomas, Inc.....	4159	J. E. Thomas, Inc.....	4159
Page & Son, Limited.....	4161	Page & Son, Limited.....	4161
S. L. Nathanson, Inc.....	4163	S. L. Nathanson, Inc.....	4163
St. Louis Filling Station, Ltd.....	4169	St. Louis Filling Station, Ltd.....	4169
The McBee Binder Co., Ltd.....	4165	The McBee Binder Co., Ltd.....	4165
The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.....	4166	The Quebec Society of Occupational Therapy, Inc.....	4166

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:— SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

The Eastern Townships Telephone Co... 4168	The Eastern Townships Telephone Co... 4168
--	--

MINUTES DE NOTAIRE:— NOTARIAL MINUTES:—

Pouliot, Guy.....	4180	Pouliot, Guy.....	4180
Roy, Gédéon.....	4181	Roy, Gédéon.....	4181

NOMINATIONS:— APPOINTMENTS:—

Diverses.....	4144	Miscellaneous.....	4144
Diverses.....	4207	Miscellaneous.....	4207

PROCLAMATION:— PROCLAMATION:—

Cadastre du village de Parent.....	4207	Cadastre of the village of Parent.....	4207
------------------------------------	------	--	------

RATIFICATION DE TITRE:— CONFIRMATION OF TITLE:—

Archambault, Joseph.....	4181	Archambault, Joseph.....	4181
Nault vs Gingras.....	4209	Nault vs Gingras.....	4209

SOUMISSIONS:— TENDERS:—

Municipalité scolaire de Port-Alfred.....	4182	School Municipality of Port Alfred.....	4182
Municipalité scolaire de la cité de Sherbrooke.....	4181	School Municipality of the city of Sherbrooke.....	4181

Village de Saint-Benoît-Joseph-Labre d'Amqui.....	4182	Village of Saint Benoit Joseph Labre d'Amqui.....	4182
VENTES PAR LICITATION:—		SALES BY LICITATION:—	
Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	4184	Bourbonnière vs Bourbonnière <i>et al.</i>	4184
Charland <i>et vir</i> vs Aubry <i>et al.</i>	4183	Charland <i>et vir</i> vs Aubry <i>et al.</i>	4183
Dini <i>et al</i> vs Dini <i>et al.</i>	4184	Dini <i>et al</i> vs Dini <i>et al.</i>	4184
Guertin <i>et al</i> vs Dixon <i>et al.</i>	4185	Guertin <i>et al</i> vs Dixon <i>et al.</i>	4185
VENTES POUR TAXES:—		SALES FOR TAXES:—	
Cité de Saint-Lambert.....	4189	City of Saint Lambert.....	4189
Ville de Lasalle.....	4188	Town of Lasalle.....	4188
Ville de Richmond.....	4187	Town of Richmond.....	4187
VENTES PAR LES SHERIFFS:—		SHERIFFS' SALES:—	
ARTHABASKA:—		ARTHABASKA:—	
Bourgault vs St-Pierre.....	4191	Bourgault vs St-Pierre.....	4191
Paris vs Tessier.....	4192	Paris vs Tessier.....	4192
BEAUCE:—		BEAUCE:—	
Drouin vs Tardif.....	4192	Drouin vs Tardif.....	4192
BEAUHARNOIS:—		BEAUHARNOIS:—	
O'Connor vs O'Connor.....	4193	O'Connor vs O'Connor.....	4193
BEDFORD:—		BEDFORD:—	
Canadian Bank of Commerce vs Bisailon <i>et al.</i>	4193	Canadian Bank of Commerce vs Bisailon <i>et al.</i>	4193
Saracino vs Gelonese.....	4193	Saracino vs Gelonese.....	4193
CHICOUTIMI:—		CHICOUTIMI:—	
Potvin vs Blackburn.....	4194	Potvin vs Blackburn.....	4194
Tremblay vs Germain.....	4195	Tremblay vs Germain.....	4195
Ville de Jonquière vs Larouche.....	4194	Town of Jonquière vs Larouche.....	4194
GASPÉ:—		GASPE:—	
Bédard <i>et al</i> vs Wick.....	4196	Bédard <i>et al</i> vs Wick.....	4196
JOLIETTE:—		JOLIETTE:—	
Michaud vs Prescott.....	4196	Michaud vs Prescott.....	4196
MONTCALM:—		MONTCALM:—	
Forget vs Bélec <i>et al.</i>	4197	Forget vs Bélec <i>et al.</i>	4197
MONTRÉAL:—		MONTREAL:—	
Allen vs Haimovitch <i>et al.</i>	4201	Allen vs Haimovitch <i>et al.</i>	4201
Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ga- gnon.....	4198	Crédit Foncier Franco-Canadien vs Ga- gnon.....	4198
Giroux vs Guertin.....	4202	Giroux vs Guertin.....	4202
Guy vs Phaneuf.....	4197	Guy vs Phaneuf.....	4197
La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence vs Kieffer.....	4198	La Communauté des Sœurs de Charité de la Providence vs Kieffer.....	4198
Laframboise vs Carbonneau.....	4202	Laframboise vs Carbonneau.....	4202
Neville vs Bohelier <i>et vir</i>	4200	Neville vs Bohelier <i>et vir</i>	4200
Poirier vs Laberge.....	4203	Poirier vs Laberge.....	4203
Schnauffer vs Sheppard <i>et vir</i>	4200	Schnauffer vs Sheppard <i>et vir</i>	4200
The Canada Life Assurance Co. vs Davies <i>et vir</i>	4201	The Canada Life Assurance Co. vs Davies <i>et vir</i>	4201
NICOLET:—		NICOLET:—	
Les Curé et Marguilliers de l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Sacré-Cœur- de-Jésus vs Dion.....	4203	The Curé and Church Wardens of l'Œuvre et Fabrique of the parish of Sacré Cœur de Jésus vs Dion.....	4203

QUÉBEC:—

Cité de Québec vs Bernard 4204

RICHELIEU:—

Crevier *et al* vs héritiers R. Jutras 4204

RIMOUSKI:—

Landry vs Beaulieu 4204

ROBERVAL:—

Perron vs Garage Lac St-Jean, Ltée 4205

SAINT-HYACINTHE:—

Bazinet vs Arpin 4206

Mercure vs Maynard 4206

TROIS-RIVIÈRES:—

Duchaine vs Lafrenière 4207

QUEBEC:—

City of Quebec vs Bernard 4204

RICHELIEU:—

Crevier *et al* vs heirs R. Jutras 4204

RIMOUSKI:—

Landry vs Beaulieu 4204

ROBERVAL:—

Perron vs Garage Lac St-Jean, Ltée 4205

SAINT HYACINTHE:—

Bazinet vs Arpin 4206

Mercure vs Maynard 4206

TROIS-RIVIERES:—

Duchaine vs Lafrenière 4207

